



**HAL**  
open science

# “ Ceci n’est pas de l’ethnologie ” Réflexion autour des collections ethnographiques du Musée national de l’histoire de l’immigration

Fabrice Grognet

## ► To cite this version:

Fabrice Grognet. “ Ceci n’est pas de l’ethnologie ” Réflexion autour des collections ethnographiques du Musée national de l’histoire de l’immigration. 2016. hal-01998940

**HAL Id: hal-01998940**

**<https://hal.science/hal-01998940>**

Submitted on 14 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Fabrice Grognet**

# **« Ceci n'est pas de l'ethnologie »**

**Réflexion autour des collections ethnographiques du Musée national de l'histoire de l'immigration**



# Sommaire

<b>Introduction.....</b>	<b>7</b>
--------------------------	----------

## Première partie

La genèse des collections « ethnographiques » du musée de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration...	19
---	----

## Seconde partie

### Paroles, mémoires et objets d'une vie

- Les objets « témoins » d'un exil.....	47
- La valise « militante » de Manuel Valente Tavares.....	52
- « Soundirassane [France] » ou l'itinéraire d'un voyageur <i>avec</i> bagage .....	59
- Du village de Borgoratto à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration : « l'autre voyage » de la famille Rapetti .....	65
- Transmettre et partager une mémoire .....	72
- La « pierre-trophée d'un guerrier du métro » .....	78

- Du « nouveau monde » à la « vieille Europe », de New York à Limoges : l’itinéraire de la famille Haviland ..... 84
- Quand une mémoire familiale devient patrimoine national ..... 90
- De la malle familiale au musée national. Le dernier voyage d’un énigmatique costume roumain ..... 96
- Les mémoires d’un père en héritage ..... 102
- Faire connaître et reconnaître le parcours de ceux qui ont choisi la France ..... 110
- Les métamorphoses de la machine à coudre de la famille Pezzoni ..... 117
- Le violon d’un horticulteur mélomane venu de Bohême ..... 123
- Faire « quelque chose » de son départ ..... 129
- Devenir Français et rester Russe : l’itinéraire de Nicolas et Adèle Vorontzoff ..... 136
- Le baby-foot du Musée national de l’histoire de l’immigration ..... 144

- De Bansimba à « Monsieur sourire » : l'itinéraire d'Alphonse-Marie Toukas .....	151
- La « mémoire de papier » d'Henri Béguin .....	159
- Une mémoire « gommée » en héritage .....	165
- Du grenier au musée : L'itinéraire du tableau de l'Association des combattants italiens de la Première Guerre mondiale .....	172
- Un « sinueux » chemin menant de la Pologne à la France .....	180
- Papier à en-tête de l'atelier « C. Costa Gendre, Succ <sup>f</sup> » ...	187
- Billet de cinq francs annoté par Gala Abramowicz .....	188
- La truelle de Luigi Cavanna .....	190
- <i>L'immigré</i> .....	192
- La valise de Daniel Roochvarg .....	193
- Le passeport de Therezia Futtersack .....	194
<b>Bibliographie</b> .....	195



Entrée du Musée de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et vitrines du parcours permanent



# Introduction

Née dans les musées de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle autour de l'élaboration de collections permettant d'archiver l'altérité supposée disparaître, l'ethnologie s'est peu à peu affranchie du modèle des sciences de la nature pour se redéfinir à partir de nouvelles sources et suivant un axe qui lui est propre : l'observation du contemporain.

A la collecte des « objets témoins », envisagés comme les « archives » objectives de l'humanité, s'est donc substituée celle du témoignage oral, de la photographie et du film. La quête illusoire des traditions originelles s'est alors métamorphosée en étude des sociétés d'aujourd'hui.

Entre le « musée conservatoire », figeant le passé en une « mémoire d'Etat »<sup>1</sup>, et la démarche ethnographique, processus continu d'observation des identités en mouvement, le divorce semble consommé :

« L'étonnant est que l'anthropologie ne s'en est pas portée plus mal.

Et c'est d'un œil parfois amusé, parfois attendri, souvent indifférent, que les chercheurs et enseignants regardent ce qui n'est plus désormais, que le passé de leur discipline »<sup>2</sup>.

Dès lors, quel peut être l'apport de l'ethnologie dans la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et en particulier dans son musée ? N'y a-t-il pas un paradoxe, presque un malentendu, à vouloir associer l'ethnologie à une

---

<sup>1</sup> Patrick Prado, 2003 *Territoire de l'objet : faut-il fermer les musées ?*, Paris, Ed. des Archives contemporaines.

<sup>2</sup> Jean Jamin, 1998, « Faut-il brûler les musées d'ethnologie ? », in *Gradhiva*, n°24, pp. 65-69.

institution de mémoires et d'histoire ? L'ethnologie, comme entreprise de collecte, peut-elle répondre aux impératifs mémoriels ? Le musée peut-il, quant à lui, répondre aux questions d'aujourd'hui et à la patrimonialisation du contemporain ?

### **De l'objet « témoin » au témoignage de l'Homme ; du musée au terrain ; de la recherche du passé à l'observation du quotidien**

Historiquement, l'ethnologie s'est institutionnalisée en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans ces « lieux de mémoire »<sup>3</sup> par excellence que sont les musées.

Lorsque le premier musée qualifié d'ethnographique est créé en France en 1878, suite à l'Exposition universelle de la même année, la définition même de l'ethnographie s'oriente vers une description des productions matérielles des peuples dits « primitifs » et « sans histoire »<sup>4</sup>. Pourtant, les collections constituant le fonds du tout jeune Musée d'Ethnographie du Trocadéro montrent que le qualificatif « d'ethnographique » recoupe, certes une majorité d'objets appartenant à des peuples « extra-européens » contemporains, mais aussi des vestiges archéologiques de civilisations disparues, des fac-similés (à échelle réelle ou en modèles réduits), des restes humains, ou encore des représentations de types physiques réalisées à partir de sculptures, de moulages, ou de photographies.

En fait, l'entreprise de description des peuples est alors subordonnée à l'histoire naturelle de l'Homme et toutes les choses matérielles chargées de retranscrire la

---

<sup>3</sup> Pierre Nora, 1997, *Les lieux de mémoire*, collectif sous la direction de Pierre Nora, trois tomes, Gallimard.

<sup>4</sup> Le moraliste suisse Alexandre César de Chavannes (1731-1800) dans son *Essai sur l'éducation intellectuelle avec le projet d'une science nouvelle* employé en 1787, et pour la première fois en français, le terme « d'ethnologie » pour le discours sur les mœurs et coutumes des peuples non occidentaux.

longue marche de l'humanité vers la « civilisation »<sup>5</sup> sont qualifiées de manière générique d'*objets ethnographiques*.

Toujours est-il que l'étude des peuples et l'ambition de conserver toutes traces matérielles présentant une altérité, tant physique que culturelle, tant présente que passée, semblent alors intimement liées. Le musée devient dès lors le légitime *laboratoire* des « anthropologues de cabinet »<sup>6</sup>.

En même temps que s'élaborent les théories à partir des crânes et des objets mis en série, les collections ethnographiques participent également à l'élaboration d'un patrimoine national français à partir d'éléments culturels provenant principalement de l'étranger ou des colonies, mais également des campagnes françaises métropolitaines. En effet, si l'acceptation la plus courante dans un contexte d'expansion coloniale induit alors que l'ethnologie s'intéresse de manière privilégiée aux peuples dits « sauvages », l'étude du « folklore » et des traditions rurales européennes implique qu'aucune partie du monde n'est à l'abri de devenir l'objet de la jeune science. L'étude de « l'aborigène » australien (considéré à l'époque comme le plus « primitif des sauvages ») ou du breton de métropole relève finalement du même effort fondamental, à savoir l'archivage de ce qui est supposé en train de disparaître : le « sauvage » du fait de la colonisation ; le « rural régional » du fait de l'industrialisation et de la mise en place de l'Etat-nation par la III<sup>e</sup> République.

Ainsi l'ethnologie, discipline de *l'urgence* à l'objet présumé volatil, s'est avant tout institutionnalisée dans le lieu privilégié du musée comme une science tentant de déjouer l'entreprise destructrice du temps en archivant les hommes et leurs productions.

---

<sup>5</sup> Suivant la conception linéaire de l'évolution des sociétés humaines de l'époque (Auguste Conte, Lewis Henry Morgan), les productions des sociétés « primitives » sont capables d'expliquer, par comparaisons, le passé des sociétés occidentales envisagées comme l'aboutissement de l'histoire du progrès humain.

<sup>6</sup> Les « anthropologues de cabinet » théorisent au musée, à partir de récits de voyages et d'objets ramenés, le plus souvent des colonies, par les naturalistes, médecins, militaires ou administrateurs coloniaux.

Il faut attendre la professionnalisation (tardive au regard des pays anglo-saxons ou allemands) de l'ethnographie en France au cours des années 1930<sup>7</sup> pour qu'une définition autonome (vis-à-vis de l'histoire naturelle) de l'objet ethnographique soit établie à partir de l'influence théorique du socio-anthropologue Marcel Mauss (1872-1950). L'ethnographie cesse alors d'être la description exhaustive des peuples à travers l'histoire de l'humanité. Elle recouvre désormais l'étude culturelle par le biais de l'observation directe, à partir d'une situation empiriquement constituée : le « terrain ». Dès lors l'ethnologie devient l'étude de cultures « vivantes » avec comme principe méthodologique « l'observation participante ». Le scientifique ne peut plus se contenter d'étudier et de classer les productions matérielles dans le cadre du musée qui demeure toutefois le lieu central de la recherche. L'ethnologue, par définition *de terrain*, est ainsi amené à remplacer « l'anthropologue de cabinet ». Cette nouvelle façon de procéder est mise en pratique sans que les productions matérielles ne perdent pour autant leur valeur heuristique prédominante. Les objets les plus couramment employés au sein des sociétés demeurent des « témoins » scientifiques, suivant la formule consacrée par les *Instructions sommaires pour les collecteurs d'objets ethnographiques*<sup>8</sup> :

« Presque tous les phénomènes de la vie collective sont susceptibles de se traduire par des objets donnés, à cause de ce besoin qui a toujours poussé les hommes à imprimer à la matière la trace de leur activité. Une collection d'objets systématiquement recueillis est donc un riche recueil de « pièces à conviction », dont la réunion forme des archives plus révélatrices et plus sûres que les archives écrites, parce qu'il s'agit ici d'objets authentiques et autonomes, qui n'ont pu être

---

<sup>7</sup> Dans le Musée d'Ethnographie du Trocadéro (MET) dans un premier temps, puis au Musée de l'Homme et au Musée National des Arts et Traditions Populaires à partir de 1937, ces deux derniers musées naissant de la séparation du fond du MET concernant l'ethnographie de la France et celle du reste du monde.

<sup>8</sup> Rédigées à l'occasion de la « Mission Dakar Djibouti », fameuse et emblématique mission ethnographique française des années 1930.

fabriqués pour les besoins de la cause et caractérisent mieux que quoi que ce soit les types de civilisation »<sup>9</sup>

L'ethnographie devient dès lors une affaire de spécialistes de « l'étude de la civilisation matérielle »<sup>10</sup>. Le matériel, le concret, l'objectif, est la clef qui permet d'atteindre d'autant mieux les fondements immatériels d'une culture que l'ethnologue se méfie du témoignage d'un « indigène » dont il ne connaît pas la langue et qu'il rémunère le plus souvent. L'objet tangible, document préexistant à la collecte, demeure donc la source privilégiée.

Le musée reste lui aussi, encore pour un temps, l'institution de prédilection et le seul pôle institutionnel où il ne s'agit plus exclusivement de « rassembler des objets, mais aussi et avant tout de comprendre les hommes, et moins d'archiver des restes desséchés comme dans un herbier, mais de décrire et analyser des modes d'existences auxquels l'observateur prend directement part »<sup>11</sup>.

Avec le développement de la méthodologie de terrain (et l'apprentissage notamment des langues vernaculaires), l'apport de la photographie et du cinéma, les productions matérielles perdent peu à peu de leur valeur documentaire. Plus que les objets, c'est l'*Homme-objet* d'étude qui reprend ses droits et l'ethnologue, s'intéressant à l'élaboration, à la persistance et à la redéfinition des identités des groupes sociaux dont il est le témoin, produit et privilégie désormais de nouvelles sources.

L'émergence de nouvelles institutions sans collections (universités, Ecoles des Hautes Etudes), ainsi que la décolonisation font que les ethnologues délaissent ainsi progressivement le musée qui a vu naître et se développer leur discipline. Sous l'influence également du paradigme structuraliste, la recherche

---

<sup>9</sup> *Instructions sommaires pour les collecteurs d'objets ethnographiques*, 1931, Paris, Musée d'Ethnographie du Trocadéro, p. 6-7.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>11</sup> Claude Lévi-Strauss, 1958, *Anthropologie structurale I*, Ed Plon, p. 404.

ethnologique se désintéresse des objets et part s'installer et se développer dans des institutions où le substitut d'objet peut suffire<sup>12</sup>.

Devenu périphérique pour la recherche, le musée maintient toutefois ses deux autres missions fondamentales, de conservation et de diffusion du patrimoine.

Mais, avec cet éloignement ou abandon de l'ethnologie pour ses collections<sup>13</sup> et avec ce qui devient finalement son histoire, le « musée laboratoire »<sup>14</sup> ethnologique, qu'il soit destiné à présenter les cultures populaires françaises (Musée National des Arts et Traditions Populaires) ou les cultures étrangères (Musée de l'Homme), s'essouffle. Les galeries publiques ne sont pas rénovées et le musée se fige. Il ne présente plus la science en train de se faire, mais témoigne plutôt des modes de vie dits « traditionnels », « préindustriels », pétrifiés « dans un éternel présent »<sup>15</sup>.

L'institution, en ne renouvelant pas ses collections exposées, en fétichisant par exemple l'objet de l'époque coloniale collecté dans la crainte d'une probable disparition de l'altérité<sup>16</sup>, fait ainsi renouer en galerie publique l'ethnologie avec son ancienne acception du XIX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>12</sup> « Les ethnologues de ma génération ont encore collecté quelques objets : j'ai rapporté au musée une caisse d'outils de pierre de chez les Baruya de Nouvelle-Guinée. Mais cela a été ma dernière occasion. Ensuite, je n'ai fait que des films, comme la plupart de mes collègues » ; Maurice Godelier, 1999, « Un musée pour les cultures », in *Sciences Humaines*, Hors-Série n°23, p.19.

<sup>13</sup> Martine Ségalen, 1993 « Les ressources humaines : l'ethnologie », in E. Barroso et E. Vaillant (dir.), *Musées et Sociétés*, Actes du colloque national de Mulhouse-Ungersheim, juin 1991, Paris, Ministère de la Culture, p : 166-169.

<sup>14</sup> Fabrice Grognet, 1999 « Le "musée Laboratoire" : un concept à réinventer ? », *Musées et collections publiques de France*, n°223, pp : 60-63.

<sup>15</sup> Anne Gaugue, 1999, « La mise en scène de la nation dans le musée d'Afrique tropicale », in *Ethnologie française* tome XXIX, pp. 337-344.

<sup>16</sup> Comme le montre le premier musée national français du nouveau millénaire : le Musée du Quai Branly

## Un possible dialogue entre mémoire et ethnologie

L'ethnologie en a-t-elle pour autant fini avec le monde des musées et le processus de patrimonialisation ?

Au regard des institutions actuelles, l'ethnologie d'aujourd'hui ne semble plus une science capable de soutenir à elle seule le projet d'un musée dont l'idée (conserver et présenter des objets qui ne sont plus utilisés)<sup>17</sup> n'a guère évolué depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Comment d'ailleurs collecter le contemporain<sup>18</sup> (ce qui suggère un processus continu) et surtout, pourquoi le faire, alors que suivant une idée couramment répandue, on assisterait à une uniformisation des cultures?

Pourtant, depuis les années 1970, la France ne cesse de se doter d'institutions (écomusées, musées régionaux et industriels) au « patrimoine ethnologique » proclamé. Société de « consommation », la France, consciente de ses propres processus continus de changements historiques, devient une « société de conservation »<sup>19</sup>, où la prise en considération d'un patrimoine lié à l'immigration en France est également clairement formulée, dès le début des années 1990, pour une ouverture possible du champ des musées d'ethnographie<sup>20</sup>.

Vis-à-vis de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, il n'existe pas d'objet interdit ou à priori hors de portée du regard ethnologique. Le document, l'objet, l'archive le récit du « quotidien », ou encore le « chef d'œuvre » peuvent être analysés sous l'angle du rapport à l'identité, l'ethnologue s'intéressant à

---

<sup>17</sup> En France, les musées se sont surtout développés avec la tutelle de l'Etat et autour des collections de beaux-arts.

<sup>18</sup> Voir Sarah Le Menestrel, 1996, « La collecte de l'objet contemporain. Un défi posé au Musée de la Civilisation à Québec », in *Ethnologie française*, « culture matérielle et modernité », p : 74-91.

<sup>19</sup> Daniel Fabre, 1994, « Ethnologie et patrimoine en Europe, conclusions et perspectives du Colloque du Tours », in *Terrain* n°22, pp. 145-150.

<sup>20</sup> Voir Jean Guibal, 1992, « Quel avenir pour le musée des ATP ?, entretien avec Jean Guibal », in *Le débat* n°70 mai-août, pp. 157-163 ; Florence Pizzorni-Itie, 1993, « Réflexions autour d'un paradoxe : faut-il et comment traiter du contemporain dans les musées d'ethnographie », in *Actes des premières rencontres européennes des musées d'ethnographie*, Ecole du Louvre, pp. 243-249.

l'élaboration, à la persistance et à la redéfinition des cultures ou des groupes qu'il observe et étudie. Ainsi, une œuvre d'art telle que « Climbing Down », réalisée par Barthélemy Toguon et évoquant la vie en foyer de migrants par le biais de six lits superposés, peut être envisagée comme une interprétation personnelle et artistique. Mais, elle peut également procurer une ouverture sur l'analyse de la « sphère privée » du migrant dans un contexte de vie collective. Dans ce cas, c'est avant tout le regard ethnographique qui s'approprie l'œuvre, indépendamment de sa nature artistique initialement revendiquée.

Dès lors, celui que l'on appelle communément un « objet ethnographique » est avant tout l'abstraction d'un scientifique, l'ethnologue, qui devient son *concepteur* en sélectionnant parmi les productions matérielles d'une société qu'il observe celles qui seront « bonnes à penser », voire à être mises en collections pour le musée.

En plus de son caractère polymorphe, peu respectueux des frontières, voire « parasite » avec l'annexion possible d'œuvres d'art, « l'objet ethnographique » a encore une autre particularité venant de son invention directement liée à l'action d'un scientifique observant les cultures « vivantes ». Car, un « objet ethnographique » le reste-t-il ?

Si l'on part du principe que « l'ethnologie a pour fondement l'étude des milieux contemporains, des cultures vivantes »<sup>21</sup>, un objet cesserait d'être ethnographique, c'est-à-dire d'intéresser les ethnologues, à partir du moment où il ne serait plus utilisé. L'objet sans utilité pratique ou symbolique ne serait plus un référent pour les membres du groupe, et donc ne pourrait être leur témoin. Autrement dit, l'objet ethnographique serait *périssable*. Il mourrait en même temps que cesse toute pratique culturelle le concernant. D'une certaine manière, l'objet serait alors évacué de la culture ou du groupe qui l'a créé. Il pourrait demeurer un témoignage, un document culturel comme en archéologie, mais il ne serait plus que la preuve de pratiques éteintes.

---

<sup>21</sup> Pizzorni-Itie, 1996, *op cit.*

Pourtant, derrière l'objet ethnographique qui mute avec le temps en document historique, on devine une possible rencontre entre histoire et ethnologie autour de l'élaboration du patrimoine. En ayant pour objet les processus identitaires, l'ethnologie n'est pas coupée de l'histoire et de l'archivage des faits humains. Si l'historien part du fait retrouvé dans les archives pour remonter le cours du temps jusqu'au présent, l'ethnologue quant à lui part de son observation pour retourner dans le passé<sup>22</sup>. En suivant l'un et l'autre leur parcours respectif, nul doute que l'historien et l'ethnologue peuvent se rencontrer dans un lieu finalement inattendu au regard de l'évolution de la discipline : le musée.

Mais de quel musée parle-t-on alors ? Du musée traditionnel qui n'envisage que le « sauvetage de mémoire », ou du musée « d'interprétation », de « société »<sup>23</sup>, qui met en question le contemporain ?

De la définition même du musée dépend donc la manière spécifique d'envisager sa collection et la notion de « collection ethnographique » est finalement relative à l'institution qui la conserve. Ainsi, lorsque le Musée d'Ethnographie de Neuchâtel fait entrer en 1984 des « nains de jardins » dans ses collections, les ethnologues du Musée de l'Homme recherchent quant à eux le plus souvent les objets « traditionnels », y compris en salle de vente, préfigurant ainsi des acquisitions actuelles du Musée du Quai Branly.

Comportant des objets protéiformes et scientifiquement périssables (leurs vieillissement entraînant parfois la métamorphose voire la mort de l'institution qui les conserve), la collection ethnographique ne connaît pas de définition universelle et unanime. Et chaque musée définit finalement une conception qui peut l'éloigner de celle développée par une institution théoriquement similaire.

De leur côté, les galeries permanentes du musée de la Cité nationale envisagent de produire la synthèse historique de deux cents ans d'immigration en France,

---

<sup>22</sup> « L'ethnologue, voué à l'étude de sociétés vivantes et actuelles ne doit pas oublier que pour être telles, il faut qu'elles aient vécu duré et donc changé » ; Lévi-Strauss, 1958, *op cit* : 132.

<sup>23</sup> Jean-Claude Duclos, 1992, « Pour des musées de l'homme et de la société », in *Le débat*, n°70 mai-août, pp. 174-178.

au moment même où ce processus est un des thèmes majeurs du débat politique actuel. Aussi, cette histoire, peu valorisée jusque-là dans les établissements culturelles, ce fait social d'un intérêt finalement récent tant chez les historiens que chez les ethnologues en France, devient le sujet d'une nouvelle institution qui a pour but de s'adresser aux citoyens d'aujourd'hui, en réaffirmant la place de l'immigration dans l'histoire de la République<sup>24</sup>.

« Centre d'histoire et de mémoire vivante, à vocation culturelle »<sup>25</sup>, la Cité nationale, dont le musée ne possède pas de collections préexistantes, envisage également d'établir l'inventaire du patrimoine de l'immigration à travers un « appel à collecte » national qui mobilise directement la société civile (associations et particuliers).

Autrement dit, pour constituer son fond propre qui trouvera une visibilité, tant dans la galerie permanente (autour de thématiques préalablement déterminées) que dans la « galerie des dons »<sup>26</sup>, le musée sollicite directement les migrants et leurs descendants. Les objets spontanément donnés représentent de fait ce que les acteurs (ou leurs descendants) envisagent comme étant représentatif de leur propre parcours de migrants. L'ethnologue du musée, à l'image de l'anthropologue de cabinet du XIX<sup>e</sup> siècle, est ainsi placé en situation d'inventorier des collections qu'il n'a pas lui-même généré. Aussi, moins que *collecteur*, il est avant tout *récepteur*.

En marge du parcours permanent (ancré dans un discours historique) et la « galerie des dons » (participation et appropriation de l'espace public par les migrants), l'élaboration de futures expositions temporaires<sup>27</sup> peut toutefois être

---

<sup>24</sup> Jean-Pierre Rafarin, 2003, « Lettre de mission du Premier ministre », in Jacques Toubon, 2004, *Mission de préfiguration du Centre de ressources et de mémoire de l'immigration*, La documentation française.

<sup>25</sup> Jacques Toubon, 2004, *op.cit*, p. 10.

<sup>26</sup> Dans sa mission de sauvegarder les traces matérielles et immatérielles de l'histoire de l'immigration, la Cité doit s'appuyer sur la participation des immigrés en France. C'est dans ce but qu'a été créée une « galerie des dons ».

<sup>27</sup> Au regard de l'histoire des musées traitant des cultures et donc des identités, il apparaît que seule une politique dynamique d'expositions *temporaires* associée à la présentation d'une

l'occasion de rassembler des documents scientifiques concrets et nouveaux au cours de recherches sur le *terrain*. Une collecte ethnographique (récits de vie, photographies, films, objets, ...) permet en effet d'établir un inventaire des choses (matérielles et immatérielles) mobilisées, consciemment ou non, par les migrants. Le nouveau corpus ainsi rassemblé permet alors de traiter la dimension contemporaine, à côté du traitement artistique<sup>28</sup>, sans se limiter à la seule dimension spontanée du récit. Ce procédé d'acquisition scientifique, permettant de compléter le fond du musée et de porter un regard plus « éloigné » ou distancié sur le phénomène d'immigration, ne fournirait-il pas également à terme des archives mobilisables pour les historiens de demain ?

Toutefois, tous les objets et témoignages réunis et qualifiés d'« ethnographiques » au sein de la CNHI constituent-ils une collection cohérente ou sont-ils une somme de mémoires individuellement exprimées ? Entreront-ils sans exception dans le patrimoine national français, ou opérera-t-on une sélection<sup>29</sup> et suivant quels critères ? Quelles catégories de personnes répondent-elles à « l'appel à collecte » de l'institution et cela constitue-t-il un biais ? Plus fondamentalement, rassembler des dons est-il véritablement faire acte de collecte et l'ambition de l'institution est-elle de constituer un inventaire représentatif de l'immigration en France à partir des propositions de dons d'objets ?

Où se situe finalement la place de l'ethnologie dans la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, entre la mise en ordre du passé historique, la volonté politique de reconnaissance de la place de l'immigration en France, la

---

« exposition de synthèse » (Guibal 1992, *op cit.*) semble pouvoir contrebalancer la cristallisation des cultures qu'engendrent les galeries dites *permanentes*.

<sup>28</sup> Le musée possède déjà des collections d'art contemporain.

<sup>29</sup> « Collectionner est par définition une démarche sélective qui exclut toute neutralité. Elle implique toujours une certaine discrimination, qui résulte d'une interprétation du passé comme du présent » ; Le Menestrel, 1996, *op. cit.* p. 80.

participation de la société civile à l'élaboration d'un patrimoine national, ou encore la valorisation d'œuvres artistiques ?

Cet ouvrage invite à la réflexion autour du premier noyau de collections enregistrées à l'inventaire au cours des années 2006 à 2011. Il reviendra dans un premier temps sur la genèse des collections dites « ethnographiques », avant de laisser la parole à différents déposants ou donateurs du musée et de présenter quelques objets « symboliques » d'un parcours de vie de migrant.

## Première partie

# La genèse des collections « ethnographiques » du musée de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration



Vitrine de la « Galerie des dons »



# La genèse des collections « ethnographiques » du musée de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration

Comptant parmi les derniers nés des musées nationaux français, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) permet d'interroger un aspect des relations entretenues aujourd'hui entre ethnologie et processus de patrimonialisation.

Lancé en 2003 pour « constituer un repère identitaire pour la France du XXI<sup>e</sup> siècle »<sup>30</sup>, le projet de la CNHI a pour mission de « rassembler, sauvegarder, mettre en valeur et rendre accessibles les éléments relatifs à l'histoire de l'immigration en France, notamment depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et de contribuer ainsi à la reconnaissance des parcours d'intégration des populations immigrées dans la société française et de faire évoluer les regards et les mentalités sur l'immigration en France »<sup>31</sup>.

Installée dans l'ancien Palais des Colonies de la Porte Dorée<sup>32</sup>, la CNHI ouvre ses portes en octobre 2007 dans une atmosphère tendue. L'institution devant

---

<sup>30</sup> Toubon 2004, *op. cit.*, p. 10.

<sup>31</sup> Décret n° 2006-1388 du 16 novembre 2006 portant création de l'Établissement public.

<sup>32</sup> Créé à l'occasion de l'Exposition coloniale internationale de 1931, ce bâtiment abrite dans un premier temps le Musée permanent des Colonies. Avec le mouvement de décolonisation des années 1960, ce lieu devient le Musée National des Arts d'Afrique et d'Océanie. En 2003, ses collections sont versées au fonds du Musée du Quai Branly.

« contribuer à ressouder la cohésion nationale »<sup>33</sup> n'est pas officiellement inaugurée.

De plus, un projet de loi – visant à recourir aux tests ADN afin de vérifier la filiation des candidats au regroupement familial – ajoute à la polémique déjà suscitée, quelques mois auparavant, par l'intitulé d'un des ministères du nouveau gouvernement de François Fillon associant les termes d'« immigration » et « d'identité nationale »<sup>34</sup>.

Abordant sous l'angle patrimonial un phénomène qui ne cesse d'occuper les débats publics depuis plus de vingt ans, la CNHI participe de fait de la redéfinition de la question du rapport à « *l'Autre* » et à « l'identité culturelle » de la France qui secoue les musées nationaux depuis les années 1990<sup>35</sup>.

Le Musée du Quai Branly (MQB), héritier du musée colonial (avec les collections « historiques » du Musée National des Arts d'Afrique et d'Océanie) et du musée ethnographique (avec les collections du Laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme), valorise en effet les différences culturelles et s'auto-définit comme « le musée de l'Autre »<sup>36</sup>. Il donne également la possibilité d'associer les collections européennes du Musée de l'Homme (n'incorporant pas le MQB) avec celles du Musée National des Arts et Traditions Populaires (MNATP), qui cherche une nouvelle dynamique.

Ce regroupement donne ainsi naissance au Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM) à Marseille, musée national où l'identité présentée passe du cadre régional métropolitain (MNATP), à celui de l'entité politique européenne associée à l'aire culturelle du bassin méditerranéen.

---

<sup>33</sup> Raffarin *in* Toubon 2004, *op. cit.*, p. 5

<sup>34</sup> Le 18 mai 2007, huit universitaires se retirent du Conseil de la Cité pour protester contre la création d'un Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement, qui devient l'une des tutelles de l'établissement.

<sup>35</sup> En 1995, la décision présidentielle de valoriser les « arts premiers » en France engendre un phénomène de « chaise musicale » des collections ethnographiques qui ébranle finalement le microcosme des musées parisiens chargés de présenter les cultures des « Autres » mais aussi celles des Français, touchant à l'un revenant à déstabiliser l'autre.

<sup>36</sup> Selon la formule de son président Stéphane Martin.

Issue de la même volonté présidentielle que le MQB qui exalte l'altérité, la CNHI quant à elle présente idéalement le processus d'intégration républicain, le « creuset français »<sup>37</sup>. Elle peut dès lors être envisagée comme le musée de « Nous autres », étrangers devenus Français, à partir d'un patrimoine jusque-là délaissé par les institutions françaises.

Placé sous la tutelle du ministère de la Culture, le musée de la Cité<sup>38</sup> ne repose en effet sur aucune collection préalable et constitue une véritable création *ex nihilo*. Prévu initialement pour être un « centre d'histoire et de mémoire vivante »<sup>39</sup>, le projet se concrétise finalement en un nouveau musée où l'art contemporain constitue « l'un des axes principaux des collections »<sup>40</sup> et où se développe également une collection officiellement qualifiée d'« ethnographique »<sup>41</sup> autour de l'archivage des témoignages liés à des parcours de vie.

Seulement, comment l'idée d'une « collection ethnographique » a-t-elle émergée au sein d'une institution consacrée à l'histoire de l'immigration ? Quelle place a-t-on accordé à la démarche ethnologique dans un processus de patrimonialisation initialement basé sur une volonté de reconnaissance des mémoires ? L'ethnologie, comme entreprise de collecte, coïncide-t-elle avec les ambitions mémorielles et patrimoniales souhaitées par la Cité de la Porte Dorée ?

---

<sup>37</sup> Gérard Noiriel, 1988, *Le creuset français – Histoire de l'immigration – XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le seuil.

<sup>38</sup> Au-delà de son musée, un réseau de partenaires, des manifestations en régions, des colloques et des séminaires scientifiques, des activités pédagogiques pour les enseignants et les scolaires, des spectacles, des concerts, des films, ainsi qu'une médiathèque, donnent à la Cité une offre culturelle et scientifique touchant idéalement tous les publics.

<sup>39</sup> Toubon, 2004, *op. cit.*, p. 10.

<sup>40</sup> Isabelle Renard, 2007, « Lorsque l'art contemporain réinterroge l'histoire », *Hommes & Migrations*, n°1267, pp : 16-27.

<sup>41</sup> Hélène Lafont-Couturier, 2007, « Les coulisses d'une collection en formation », *Hommes & migrations*, n°1267, mai-juin, pp : 8-15.

## **Retour sur une collection et un musée inédits**

Si les créations du MQB et du MuCEM sont liées à la réforme de musées aux collections ethnographiques majeures en France (le Musée de l'Homme, le Musée National des arts d'Afrique et d'Océanie et le Musée national des Arts et Traditions populaires), l'avènement de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration constitue un événement inédit dans l'histoire des musées français. En effet, depuis les années 1930, les nouveaux musées sont avant tout le fruit d'une réorganisation de collections nationales préexistantes. Dans le cas de la CNHI en revanche, il s'agit d'une création *ex-nihilo*, tant pour le musée que pour la collection patrimoniale<sup>42</sup>.

Cette originalité réside dans les conditions qui ont présidé à l'émergence de ce dernier né des musées nationaux. Dès la fin des années 1980, alors que l'immigration est le plus souvent abordée comme un « problème » dans la vie médiatique française et qu'elle devient une thématique légitime de la recherche en sciences sociales<sup>43</sup>, quelques personnalités issues des milieux associatifs et universitaires défendent l'idée d'un lieu consacré à « l'histoire et aux mémoires de l'immigration en France »<sup>44</sup>.

L'enjeu symbolique d'un tel établissement semble rencontrer l'intérêt du gouvernement en 2001. Le Premier ministre, Lionel Jospin, commande en effet un « Rapport pour la création d'un Centre national de l'histoire et des cultures de l'immigration » à Driss El Yazami, délégué général de l'association Génériques et vice-président de la Ligue des droits de l'Homme, et à Rémy Schwartz, maître des requêtes au Conseil d'Etat et professeur associé à l'université de Saint-Quentin. Si le document souligne une « demande sociale

---

<sup>42</sup> Dès le début des années 1990, la prise en considération d'un patrimoine lié à l'immigration en France est clairement formulée pour une ouverture possible du champ des musées d'ethnographie déjà établis ; voir Guibal 1992, *op. cit.*, p. 159 et Pizzorni 1993, *op. cit.*, p. 244.

<sup>43</sup> Voir Noiriel 1988, *op. cit.*

<sup>44</sup> En 1992, « l'Association pour un musée de l'immigration » est créée à l'initiative de l'historien Gérard Noiriel. En 1998, après la Coupe du monde, le journaliste Philippe Bernard et l'historien Patrick Weil relancent cette idée auprès du Premier ministre.

forte » et prône un engagement de l'Etat, l'élément déclencheur de la réalisation de ce projet semble bien être toutefois la présence du candidat de l'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, au second tour des élections présidentielles de mai 2002. Après ce « choc » qui secoue la France, quatre ans seulement après que celle-ci se soit proclamée « Black-Blanc-Beur » à la faveur d'une victoire en Coupe du monde de football, les partisans d'un musée de l'immigration soumettent de nouveau leur dessein au Président Jacques Chirac, qui décide finalement de le concrétiser<sup>45</sup>.

Une « Mission de préfiguration du Centre de ressources et de mémoire de l'immigration » voit ainsi le jour en avril 2003, avec Jacques Toubon<sup>46</sup> à sa présidence. L'objectif est alors de mettre en place un établissement capable de réunir et de rendre accessibles les archives, témoignages et documents scientifiques disponibles sur le sujet, sans pour autant nécessairement les conserver. Idéalement, ce « lieu de vérité et de réparation »<sup>47</sup>, comportant une « installation permanente » retraçant « les grandes étapes et les faits importants »<sup>48</sup> en séquences chronologiques, est aussi envisagé comme un espace d'accueil pour les initiatives culturelles existantes<sup>49</sup>. En fait, la future institution entend s'appuyer sur le tissu associatif existant – et qui a activement participé à son émergence – afin de répondre aux désirs de valorisation des « mémoires » et de coproduire et diffuser les futures manifestations culturelles.

---

<sup>45</sup> Tout en ayant annoncé préalablement son intention de valoriser les « arts Premiers » dans les musées français au moment de sa candidature.

<sup>46</sup> Ancien ministre de la Culture et de la Francophonie (1993-1995), de la Justice (1995-1997), puis député européen (2004-2009), Jacques Toubon est nommé président du groupement d'intérêt public de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration le 25 février 2005. Le 2 février 2007, il est nommé président du conseil d'orientation de l'Établissement public de la Porte Dorée pour une durée de trois ans et est reconduit dans ces fonctions en février 2010.

<sup>47</sup> Toubon, 2004, *op. cit.*, p. 189.

<sup>48</sup> *ibid* : 10.

<sup>49</sup> « Le centre ne doit pas absorber mais bien mettre en relations, fédérer, animer le réseau des initiatives qui vont dans le sens d'une meilleure connaissance du passé des migrations. Il doit travailler avec ces projets, mais aussi leur permettre de voir le jour », *ibid* : 135.

Toutefois, les associations participant à la phase de préfiguration tiennent à mettre en avant les « cultures de l'immigration » et insistent sur la symbolique du terme « musée », plus forte que celle de « centre de ressources ». Dès lors, le projet se définit comme un établissement culturel qui ne veut pas être « un musée au sens traditionnel du terme »<sup>50</sup>. Tout d'abord, le projet augure d'une volonté de faire « dialoguer » – selon la formule consacrée préalablement au MQB – *l'histoire nationale* dressée par les historiens et les *mémoires* des migrants, de leurs familles ou des associations qui les portent, malgré l'hétérogénéité des trajectoires et des conditions sociales et historiques. Fondamentalement, l'établissement entend instaurer un rapport participatif avec son futur public et plus largement avec la société civile dans son ensemble, autour de l'élaboration et de la narration de ce « nouveau » patrimoine à institutionnaliser. Rompant avec l'approche patrimoniale classique privilégiant les Beaux-Arts, la collection que s'engage à réaliser la future institution s'oriente alors principalement sur le recueil et la conservation de la « mémoire vivante », des témoignages oraux, liés aux parcours migratoires, ou aux lieux de l'histoire de l'immigration en France<sup>51</sup>.

Participant aux débats, Françoise Cachin, Directrice des Musées de France au ministère de la Culture, émet toutefois des réticences quant au bien-fondé de cette décision et, « convaincue qu'un musée sans collection relève de l'hérésie, celle-ci claque la porte fin 2003 »<sup>52</sup>.

Ainsi, dès la mise en place d'une structure de préfiguration, des tensions émergent. D'un côté, des professionnels influents du ministère de la Culture estiment que le terme de musée n'est pas approprié pour une institution dépourvue de collection tangible et qui sera « d'abord constituée d'archives

---

<sup>50</sup> Raffarin *in* Toubon 2004, *op. cit.*, p. 6.

<sup>51</sup> Voir Toubon 2004, *op. cit.*, p. 27-28.

<sup>52</sup> Nathaniel Herzberg et Laetitia van Eeckhout, 2007, « Voulue par Jacques Chirac, la Cité nationale de l'immigration ouvre dans une grande discrétion », *Le Monde*, 9 octobre.

orales »<sup>53</sup>. De l'autre, les partisans du projet prônent la portée symbolique d'une telle dénomination et « l'urgence » d'un recueil systématisé des mémoires de migrants, avec le futur musée comme instance de conservation fédératrice des initiatives.

L'intitulé du projet – ne comportant que le mot « mémoire » et non le mot « histoire » – devient également une source de débats<sup>54</sup> qui n'est pas sans rappeler que *l'histoire* se fait le plus souvent en s'opposant à la *mémoire*<sup>55</sup> et que les mémoires actuelles peuvent faire du patrimoine une catégorie d'action du passé sur le présent<sup>56</sup>.

De même, le choix du Palais de la Porte Dorée, qui annihile la possibilité d'un « musée pour la France coloniale »<sup>57</sup> et celle d'un musée du design soutenu par le ministère de la Culture, traduit, non seulement les enjeux liés à l'apparition d'un musée portant sur le thème de l'immigration en France, mais aussi les conséquences de l'émergence de la CNHI dans le paysage muséal français.

Le 8 juillet 2004, le lancement par le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration – dénomination plus large, voire supposée plus attractive, que celle de musée – vient officiellement clore les débats : le Centre de ressources et de mémoire de l'immigration envisagé aura bien son musée, « terme le plus couramment admis pour signifier la reconnaissance et la mise en valeur du patrimoine »<sup>58</sup>, placé sous la tutelle du ministère de la Culture, à la Porte Dorée.

---

<sup>53</sup> Toubon 2004, *op. cit.*, p. 202.

<sup>54</sup> Voir Toubon 2004, *op. cit.*, p. 136.

<sup>55</sup> Pierre Nora, 1984. *Les lieux de mémoire. La République*, Paris, Gallimard.

<sup>56</sup> François Hartog, 2001, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil.

<sup>57</sup> Réclamé notamment par les chercheurs de l'ACHAC (Association pour la Connaissance de l'Afrique Contemporaine), dans ce « lieu de mémoire » coloniale créé à l'occasion de l'Exposition Internationale Coloniale de 1931 ; voir Pascal Blanchard, 2000, « Un musée pour la France coloniale », *Libération*, 17-18 juin..

<sup>58</sup> Toubon 2004, *op. cit.*, p. 14.

## **La métamorphose de la « mémoire vivante » en objets « ethnographiques »**

Dès lors que le projet réclamé par les associations et universitaires se transforme en institution<sup>59</sup> et que le thème de l'immigration sort du champ social pour accéder à la « culture légitime »<sup>60</sup> du monde des musées, un glissement structurel s'opère.

A cet instant, le projet échappe en partie à ceux qui l'avaient imaginé et porté pendant près de vingt ans. Les professionnels de la Culture sont désormais chargés de concrétiser les ambitions, certes à partir des débats et orientations de la mission de préfiguration, mais aussi en fonction de leurs parcours et formations personnelles :

« Le lancement officiel de la Cité par le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin en juillet 2004 a constitué une étape décisive. L'Etat reprenait enfin le projet à son compte, et le projet devenait institution. La contrepartie a été que, par le jeu des contraintes administratives et financières comme la mise à disposition de personnels déjà agents publics, le projet a quelque peu échappé à ses concepteurs pour tomber entre les mains de fonctionnaires dont le rapport avec l'immigration était surtout le fait des circonstances. Les compétences techniques l'ont emporté sur le fond, et le milieu associatif, malgré la richesse de ses expériences, a été largement écarté des recrutements. Depuis lors, des modes de coopération entre la Cité et les associations ont été négociés, les rapports se sont normalisés, et les partenaires de la Cité ont pris toute leur place dans la conception des expositions »<sup>61</sup>.

---

<sup>59</sup> Création d'un Groupement d'intérêt Public (GIP) en 2005, puis en 2007, d'un Etablissement Public à caractère Administratif (EPA), placé sous la tutelle des ministres chargés de la Culture, de l'Intégration, de l'Éducation nationale et de la Recherche.

<sup>60</sup> Toubon 2004, *op. cit.*, p. 14.

<sup>61</sup> BERNARD Philippe, 2008, « Les fondations d'une Cité », Ceras - revue *Projet* n°304, Mai. URL : <http://www.ceras-projet.com/index.php?id=3120> (page consultée le 01 juin 2011).

Pour Hélène Lafont-Couturier<sup>62</sup>, conservatrice du patrimoine et première directrice du musée, l'ampleur de la tâche à accomplir est de taille. Elle doit en effet constituer une équipe et trouver des éléments d'exposition en vue de la future installation permanente « Repères »<sup>63</sup> qui, difficulté supplémentaire, doit être ouverte avant la prochaine échéance électorale d'avril 2007<sup>64</sup>.

Partant du « vertige de la page blanche »<sup>65</sup>, le musée de la Cité (doté de 300.000 euros de budget annuel d'acquisition) s'engage ainsi dans une recherche « des collections représentatives de l'histoire, des arts et des cultures de l'immigration »<sup>66</sup>, ainsi que dans une véritable course contre la montre<sup>67</sup>. Alors que les premiers achats touchent essentiellement aux domaines de la photographie et de l'art contemporain, soit à des registres où un marché existe, l'enjeu patrimonial se restreint alors à l'urgence de la réalisation de l'installation-exposition<sup>68</sup> permanente.

---

<sup>62</sup> Historienne de l'art, spécialiste du XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>63</sup> Nom donné à la galerie permanente du musée, initialement envisagée comme devant être chronologique, mais qui devient finalement thématique, invitant le visiteur à suivre le parcours « type » d'un migrant (les raisons du départ, le passage de la frontière, l'arrivée en France, la recherche d'un logement, d'un travail, puis « l'enracinement »). Ce parti pris peut toutefois donner l'illusion que tous les parcours connaissent les mêmes étapes, gommant par exemple les spécificités des migrants coloniaux dans ce lieu même qui était autrefois le Musée permanent des Colonies.

<sup>64</sup> Une institution ouverte au public est à priori moins sensible aux remaniements de présidence et de gouvernement.

<sup>65</sup> Marie-Hélène Joly, 2007, « La place de la Cité nationale dans le paysage muséal français », *Hommes & migrations*, n°1267, mai-juin, pp : 68-91.

<sup>66</sup> Toubon, 2004, *op. cit.*

<sup>67</sup> Répondant à un journaliste du *journal des arts*, Hélène Lafont-Couturier présente ainsi l'élaboration du musée de la Cité : « "Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait." Ces paroles de Mark Twain s'appliquent parfaitement à la création de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, seule institution consacrée à ce thème en France. Les contraintes budgétaires, le choix du lieu, le fait qu'il n'y avait aucune collection existante, ont constitué autant de défis, surmontés en seulement deux ans » ; Lafont-Couturier in Daphné Bétard, 2010, « Hélène Lafont-Couturier, nouvelle directrice du Musée gallo-romain de Lyon-Fourvière. L'histoire de l'immigration est indissociable de l'histoire de France », *Le Journal des Arts* n° 316, 8 janvier.

<sup>68</sup> Il est intéressant de noter que pendant la phase de préfiguration, au moment où l'on compte moins sur des objets tangibles que sur des archives numérisés et des films documentaires, l'expression « installation permanente » est employée. Par contre, dès la mise en place effective du service du musée, l'expression « galerie permanente » la supplante.

Afin de compléter son équipe et en vue de « trouver des objets » à exposer, la direction du musée recrute un ethnologue en mai 2006.

A travers ce fait, on peut deviner les catégorisations et les à priori sous-jacents qui président à ce moment, tant à la composition de l'équipe, qu'au processus constituant la collection. Après le recrutement d'une chargée de mission en Art contemporain (les « œuvres »), puis celui d'une chargée de mission en histoire (les « archives »), le troisième et dernier poste à pourvoir revient en effet à une personne sensée regrouper des « objets du quotidien »<sup>69</sup>, en l'occurrence un ethnologue. Dès lors, l'objet qui n'est ni une œuvre, ni une archive, est appelé à devenir cette « fiction ethnographique » qui a préalablement alimenté les débats autour de l'émergence du Musée du Quai Branly. Il n'existe pas en effet d'objet ayant une nature ontologique spécifique qui le détermine à devenir *ethnographique*. C'est avant tout le regard d'un scientifique – l'ethnologue – qui par son étude en France ou à l'étranger fixe ce qualificatif sur une chose matérielle qui peut préexister à la collecte ou, au contraire, être créée spécialement à cette occasion<sup>70</sup>. Dès lors, l'expression « objet ethnographique » semble correspondre fondamentalement à une catégorie « par défaut », traduisant la position de la démarche ethnologique vis-à-vis des beaux-arts et de l'histoire<sup>71</sup> au sein de la CNHI.

Toutefois, la volonté initiale de générer des « mémoires orales », non prise en compte à cet instant par le musée<sup>72</sup>, semble être une opportunité pour insérer un « regard ethnographique » au cœur du processus et ainsi enrichir – voire

---

<sup>69</sup> Cette expression, formulée par les responsables de la CNHI et toujours visible sur son site internet, revient à opposer l'objet « banal », devenant anodin, de « l'œuvre », par définition remarquable. De manière insidieuse, elle revient également à créer une ligne de démarcation entre les champs de compétences de l'ethnologie et de l'histoire de l'art.

<sup>70</sup> Fabrice Grognon, 2005, « Objets de musée, n'avez-vous donc qu'une vie ? », *Gradhiva* n°2 ns, pp : 49-63.

<sup>71</sup> La recherche est envisagée sous l'angle de l'histoire (l'ancien conseil scientifique de la Cité est devenu de manière emblématique le « comité d'histoire »).

<sup>72</sup> En marge du musée et afin de nourrir le futur site internet de l'institution, une collecte de « mémoire vivante » s'organise avec l'association « L'atelier du bruit », qui reçoit la commande de cinquante « portraits » à réaliser.

dépasser – la mission originelle de pourvoyeur d’objets. En effet, à ce moment où les ambitions patrimoniales semblent devoir se restreindre à la réalisation de l’exposition-collection permanente, les rôles réciproques de l’histoire, des mémoires et des arts, ne sont pas clairement délimitées, ni stabilisées au sein de l’institution naissante.

Dès lors, du point de vue de l’ethnologue et afin de renouer avec l’orientation initiale du projet, le parti pris devient celui de privilégier l’acquisition d’artefacts liés à des parcours que l’on peut retracer avec leurs propriétaires et de ne pas avoir recours à des objets « anonymes », achetés en brocante ou chez les antiquaires. En marge des données historiques et des œuvres d’arts, la majeure partie des objets exposés dans « Repères » fait ainsi référence à différents parcours et moments de vie d’individus ou de familles, venus en France au cours des deux cent dernières années. « Témoins » concrets appartenant ou ayant appartenu à des migrants connus ou inconnus, « objets documents et objets de mémoires »<sup>73</sup>, ils sont surtout les « prétextes »<sup>74</sup> d’une mise en avant – sous forme de citations, d’extraits sonores, ou de vidéos<sup>75</sup> – de la parole même et donc de l’autodéfinition des acteurs principaux de l’histoire de l’immigration ou de leurs descendants<sup>76</sup>. L’angle privilégié devient alors celui de la *personne* et de la *trajectoire*, toutes deux représentées par l’*objet*.

Aussi, au-delà de l’inventaire à la *Prévert* auquel le contenu des valises, par exemple, semble nous ramener (un rasoir, une chemise, une photographie de la famille, un marteau, un siège de pirogue, des chaussures de football, un bandonéon, une icône, un pot de basilic pour le « *pasto alla genovese* »,...) et

---

<sup>73</sup> Jean Davallon, 2002, « Les objets ethnologiques peuvent-ils devenir des objets de patrimoine, », *Le Musée cannibale*, Neuchâtel, Musée d’ethnographie, pp. 169-188.

<sup>74</sup> Jacques Hainard, Roland Kaer, 1984, *Objets prétextes objets manipulés*, J. Hainard, R. Kaer (ed), Neuchâtel.

<sup>75</sup> Idéalement et pour chaque proposition de don entrant dans les collections nationales du musée, l’objet ou le document remis est accompagné d’un portrait vidéo de son propriétaire, réalisé avec les membres de l’association de L’atelier du Bruit.

<sup>76</sup> Autrefois, les scientifiques et conservateurs des musées nationaux parlaient de populations homogènes où les personnes restaient anonymes, les singularités s’effaçant devant les caractéristiques « moyennes » du groupe concerné.

derrière l'encombrement ou même « l'inutilité » apparente de certaines choses retenues au moment charnière où l'on sélectionne ce qui paraît nécessaire à la nouvelle vie, le discours des migrants (ou de leurs descendants) permet de déceler les convergences, voire les récurrences de tous ces destins singuliers. Les objets « souvenirs » de ce que l'on quitte (la photographie de la famille, la fiole remplie de la terre du village), les objets religieux ou profanes, les ustensiles, les aliments qui rythment le quotidien que l'on entend conserver, sont autant de clefs qui permettent d'entrer dans l'intime et ses ressorts, tout en faisant converger ces différents destins vers des préoccupations communes, permettant ainsi d'écarter la tentation d'une lecture culturaliste de l'histoire de l'immigration.

En ce sens, les objets deviennent les supports matériels permettant de faire entrer le visiteur dans le récit d'un logement habité, d'un travail effectué, ou encore d'un sport pratiqué. Dans tous les cas, l'objet rend compte d'une histoire vécue et parfois d'identités (univoques ou plurielles) revendiquées, incarnant – voire complexifiant – les tendances historiques générales.

Ces collections, liées à des parcours, doivent également matérialiser l'immatériel, rendre concret la pensée et les idées mobilisant les migrants, afin d'offrir une traduction à exposer. Le « choix » de la France comme pays de destination est à cet égard révélateur. Au-delà des cas spécifiques des réfugiés politiques ou des moments de guerres qui occasionnent la venue immédiate, la décision de partir pour la France est avant tout le résultat d'un arbitrage, le plus souvent collectif (engageant la famille ou parfois le village), entre des raisons objectives (recherche d'emploi et de meilleures conditions de vie, conditions démographiques, ...) et des représentations subjectives (la France comme « pays des libertés et des droits de l'Homme » ou comme « terre d'abondance »).

Or, c'est cet imaginaire, cette pensée collective et définition culturelle de *l'ailleurs* qu'il convient de traduire dans l'exposition. Mais comment présenter une « pensée » qui est par définition immatérielle ? Dans certains cas, il est

possible d'avoir recours au substitut. Quand *l'Appel du 18 juin*, entendu pendant l'enfance à la radio, devient à l'âge adulte la référence qui mène à la France, « pays des libertés » supposé, un poste « TSF » de l'époque, équivalent acheté en brocante, devient le médium permettant d'évoquer la source de l'imaginaire. Aussi, la notion d'objet « ethnographique » de musée s'accorde-t-elle avec la notion d'*équivalent*, de *copie*, comme l'ont montré auparavant les collections du Musée de l'Homme<sup>77</sup>.

Au moment de l'arrivée du migrant, ces représentations initiales de la France et de ses habitants se retrouvent face à celles élaborées parallèlement par les Français. Dès lors, c'est aussi cette confrontation entre imaginaires que l'ethnologue peut proposer de mettre en collection, les identités – tant des migrants que des Français – se redéfinissant au contact et parfois en opposition les unes aux autres. Ainsi, au-delà des choses amenées directement par les migrants ou des lieux occupés par ces derniers, les caricatures, les stéréotypes des Français sur les immigrés, les emprunts – tel l'accordéon des immigrés italiens remplaçant la « musette » des Auvergnats installés à Paris dans le bal populaire – , les adaptations des uns aux autres, ou encore les actions de luttes communes contre toute forme de discrimination ou pendant les guerres, sont à prendre en compte dans le cadre d'une élaboration d'un patrimoine lié à l'immigration en France.

Mais, à l'étude de l'adaptation du migrant à son nouveau milieu et à l'effet qu'il produit sur le milieu d'arrivée, l'ethnologue de l'immigration ajoute « l'effet sur le milieu de départ »<sup>78</sup>, entrevoyant ainsi la possibilité d'un double terrain entre la France et le pays d'origine, voire les pays de transit. La correspondance, les présents, les actions militantes faites pour changer les choses « au pays » et les entre-aides, peuvent alors montrer l'existence de réseaux transnationaux que les

---

<sup>77</sup> Grognet, 2005, *op. cit.*

<sup>78</sup> Gilles Boëtsch ; Jean-Noël Ferrié, 1993, « L'immigration comme domaine de l'anthropologie », *Anthropologie et Sociétés*, Vol 17, pp : 239-252.

migrants activistes ou qui génèrent parfois de nouvelles venues<sup>79</sup>. Autrement dit et suivant en cela une logique classique de recherche, certains « témoins » capables d'évoquer l'histoire de l'immigration en France seraient à collecter à l'étranger afin de constituer idéalement un patrimoine national de l'immigration.

### **Quand les mémoires se transforment en patrimoine national**

Le principe même de la Cité, s'il ambitionne de placer l'histoire de l'immigration dans une histoire collective et nationale<sup>80</sup>, privilégie le recueil des « traces matérielles et immatérielles des cultures de l'immigration »<sup>81</sup>.

Il tend ainsi à distinguer, au sein du ministère de la Culture, un patrimoine « à part » à la Porte Dorée : celui lié à l'arrivée d'étrangers en France. Autrement dit, la participation au projet de la Cité suppose de se reconnaître dans un statut, celui d'*immigré* ou d'*enfant d'immigré*, qui est fixé et défini avant tout par la « société d'accueil », mais que les migrants ou leurs descendants ne mettent pas nécessairement en avant dans leur discours spontané. *Être ou ne pas être* à la Cité implique donc un questionnement, un positionnement vis-à-vis des institutions gardiennes du patrimoine national. Aussi, comme le souligne Arnold Bac, adhérent de « l'Union des engagés volontaires et anciens combattants juifs, leurs enfants et leurs amis » et favorable à une participation de cette dernière au projet de la Porte Dorée :

« L'idée de se retrouver dans une Cité de l'immigration n'est pas forcément quelque chose de naturel. Les membres de l'Union se définissent avant tout comme Français et comme juifs. Pas forcément comme des immigrés ».

---

<sup>79</sup> Voir à ce sujet *Hommes & Migrations* n°1250, Juillet-Août 2004.

<sup>80</sup> Sur la difficulté d'inscrire l'histoire de l'immigration dans un récit commun au regard de l'hétérogénéité des trajectoires et des conditions sociales ; voir Anouk Cohen, 2007, « Quelles histoires pour un musée de l'immigration à Paris », *Ethnologie française*, Tome XXXVII, juillet-septembre, pp : 401-408.

<sup>81</sup> Toubon, 2004, *op. cit.*, p. 19.

D'autre part, instaurer un « mode participatif »<sup>82</sup>, par lequel les propositions de dons d'objets des particuliers et associations contribuent à l'élaboration des collections d'un musée national, implique en retour de la part de l'institution de s'ouvrir à des logiques inattendues, ou allant parfois à l'encontre de ses habitudes ou présupposés.

Ainsi, de manière emblématique, la première personne à avoir répondu aux sollicitations d'un « appel à collecte » lancé par la Cité avant même son ouverture, est Soundirassane Nadaradjane, né dans la ville de Karikal, près de Pondichéry, en Inde. Se définissant comme « un Français à 10 000 kilomètres de la France », Soundirassane Nadaradjane, de nationalité française, décide en effet de faire don de sa valise avec laquelle il est venu en 1972. Mais ce migrant, ayant dû apprendre le français avant son départ est-il un « immigré représentatif » de l'histoire de l'immigration en France telle que l'avait envisagé le comité de pilotage de la cellule de préfiguration de la Cité ?

Plutôt que de s'enfermer dans une logique liée à la seule nationalité et réifiant la dualité *Français / étrangers*, le parti pris du musée a alors été d'évoquer, à travers ce parcours, les questions liées à l'identité « ressentie et vécue » et à l'autodéfinition d'un migrant aux caractéristiques symboliques analogues de celles d'un étranger. Cette participation spontanée est ainsi devenue l'occasion d'aborder la complexité de la construction perpétuelles et de la définition relatives des identités, telle que peuvent le vivre nombre de « migrants » de nationalité étrangère ou non.

Avec l'élaboration de ce type de collections se nouant dans le discours et les représentations, il convient donc de dépasser la dichotomie artificielle entre patrimoine « matériel » et « immatériel », afin d'établir, avec les utilisateurs d'autrefois ou propriétaires actuels des objets, une « mémoire autobiographique ». Supports du récit et souvent déclencheurs de souvenirs

---

<sup>82</sup> Patricia Sitruk, 2008, « La Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Reconnaître les héritages multiples dans la construction d'une histoire et d'une culture communes », *Culture et Recherche* n°114-115, pp : 35-36.

oubliés, les objets et documents peuvent alors constituer des « preuves »<sup>83</sup> matérielles allant parfois à l'encontre des souvenirs ou déjouant les pièges d'une « légende familiale » entretenue au fil des générations. Dès lors, il s'agit d'inscrire dans un rapport dialectique mémoire immatérielle et indices matériels, avec l'arbitrage des données historiques établies.

Seulement, les objets témoins d'un exil sont avant tout des rescapés. D'une trajectoire personnelle tout d'abord, mais aussi du travail du temps. Entre les objets que l'on garde, ceux que l'on transmet, ceux dont on se défait ou que l'on jette et encore ceux que l'on perd et que l'on regrette, on s'aperçoit que conserver les choses ou préserver les objets légués ne va pas forcément de soi. Et si la transmission tacite des objets et documents de famille n'implique pas nécessairement que l'ensemble des choses héritées soit conservé, continuer à pouvoir les faire « parler », par le jeu des souvenirs, des non-dits et de l'oubli de la mémoire familiale, semble encore plus délicat<sup>84</sup>. Autrement dit, tant la transmission de la mémoire des familles que le jeu de construction / déconstruction / reconstruction de l'identité individuelle, familiale ou collective, conditionnent la collecte.

De même, les représentations que se font les déposants ou donateurs, tant du musée que des objets qui lui incombe de présenter, influent sur le discours et le choix des objets proposés<sup>85</sup>. Dans la pratique, le musée agit en effet comme un véritable catalyseur de mémoires. Il est recherché – par les migrants ou leurs

---

<sup>83</sup> Suivant la formulation déjà en vigueur dans les *Instructions sommaires* (1931) rédigées à l'occasion de la mission Dakar-Djibouti.

<sup>84</sup> « Il a fallu reconstituer les choses, se rappeler, construire un discours cohérent autour de ce que me racontait mon père. Je me suis alors aperçu que je confondais, que j'oubliais des éléments ou qu'il y avait des choses totalement incohérentes. Il a fallu résumer, ordonner, avec des appréciations, des affirmations et au fur à mesure, je me demandais : est-ce que c'est bien ça ? Est-ce que mon père m'a bien dit ça ? Alors je fouillais dans les papiers. Et j'ai redécouvert les documents, que j'avais chez moi, mais que je ne m'étais jamais encore décidé à vraiment lire. Pour moi, cela a été un "remue-méninges" assez perturbant », témoigne Arnold Bac.

<sup>85</sup> Dans leur recherche de l'objet « digne » du musée, les donateurs ou déposants sont souvent tentés de proposer celui qui valorisera une certaine altérité culturelle liée aux origines et envisagé comme à priori « souhaité » par le musée.

descendants – pour contrer l’oubli et les risques d’une rupture de la transmission familiale<sup>86</sup>, pour conclure et légitimer une recherche menée de longue date sur l’histoire de la famille<sup>87</sup>, pour faire suite à une envie spontanée liée à la visite<sup>88</sup>, ou encore pour donner un point de vue citoyen sur la question de l’immigration en France<sup>89</sup>.

En entrant dans le musée, les objets qui n’étaient jusque-là que des souvenirs de familles, des archives classées dans des boîtes, des papiers d’identités ou contrats de travail périmés, se transforment, avec les mémoires qu’ils supportent, en autant d’éléments « officiels » de l’histoire l’immigration en France. Aussi, l’existence matérielle d’un objet, pas plus que sa fonction initiale, ne préjugent de sa destinée scientifique et patrimoniale et il n’existe pas d’objet à priori « indigne » du musée. Inscrit à l’inventaire du musée, ce regroupement d’objets personnels, de natures et de provenances différentes, trouve alors une unité symbolique, une cohérence administrative, en devenant *collection nationale*.

---

<sup>86</sup> « Je n’ai pas d’enfant et ma filleule, veuve depuis sept ans et mère de quatre enfants, n’a pas connu mes parents. Elle ne s’intéresse pas trop à ces histoires et comme j’avance en âge, j’aimerais que tout cela ne disparaisse pas complètement avec moi ».

<sup>87</sup> « On a eu un peu un rejet de toute cette histoire, pendant notre adolescence et même pendant notre vie professionnelle. Et c’est revenu après coup, quand nos parents ont disparu. Tant que les parents étaient là, la mémoire était là. Ce n’était pas important que l’on s’en occupe. Mais après, on entendait plus parler de ceci, plus parler de cela... C’est là où on a pris la relève en quelque sorte. Tous les documents que nous avons pu réunir ont été dupliqués, aux sœurs, aux frères, aux petits-enfants. Les objets qui étaient jusque-là disséminés dans la famille nous ont été envoyés. On a fait en sorte de tout continuer. Ça serait dommage que ça s’arrête à nous. Et maintenant on attend – et toute la famille avec nous – que tout cela soit présenté au musée. Pour la pérennité de la mémoire ».

<sup>88</sup> Les objets exposés, renvoyant à leurs propriétaires et à leurs parcours, suscitent une résonance chez certains visiteurs et l’envie de devenir à leur tour acteurs de la constitution du patrimoine : « C’est après la visite que je me suis dit : "moi aussi, j’ai des choses à raconter et des objets à présenter". Seulement, je ne pensais pas que cela était digne d’un musée, que l’histoire de la famille pouvait intéresser quelqu’un d’autre ».

<sup>89</sup> Par exemple, en donnant ses archives personnelles au musée, un ancien salarié de l’ONI (Office National de l’Immigration), sans rapport familial avec l’immigration, souhaite ainsi « répondre aux réflexions entendues tous les jours à propos des immigrés – non par des théories, non par des phrases toutes faites, non par des slogans – mais par des faits dont j’ai été témoin et souvent acteur dans mon travail ou mes actions personnelles ».

Le musée ne constitue donc pas un « cimetière »<sup>90</sup> pour les *choses* matérielles qui ont perdu toute utilité. Tout au contraire, il est le théâtre d'une « deuxième naissance » pour des objets chargés d'un nouveau statut qui en font désormais des représentants de l'histoire nationale. L'objet – ou le document personnel – est donc placé au cœur de la négociation entre *histoire*, *mémoires* et *patrimoine*, l'objet ayant besoin du musée pour devenir patrimoine, tout comme le patrimoine a besoin de l'objet et de sa mémoire pour devenir musée d'histoire.

En retour, cette « deuxième vie »<sup>91</sup> des témoins matériels augure d'une nouvelle charge affective et symbolique à leur égard. L'expérience de la constitution de l'exposition « Repères » a en effet montré que les objets, notamment prévus initialement pour être donnés au musée, sont réinterprétés et réappropriés par les familles une fois que le principe de mise en vitrine est établi. La transformation du *document périmé* ou de l'*objet souvenir* en *pièce de musée* participant à l'établissement d'une histoire nationale ne va en effet pas de soi, comme il n'est pas toujours évident ni facile de montrer des photographies familiales dans un lieu public. Avec la « vitrinification », ce qui relevait jusque-là du privé et de l'intime devient public. Le don, qui n'engageait au départ que le propriétaire actuel, finit par concerner la mémoire même de la famille engendrant des négociations en son sein. Tous ces éléments conjugués ont pu ainsi générer, dans certains cas, le regret du don trop hâtif voulant finalement se transformer en prêt ou en dépôt.

Au regard de cette expérience, la volonté de faire participer la société civile au projet de la Cité s'est dès lors accompagnée d'une définition spécifique et concertée du mode d'acquisition des objets par le musée. Les familles ou associations doivent en effet avoir l'opportunité de réfléchir, dans la durée et dans la concertation, sur l'avenir de ce qui constitue avant tout leurs souvenirs.

---

<sup>90</sup> Abraham Moles, 1972, *Théorie des objets*, Paris, Eds Universitaires.

<sup>91</sup> Voir Christian Bromberger et Denis Chevallier, 1999, *Carrières d'objets, innovations et relances*, Paris, Ed. de la Maison des Sciences de l'homme ; Thierry Bonnot, 2002, *La vie des objets*, Paris, Ed. de la Maison des sciences de l'homme.

Aussi, à une démarche de « don spontané », qui fait du musée le propriétaire définitif des objets et documents, a été préférée une politique de « dépôt concerté » (restant également ouverte à toute proposition de don) afin de laisser le temps de la réflexion, avant d'engager éventuellement les participants vers un don définitif<sup>92</sup>.

### **Au carrefour de logiques institutionnelles contradictoires et le piège de « l'objet témoin »**

Au sein de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, la démarche de « l'ethnologue de musée » se trouve à un carrefour. A l'intersection de l'histoire et des mémoires, elle se situe également au cœur de la négociation entre la logique de « participation de la société civile » prônée par l'institution de la Porte Dorée et la logique sélective du ministère de la Culture chargé d'établir le patrimoine national.

Les collections – déposées ou données – sont en effet constituées à partir de ce que les migrants (ou leurs descendants) considèrent avant tout comme étant représentatif de leur vécu. Idéalement, elles viennent légitimement s'associer aux savoirs et collections établis par les historiens et conservateurs.

Néanmoins, à l'instar des autres musées nationaux, celui de la Cité (qui se voulait initialement « différent ») acquiert ses collections par le biais de commissions composées d'experts, nommés par le ministère de la Culture, qui décident en dernier ressort de ce qui entrera dans le patrimoine.

Seulement, sur quels critères sélectionner les propositions ? Acceptées toutes ces dernières – comme cela était semble-t-il envisagé au moment de la préfiguration<sup>93</sup> – constituerait-il une collection cohérente ou une somme de mémoires individuellement exprimées ? Et quelle serait l'image, voire la

---

<sup>92</sup> C'est ce principe qui a présidé tant à l'élaboration des parcours de vie jalonnant l'exposition permanente « Repères » que la « galerie des dons », à l'intitulé traduisant avant tout l'engagement de la société civile dans le discours de la Cité.

<sup>93</sup> Toubon, 2004, *op. cit.*, p. 28.

crédibilité, d'une institution patrimoniale se démarquant de ses homologues en effectuant aucune sélection ?

Une ambiguïté fondamentale se dessine ainsi au cœur de la question patrimoniale : d'un côté le musée sollicite les dons et s'engage à valoriser toutes les mémoires et de l'autre, ce fondement – participant du principe de reconnaissance sur lequel est établi l'institution – s'oppose à la logique sélective des musées nationaux établissant le patrimoine.

Dans ce contexte, l'ethnologue du musée – « force de proposition » devant la commission mais à la marge de manœuvre limitée – doit faire coïncider le désir de participation des particuliers et associations avec les ambitions de l'institution et les contraintes du ministère de la Culture. Son rôle est donc d'accompagner la démarche du donateur, de documenter la proposition et d'argumenter l'acquisition au moment de la commission en insistant, par exemple, sur l'aspect « représentatif » d'un parcours au regard de l'histoire de l'immigration en France (tel le « chauffeur de taxi russe » pendant la période de l'entre-deux-guerres), sur l'intérêt muséographique d'un objet en vue d'une mise en exposition future, ou encore sur ce que le récit et l'objet peuvent nous apprendre sur la transmission d'une histoire familiale ou sur les processus identitaires au fil des générations (dimension peu présente dans « Repères »). Comme on le comprend, l'argumentaire servant au moment de la sélection s'appuie principalement sur les « figures typiques » dégagées par les travaux historiques et sur les « manques » illustratifs de la galerie permanente.

A bien des égards, et comme le signale Daniel Fabre à propos d'autres collectes à ambition patrimoniale, la collection dite « ethnographique » du musée de la CNHI semble finalement obéir « à une logique qui lui est propre et qui, à mon sens, n'entretient pas de relation nécessaire avec l'ethnologie comme science sociale (...). Ce ne sont pas des faits sociaux qui sont ainsi rassemblés mais des

objets précieux que collecteurs et spectateurs reconnaissent immédiatement, avec émotion et plaisir »<sup>94</sup>.

Collecter des objets pour un musée, même consacré à des groupes sociaux déterminés, n'est en effet pas nécessairement faire œuvre d'ethnographie, de même que regrouper dans un musée – tel que celui du Quai Branly – les anciennes sources de l'ethnologie ne crée pas de fait un musée d'ethnographie au sens actuel du terme.

Dans le cadre de la CNHI, même si l'ethnologue retrouve son attention méthodologique à la parole en associant *mémoires* et *objets*, sa démarche semble fondamentalement être ramenée à une entreprise de « sauvetage » de témoignages, qui est l'une des ambitions fondatrices de la CNHI.

Au-delà de cette dimension d'archivage, la mise en vitrine place parallèlement l'objet dans une situation de médiation entre le témoignage et le visiteur. De fait, l'objet constitue idéalement le nœud d'un « dialogue » entre visiteur et témoin. Dès lors, l'objet, vecteur de connaissance, devient également un déclencheur d'émotion, voire d'empathie, à travers l'exposition des objets.

Entre transmission et émotion, l'objet demeure toutefois ce « témoin » ayant fait le succès des musées ethnographiques des années 1930 et qui continue finalement à être la conception attendue par la « fabrique du patrimoine »<sup>95</sup> national.

Mais, ce caractère « national » attribué au patrimoine de la Porte Dorée semble justement occulter une dimension fondamentale de celui-ci : son appartenance à l'histoire de la France, mais aussi aux pays d'origine des migrants, comme le rappellent les récits de vie évoquant les mouvements humains par-delà les frontières et les échanges – matériels et immatériels – continus entre le pays d'origine et le pays d'adoption. Car la question et les enjeux de l'immigration ne

---

<sup>94</sup> Daniel Fabre, 1986, « L'ethnologue et ses sources », *Terrain* n°7, « Approches des communautés étrangères en France », pp : 3-12.

<sup>95</sup> Nathalie Heinich, 2009, *La fabrique du patrimoine. « De la cathédrale à la petite cuillère »*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.

peuvent se comprendre pleinement qu'en tenant compte de l'articulation, du jeu identitaire en miroir, qui se joue entre Français / Etrangers et France / Etranger. Dès lors, l'idée d'un *patrimoine national de l'immigration*, inscrite dans la logique classique du ministère de la Culture – voire dans celle plus insidieuse de présenter un « patrimoine de l'intégration » – ne semble pas nécessairement s'accorder avec la logique du chercheur en sciences humaines.

Quel sera finalement l'avenir de la contribution de l'ethnologie au projet scientifique et culturel de la Porte Dorée ?

Alors que l'immigration actuelle (amenée à devenir l'histoire de demain), les enjeux identitaires se nouant dans les processus de transmissions ou dans les relations interculturelles et que l'élaboration en continu d'identités en miroir et de patrimoines réciproques, font parties du champ légitime de l'ethnologie, la question n'est pas encore tranchée dans la jeune institution qui se définit tout en s'élaborant.

Dans cet établissement, où la science est envisagée sous l'angle de l'histoire, la possibilité d'un « regard ethnologique » s'est présentée dans le cadre de l'élaboration d'une collection en vue d'un futur musée qui en était dépourvu. Entamée sur un « malentendu » (la recherche d'objets en vue de l'exposition permanente), elle s'est ensuite développée autour des « parcours de vie » où sont intrinsèquement liés objets et discours, matériel et immatériel, deux registres, deux façons d'envisager le patrimoine, qui se sont opposés dès la phase de préfiguration.

Mais, si cette collection de témoignages (réalisée en marge des acquisitions touchant surtout au domaine de l'art contemporain) associant *objets et paroles* a été qualifiée « d'ethnographique », c'est avant tout en raison de la catégorisation préétablie distinguant *l'œuvre* de *l'objet*, au sein d'un établissement culturel qui passe de l'ambition initiale de valoriser les « mémoires orales » à une institution

patrimoniale privilégiant les collections tangibles et fluctuant entre les registres du musée d'histoire, d'arts ou de « société »<sup>96</sup>.

A bien des égards, la CNHI, constituant implicitement une première manière de faire « évoluer les regards » sur l'immigration et en particulier celui des institutions culturelles françaises qui avaient longtemps occulté cette thématique, semble finalement souffrir de l'urgence politique qui l'a faite naître. Envisager une collecte des « histoires singulières » – pour idéalement établir une « mémoire partagée »<sup>97</sup> et finalement constituer ainsi le patrimoine de l'immigration en France – répond plus en effet à la volonté politique de reconnaissance et de « réparation »<sup>98</sup> qui préside à l'émergence de la nouvelle institution, qu'à une ambition patrimoniale mûrie et pouvant être partagée par les différents acteurs concernés (particuliers, associations, historiens, professionnels du ministère de la Culture, ...).

Les propositions spontanées de dons mobilisent en effet majoritairement les descendants de migrants européens, établis depuis une ou plusieurs générations, et peu les immigrés d'aujourd'hui. La cinquantaine de propositions de dons ne constitue donc pas une cartographie ou une historiographie de l'immigration en France. Ces témoignages et objets représentent avant tout la somme des récits, des « histoires à soi »<sup>99</sup>, des fils et filles voulant rendre hommage à leurs parents et, bien souvent, également apporter une contribution concrète – avec les parcours « d'intégration » de leur famille – au débat suscité par le « problème » de l'immigration, mis en avant par les médias de manière récurrente depuis les années 1980.

L'émergence – non programmée au moment de la préfiguration – d'une « collection ethnographique » au sein de la CNHI et son statut ambiguë n'en

---

<sup>96</sup> Voir Duclos 1992, *op. cit.*

<sup>97</sup> Toubon 2004, *op. cit.*, p. 189.

<sup>98</sup> *Ibid.*

<sup>99</sup> Alban Bensa & Daniel Fabre (dir), 2001, *Une histoire à soi*, Collection ethnologie de la France, Maison des sciences de l'homme.

révèlent pas moins les difficultés actuelles de la discipline ethnologique à se faire connaître au niveau de la recherche et reconnaître au niveau du patrimoine. Vis-à-vis de l'ethnologie, l'histoire récente des grandes institutions parisiennes (autrefois vitrines de la discipline) montre en effet la nécessité de redéfinir le rapport musée / ethnologie et plus largement le rapport ethnologie / société civile, en comptant non plus sur une légitimité de fait du discours scientifique sur certains types de productions culturelles, mais en l'inscrivant au contraire dans un système d'alliances et de stratégies visant à reconquérir une nouvelle visibilité et lisibilité de son rôle social au-delà des registres convenus.

L'ethnologie saura-t-elle se défaire de son image surannée de science des « sociétés archaïques » ou d'entreprise de « sauvetage » de ce qui est en train de disparaître et imposer son expertise dans des domaines pour lesquels le sens commun ne l'attend à priori pas ? Au cœur de l'espace public, les musées et leurs expositions deviendront-ils alors des leviers permettant à la science d'afficher son vrai visage ?

Et si l'avenir social de la discipline se jouait aussi dans les musées d'aujourd'hui ?

## Seconde partie

# Paroles, mémoires et objets d'une vie



Vitrine de la « Galerie des dons »



## Les objets « témoins » d'un exil

En janvier 1939, Adrian Broseta, Dolores Marti sa femme, ainsi que Fernando et Maria Luisa, leurs enfants, fuient l'avancée des troupes franquistes durant la guerre civile en Espagne.

Au moment de partir, dans la hâte, Dolorès, prend quelques affaires symbolisant « la vie d'avant » qu'elle souhaite retrouver au plus vite. Parmi ces objets figurent une photographie prise quelques années plus tôt dans le jardin de la maison, une carte postale de la « La Niña Bonita », figure allégorique de la République Espagnole proclamée le 14 avril 1931, et un marteau. Il n'est alors pas question de s'installer définitivement en France et cet exil ne saurait être que temporaire.

Mais une autre guerre arrive et Dolorès ne reverra jamais l'Espagne.

Près de soixante-dix ans plus tard, le 30 mai 2007, les objets qu'elle avait précieusement conservés pendant toutes ses années d'exil sont déposés au musée de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration par sa fille, María Luisa.

Comment ces objets se sont-ils retrouvés dans un musée ? Que représentent-ils pour la famille qui les a déposés ? Quelle place et quels sens ont-ils dans un musée national ?

María Luisa Broseta rappelle les conditions de son exil familial et suggère ainsi l'importance et le sens à donner aux objets emportés par sa mère et qui l'accompagneront tout au long de sa vie.

*« Un départ en exil suppose toujours un choix de choses à emporter. S'agissant d'un exil forcé, comme celui de la guerre d'Espagne, et d'un départ précipité, dans l'urgence d'un danger à fuir, comme ce fut le cas en 1939, le choix ne peut être anodin ; même si on n'en est pas toujours conscient, il a un sens. Sous le coup d'une forte émotion, du temps qui presse, peut-être ce choix de dernière minute, dans l'inquiétude et la hâte, est-il l'écho d'un sentiment profond, non formulé, le refus de devoir quitter ce qui constitue votre vie même et vous tient debout. Ces objets aideront à tenir bon, à garder l'espoir d'un retour à des lieux aimés et, dans le cas de l'exil espagnol, dans une République retrouvée.*

*A l'aube d'un matin froid du mois de Janvier 1939, ma mère nous réveille, mon frère et moi et, à la hâte, nous fait nous habiller, nous met une couverture en travers du corps, réunit vite quelques bagages dans la précipitation et l'angoisse du moment : les troupes franquistes sont sur le point d'atteindre Tarragone, où nous sommes. Aux quelques vêtements indispensables elle joint un album de photos, des cartes postales et...un petit marteau. Puis c'est le long exode vers la France, après avoir confié notre chienne Diana à des amis. En camion d'abord jusqu'à la gare de Gérone, où l'attente est interminable dans un train bondé de réfugiés ; à chaque alerte, des grappes humaines se précipitent dans les fossés environnants pour se protéger des bombes. Finalement un machiniste est trouvé, le train démarre et nous mène à Figueras, où s'entassent les réfugiés venus de toute l'Espagne. Outre les bombes, il faut endurer le froid, la fatigue, la faim. Le 4 Février, nous arrivons à la frontière, en camion puis à pied. Les hommes ne sont pas autorisés à passer (ils ne le seront que quelques jours après). On nous met dans un train, un train bondé qui s'arrête souvent : des groupes descendent, des messieurs importants montent parfois, la Croix-Rouge distribue du lait. Le train va toujours plus au nord. Enfin, à Troyes on nous fait descendre et tout le monde est épuisé, transi de froid, affamé. C'est l'armée qui nous prend en charge, avec repas en caserne et*

*bottes de paille pour dormir dans le sous-sol d'un hôpital. Puis, après désinfection générale à l'intérieur de la piscine, répartition des Réfugiés dans différentes communes du département disposant de locaux désaffectés. Pour nous, c'est Méry-sur-Seine, dans un immense moulin abandonné, où on installe deux cents Réfugiés, femmes, enfants et vieillards. Nous y restons un an, avant de rejoindre mon père au camp de Melun.*

*Puis, c'est à nouveau la guerre et le climat est encore à la crainte et à la délation. Les Allemands avancent vers Paris. En Juin donc, nouvel exode et, pour de nombreux Réfugiés espagnols, tentative désespérée pour fuir en Amérique Latine. Nous avons obtenu des papiers nous permettant de nous rendre au Mexique ; deux ports s'offrent alors : Marseille ou Bordeaux. Bordeaux nous semblant plus proche, c'est là que mes parents décident de se rendre. En train. Mais les trains sont pris d'assaut ; pour y accéder, il faut mener une lutte sauvage aux portières pour parvenir, à force d'entêtement, à investir le marchepied puis bondir à l'intérieur et s'y ménager un coin quelconque. Pas question d'avoir la moindre valise ; aussi ma mère a tout expédié en bagage accompagné avec, pour toute adresse, « la gare de Bordeaux ». Inutile de dire que les bagages ne sont jamais arrivés nulle part. Mais pourquoi ma mère a-t-elle mis dans le seul sac qu'elle a gardé à la main, deux ou trois photos, une carte postale et le petit marteau ? Elle y tenait, c'est sûr. Les Allemands, eux, ont occupé d'un trait toute la côte atlantique. Nous sommes coincés à Bordeaux, comme beaucoup d'autres, car il n'y a pas eu de bateau pour embarquer.*

*Nous avons donc vécu toute l'occupation à Bordeaux, où nombreux sont les réfugiés de toute sorte. Pour des raisons politiques, les Réfugiés espagnols sont suspects aux yeux de l'occupant et des autorités de Vichy. Tous ont vécu dans la précarité et la crainte d'une arrestation, dans l'attente de voir la fin d'une guerre et, en même temps, l'écroulement du franquisme. Dans cette attente,*

*dans cet espoir, jouent un rôle important, sur le plan aussi bien affectif que symbolique, les objets mis dans le sac à main.*

*Une des photos sauvées est celle du jardin de la maison de Tarragone, avec ma mère, mon frère et moi au pied d'un grand palmier. Elle date de 1936 ou début 1937, en pleine guerre. Pour moi, c'est un souvenir lumineux, vif : nous y faisons des courses folles mon frère et moi avec des enfants du voisinage. Les grandes personnes étant accaparées par les choses de la guerre, nous étions livrés à nous-mêmes, et nos rires fusaient de toutes parts. Et puis soudain, en plein paradis, sifflaient les bombes ; d'autres courses folles, pour se terrer cette fois-ci sous un matelas ou dans un recoin quelconque. Du bond de joie à la peur au ventre, c'est ce que je revois dans cette photo. Pour ma mère, il en était autrement ; son visage creusé reflète la passion du moment, passion dans laquelle elle s'est plongée toute entière pour défendre les valeurs d'une république menacée. Cette photo, en apparence si paisible, évoque toute une période de lutte vécue par ma mère à Tarragone. On comprend dès lors la valeur attachée à la carte postale représentant "La Niña Bonita" (« La Jolie Fille »), symbole de la République Espagnole, dans laquelle ma mère avait mis tous ses espoirs. Cette « Niña Bonita » coiffée d'un bonnet phrygien, symbole de liberté, qui tient à la main les lauriers de la gloire ; à côté d'elle et à ses pieds, un lion dompté (la royauté dominée) et toutes les activités humaines favorisées (arts, sciences, lettres, justice, industrie, agriculture) grâce à l'avènement de la République, le 14 Avril 1931. Cette carte postale sauvegardée, c'était la République au cœur de l'exil.*

*Quant au petit marteau, ma mère y tenait beaucoup. Sans doute venait-il de Tivisa, son village natal. A Bordeaux, elle s'en servait rarement, le rangeant toujours avec soin, sur une étagère ou pour le soutien d'un livre. Bien des années plus tard, elle me l'avait confié. Il était, je pense, sa volonté de lutte et de résistance, un soutien dans l'exil, dont elle ne parlait jamais d'ailleurs. Lorsque finirait l'exil, elle retournerait à Tarragone, où elle reprendrait son combat*

*pour toutes les idées qu'avait suscitées en elle cette République tant aimée et enfin retrouvée...*

*L'histoire en a décidé autrement, et c'est à Bordeaux que moi, j'ai grandi. L'institutrice de l'école Jules Guesde où j'étais en 1941 s'est intéressée à moi et c'est grâce à elle que je suis entrée au lycée et que j'ai pu, ensuite, poursuivre des études supérieures.*

*Ma mère, elle, gardait toujours son regard tourné vers l'Espagne, mais elle est morte en exil en 1970, cinq ans avant la mort de Franco, sans avoir pu voir la réalisation de son rêve. Et moi, lorsqu'on me demande : « mais quelle est donc ta patrie ? », je réponds toujours : « J'ai deux patries, l'Espagne et la France, deux c'est mieux qu'une. Et lorsque je me fais des amis d'autres coins du monde, je gagne des patries supplémentaires. Peu à peu, ma patrie peut ainsi devenir le monde entier ».*

María Luisa Broseta Martí



« La Niña Bonita »

## La valise « militante » de Manuel Valente-Tavares

*« Partir dans un autre pays pour y travailler, c'est ce qu'ont fait beaucoup de Portugais dans les années 1960. Des photos de Portugais à la descente du Sud-Express, gare d'Austerlitz, portant des valises à l'épaule, sont restées un des symboles de leur arrivée en France.*

*Partir à la hâte, avec de maigres affaires dans sa valise, c'est ce qu'ont fait beaucoup de Chiliens fuyant la dictature après le coup d'état du général Pinochet le 11 septembre 1973.*

*Quel meilleur symbole qu'une valise pour manifester à la fois contre les expulsions, organisées par les lois Pasqua et Debré en 1997 et pour les droits des immigrés ? »<sup>100</sup>*

La valise de Manuel Valente Tavares représente à la fois « tout un parcours » et « tout un symbole ». Utilisée au cours de multiples voyages entre Paris et le Portugal, cette valise est détournée dans les années 1990 de son usage initial. Manuel est alors un des responsables du « Collectif portugais pour une pleine citoyenneté » et sa valise devient un support emblématique et symbolique au cours de manifestations pour la défense des droits des immigrés. Preuves de son efficacité, elle apparaît comme illustration principale dans les couvertures

---

<sup>100</sup> Manuel Valente Tavares.

journalistiques des manifestations et deux ans plus tard, couronnement de sa carrière militante, dans un manuel scolaire traitant des débats sur la citoyenneté. Par bien des aspects, l'histoire que renferme cette valise constitue également un condensé de l'immigration portugaise en France. Durant les « Trente Glorieuses », la France devient en effet la première destination des émigrants portugais. C'est l'époque où la majorité des migrants économiques et des exilés politiques partent clandestinement, « a salto », la dictature portugaise (1926-1974) restreignant l'émigration légale.

Aujourd'hui pédopsychiatre, Manuel, lui-même ancien réfugié politique, reste un militant. Il nous raconte à présent « toute l'histoire » que contient cet objet qui, après deux vies bien remplies, s'apprête désormais à en connaître une troisième au sein du patrimoine national français.

*« J'ai décidé de faire don de ma valise militante au musée de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, parce qu'elle témoigne du fait que les immigrés peuvent aussi participer à la vie civique et citoyenne du pays où ils vivent. La grandeur démocratique d'un pays se mesure à la façon dont son gouvernement traite ses opposants. C'est tout à l'honneur de ce musée national d'accepter dans ses collections le témoignage de ceux qui ont lutté pour la réalisation des valeurs universelles de liberté, égalité, fraternité ».*

### **Toute une histoire**

*« Cette valise en carton a été utilisée à la fin des années 1970 pour de nombreux voyages entre le Portugal et Paris (Gare d'Austerlitz), dans le train appelé « Sud-Express ».*

*Pendant plus de trente ans, depuis la fin des années 1950, le « Sud-Express » a transporté, depuis le Portugal jusqu'en France (via Salamanca, Burgos et Hendaye), des dizaines de milliers de Portugais, hommes, femmes et enfants,*

*immigrants en situation régulière mais surtout, bien plus nombreux, émigrants illégaux, qui partaient malgré les interdictions de la dictature salazariste.*

*Les voyages par le Sud-Express ont continué après la chute de la dictature le 25 avril 1974. Ce train était, avec les voyages en voitures et des cars, un des moyens pour les nombreux "va-et-vient" des Portugais entre la France et le Portugal ».*

### **Tout un parcours**

*« Cette valise est pour moi l'objet qui traduit le mieux mon parcours personnel. Décidant de désertier la guerre coloniale menée par la dictature salazariste dans les colonies de l'Afrique portugaise (Angola, Mozambique, Guinée Bissau), je suis parti au Brésil en 1971.*

*Dans ces « années de plomb » au Portugal, pour moi, étudiant à la faculté de médecine de Lisbonne, engagé dans la contestation étudiante, la tête pleine de rêves, il fallait partir, car le risque était grand dans un état contrôlé par la PIDE (police politique).*

*Le voyage en bateau pendant une dizaine de jours, mon premier grand voyage en dehors du Portugal, a été pour moi une longue traversée au sens propre et figuré. Seul, au milieu des autres passagers, dans un bateau au milieu de l'immensité de la mer. Seul, car je laissais ceux qui m'étaient les plus chers, avec qui j'avais passé toute mon enfance et mon adolescence. Seul, avec mes pensées, tout en me disant que j'allais rencontrer d'autres personnes et que, après tout, peut-être retournerais-je au pays, mais dans combien de temps ?*

*Lors de mon séjour au Brésil, d'un an à peine, j'ai pu rencontrer des gens formidables qui m'ont aidé à traverser ces premiers mois difficiles. Des gens au contact facile, sans préjugés, où le corps parle comme un rythme de samba. Cette joie me faisait presque oublier le régime militaire alors en vigueur.*

*C'est dans ce pays que j'ai fait connaissance avec celle qui allait devenir ma future femme, étudiante chilienne séjournant alors au Brésil. Elle me parla*

*beaucoup de son pays et surtout du processus révolutionnaire et démocratique de l'Unité Populaire de Salvador Allende. Attirés par cet espace de liberté, nous avons décidé de nous y rendre. Ce rendez-vous s'avèrera marquant pour moi. J'avais ainsi l'occasion de mettre à l'épreuve mes idées de liberté et de justice sociale. Je me suis lancé à corps perdu, dans ce processus "révolutionnaire". Le plus dur était de ne pas se laisser emporter par ce tourbillon de liberté. La solidarité est alors, sans doute, le sentiment que j'ai le plus fortement éprouvé. Malgré les difficultés matérielles (je faisais de l'artisanat tout en poursuivant mes études de médecine), j'avais avec ma femme une grande confiance dans l'avenir individuel et collectif que nous croyions si prometteur.*

*Le coup d'état brutal et sanguinaire de Pinochet, le 11 septembre 1973, a mis une fin brutale à ce "rêve", plongeant tout le Chili dans un régime de terreur. Certains de mes amis commençaient à tomber, les uns après les autres, dans les geôles de Pinochet. Torturés, tués, arrachés à leur famille, leur destin semblait s'arrêter là.*

*Père d'une petite fille de six mois à peine au moment du coup d'état, la vie en clandestinité devenait de plus en plus difficile. C'est ainsi que nous avons décidé de quitter le Chili. Le grand élan de solidarité à l'échelle mondiale a été à la mesure de la brutalité du coup d'état. Nous avons pu ainsi venir en France, en mai 1974, par le biais du Haut-commissariat aux réfugiés des Nations Unies, et y rester avec le statut de réfugiés politiques attribué par l'OFPRA<sup>101</sup>. La façon exceptionnelle dont nous avons été accueillis à ce moment-là nous a aidés à surmonter le traumatisme du coup d'état et le déracinement du nouvel exil. Contrastant avec la période actuelle, il y avait une législation très ouverte pour l'accueil des réfugiés en ce qui concerne l'attribution des titres de séjour, des cartes de travail, de l'hébergement en foyers et des indemnités du gouvernement. Beaucoup de militants et d'associations diverses ont fait preuve*

---

<sup>101</sup> Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides créé en 1952.

*à l'égard des Chiliens d'une solidarité très active et chaleureuse. C'est dans ces conditions que j'ai rencontré celle qui, plus tard, deviendra ma nouvelle épouse. La Révolution des Œillets au Portugal (25 avril 1974) et la loi d'amnistie pour les déserteurs promulguée un an après, m'ont permis le retour au Portugal pour y achever mes études de médecine.*

*Cette fois-ci des militaires, fleur au fusil, avaient bel et bien mis fin à presque un demi-siècle de dictature. La joie de vivre gagna tout un peuple assoiffé de liberté qui croyait tout d'un coup s'approprier son destin, en s'auto-organisant dans les entreprises, les usines, les universités, les quartiers, etc. Encore une fois des rêves pouvaient devenir des réalités. J'ai ainsi participé à cette « révolution des œillets ». Mais qu'elle a été brève la "révolution" ! Après un an et demi d'enthousiasme, d'euphorie, tout rentra dans une "normalisation" à l'européenne (à partir du 25 novembre 1975).*

*Père d'une deuxième fille, née en France d'une mère française, j'ai décidé de revenir en France (après l'élection de François Mitterrand en 1981), pour me spécialiser en pédopsychiatrie, puis pour y travailler et y vivre en famille.*

*C'est ainsi que j'ai acquis la nationalité française, en octobre 1985, par déclaration après mariage. Portugais et Français, mais aussi Chilien, je crois vraiment que nous sommes tous composés de multiples appartenances. Mes deux enfants, élevés dans un milieu multiculturel, sont la preuve vivante de cette richesse qu'est le métissage ».*

### **Pour les droits civiques**

*« Ayant bénéficié dans le passé d'un accueil généreux en France, en tant que réfugié, comment ne pas être sensible aux lois "anti-immigrés" et "anti-réfugiés" voulues par les gouvernements d'un pays qui m'avait accueilli, vingt ans auparavant, aux côtés de tant de Chiliens ?*

*En février 1997, pour protester contre ce projet de loi, une campagne de pétitions avait été initiée par un collectif de cinéastes. Avec d'autres Portugais*

*nous nous sommes alors regroupés dans un "Collectif portugais contre la loi Debré", devenu rapidement "Collectif portugais pour une pleine citoyenneté". A leurs côtés, nous voulions non seulement protester contre les nouvelles lois répressives, mais aussi défendre les droits de tous les immigrés, dont aussi le droit de participer à la vie civique et politique des pays où ils habitent.*

*L'idée d'apporter une valise dans une manifestation avait été lancée par les organisateurs de la manifestation du 25 février 1997. Il s'agissait de faire le rapprochement entre les expulsions dont étaient menacés les immigrés en situation irrégulière et ce qui s'était passé pendant la l'occupation nazie, pour souligner le danger des dérives xénophobes. C'est ainsi que, en tant que l'un des responsables du "Collectif portugais pour une pleine citoyenneté", j'ai décidé de faire de ma valise le support des revendications de ce collectif. Je l'ai ainsi utilisé de façon militante pour la première fois en février 1997, lors des premières manifestations contre le projet de loi Debré. Je l'ai porté à l'épaule, à la façon des paysans portugais lorsqu'ils ont émigré en France.*

*Cette valise a été utilisée par la suite dans de nombreuses manifestations à Paris, pour la défense des sans-papiers, du droit de vote des immigrés et plus largement des droits des immigrés. Cette façon originale de manifester, ainsi que ses inscriptions (d'un côté : "Français, étrangers, nous sommes tous des immigrés" et de l'autre côté : "Je suis citoyen du pays que j'habite" et "Droit de vote pour tous à toutes les élections"), ont fait son succès auprès de très nombreux photographes amateurs et professionnels. On a pu la voir dans de nombreux reportages d'actualité, sur toutes les grandes chaînes nationales d'information (TF1, A2, FR3) et parfois à la une de certains journaux<sup>102</sup>. En 1999, dans le manuel scolaire Education civique, classe de 3<sup>em</sup>, cette valise sert à illustrer le chapitre "La citoyenneté, une notion qui s'élargit".*

---

<sup>102</sup> Union de Reims, 1<sup>er</sup> novembre 1997.

*Chargée de souvenirs et remplie d'espairs, cette valise porte bien les rêves d'un chemin toujours à tracer, à la recherche de "liberté, égalité, fraternité".*

*Nous dirons avec le poète ibérique Antonio Machado, lui-même exilé en France par le Franquisme :*

*"Caminante no hay camino,  
Se hace camino al andar " »<sup>103</sup>*

Manuel Tavares



La valise « militante » de Manuel Tavares

<sup>103</sup> « Chemineau, il n'y a pas de chemin, le chemin se fait en marchant ».

## « Soundirassane [France] » ou l'itinéraire d'un voyageur *avec* bagage

Français de Pondichéry, Soundirassane Nadaradjane arrive à Paris en août 1972. Sa valise à la main, il découvre la métropole. Préoccupé par son avenir, il est loin de se douter que cette même valise et les espoirs qu'elle contient alors seront exposés dans un musée près de trente-cinq ans plus tard.

En septembre 2006, Soundirassane Nadaradjane remarque dans un journal gratuit un encart annonçant la future ouverture de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

Poussant plus loin la curiosité, il apprend que la jeune institution vient de lancer un « appel à collecte », incitant les personnes à venir donner ou déposer des objets afin de créer les premières collections destinées à enrichir les galeries permanentes du musée.

« *Enthousiasmé* » par cette démarche, Soundirassane adresse le 9 octobre 2006 un courrier à la Cité. Il envisage alors de faire don de sa valise avec laquelle il est venu de Pondichéry en 1972 : « *Je suis originaire d'un ancien comptoir français en Inde. J'ai quitté ma ville natale Karikal pour continuer mes études en France et je suis arrivé avec 20kg dans cette valise. Je l'avais acheté pour le voyage et pour me prévenir d'une éventuelle perte, je suis allé chez un peintre pour y faire inscrire mon nom en grand sur la phase supérieure* ».

C'est par cette proposition spontanée que Soundirassane inaugure le mode participatif d'acquisition du musée de la Cité.

## **Un Français à 10 000 kilomètres de la France**

Soundirassane Nadaradjane est né en 1950 dans la ville de Karikal (ou *Karaikal*), près de Pondichéry.

En 1962, au moment où la France ratifie la cession de Pondichéry à l'Inde indépendante, son père, Nadaradjane, conserve la nationalité française alors que beaucoup hésitent à le faire, craignant d'être rejeté par la nouvelle administration indienne.

À sa majorité, Soundirassane en fait de même et devient ainsi « *un Français à 10 000 kilomètres de la France* ».

Pourtant, la France est alors bien loin de son quotidien. Soundirassane poursuit en effet ses études dans une école anglaise catholique tout en aidant son père électricien qui tient un magasin. Il envisage alors de travailler comme employé de banque et poursuit une formation en dactylographie et sténographie.

Mais le destin de Soundirassane bascule bientôt : « *le gouvernement français avait envoyé des gens à Karikal pour recruter des travailleurs dans le cadre de la FPA, la formation professionnelle pour adultes.*

*Comme j'étais le premier garçon de la famille, il fallait que je trouve un travail pour aider à la maison. Avec ma sœur aînée, on avait été à l'école privée, mais il n'y avait pas assez avec le salaire de mon père pour en faire de même avec mes autres frères et sœurs. Et puis mon père allait être à la retraite trois ans plus tard.*

*C'est comme cela qu'au Consulat de France, j'ai passé des tests « psychotechniques » pour suivre la formation et surtout avoir un travail rapidement.*

*J'ai réussi l'examen, mais il y avait aussi un entretien. Et comme je ne parlais pas assez bien le français, ils m'ont alors envoyé en stage de langue à Pondichéry, pendant trois mois.*

*C'est aussi pendant cet entretien qu'ils m'ont demandé ce que je voulais faire comme métier. À l'époque je ne savais pas quoi choisir. Je ne connaissais rien*

*et je n'avais pas le temps de réfléchir à si je voulais ou non partir en France. Alors j'ai dit que je voulais faire « tourneur », parce que je bricolais dans la boutique de mon père et que j'aimais bien les pièces rondes... ».*

C'est ainsi que Soundirassane s'apprête à partir pour la France avec le projet de revenir aider sa famille une fois la formation terminée.

### **Préparer le départ vers l'ailleurs**

Dans un répertoire, Soundirassane commence alors à noter les mots courants en français et les traduit en anglais et tamoul afin de préparer au mieux son séjour.

En faisant ses bagages, il sélectionne ce qui lui paraît nécessaire. Sur les conseils d'un tailleur, il achète deux pantalons à « pattes d'éléphant », à la mode en France à l'époque. En plus de nouveaux vêtements, il prépare également son short d'ouvrier qu'il utilise pour aider son père à la boutique. Pour l'occasion, son oncle lui donne un rasoir tandis que sa sœur lui remet un pot de condiment, la cuisine étant réputée fade en France. En guise de clin d'œil, son père lui amène quant à lui une serviette, associant les couleurs des drapeaux de l'Inde et de la France. Et finalement, c'est toute la famille qui anticipe son départ, sa mère, Camalamballe, lui achetant un peigne avec inscrit « India » en relief, comme un symbole du lien à conserver avec la famille et son pays.

Au-delà des objets usuels et pratiques, Soundirassane emmène également avec lui des fils de soie en souvenir de ses grands-parents tisserands. Une image imprimée de Sakthi provenant du temple de Thirukkadaiyur, près de son village natal, une autre de Ganesh, « *dieu de la sagesse, de l'intelligence, de l'éducation, de la prudence, protecteur des écoles et du savoir* » et un recueil de poèmes religieux sont là pour indiquer les principes moraux de la religion tamoul à respecter : « *J'ai aussi emporté avec moi le Tirukkural, grand classique de la littérature tamoule écrit par le sage Thiruvalluvar, où chacun des poèmes parlent des aspects moraux de la vie, du savoir-vivre, de comment se comporter, du devoir de père, de la femme, des enfants, d'aider les gens* ».

En vue du départ, son ami Vidjayan, qui a lui aussi été reçu pour effectuer la formation, l’emmène chez un peintre : *« On est parti trois copains ensemble avec les mêmes valises et le nom dessus. C’est mon copain Vidjayan qui a eu l’idée. On a tous fait peindre nos noms sur les valises. Ça valait deux roupies. J’ai fait mettre "Soundirassane [France]" ; mon nom et la destination. À l’époque, je n’étais pas très débrouillard, alors je suivais... »*.

Au moment de partir, sa mère lui donne une feuille de papier journal pliée : *« ma mère avait cueilli des pétales juste avant mon départ. Ce sont des fleurs et feuilles qu’on a d’abord offertes à Dieu, puis elle me les a données, comme protection et comme souvenir »*.

Cet ensemble réuni dans la valise de Soundirassane résume finalement le quotidien qu’il s’apprête à quitter et ses attentes et espérances : *« le jour de mon départ, ma famille a pleuré. Ce n’est pas eux qui m’ont poussé à partir, c’est moi qui voulais un meilleur avenir »*.

### **Du séjour à la vie en France, du stage à l’installation**

*« Quand je suis arrivé à Paris en août 1972, je n’avais vu de la France que des photos à la bibliothèque et un vieux film avec Raimu, à l’Alliance française. Alors c’était une découverte.*

*Le jour de mon arrivée, avec le frère de Vidjayan, qui était déjà à Paris, on est allé voir la Tour Eiffel. J’étais vraiment étonné. Mais angoissé aussi, parce que j’étais le premier à partir et qu’à part les copains, je ne connaissais personne. Je ne savais pas ce que serait ma vie, si j’allais réussir »*.

Après un premier stage à Bordeaux - Bègles, Soundirassane et ses deux amis de Pondichéry arrivent au Centre de formation professionnelle des adultes de la métallurgie de Brive-la-Gaillarde.

Le 11 mai 1973, Soundirassane en sort major et la presse locale consacre un article aux sept diplômés de la formation. Bien qu’il reçoive une proposition d’embauche immédiate, il décide de tenter sa chance à Paris : *« Quand j’ai fini*

*mon stage à Brive, comme j'étais le premier de la classe, un patron voulait m'embaucher, mais j'ai préféré venir à Paris. Si j'étais resté là-bas, j'aurais été toujours « l'Indien ». À Paris, je savais que je ne serai pas tout seul ».*

Soundirassane connaît alors « le mal du pays ». Il achète un cube de plexiglas qui lui permet de réaliser un montage des valeurs spirituelles et des personnes auxquelles il tient et qui lui rappellent pourquoi il est venu. Sur trois des faces se trouvent les images de Ganesh, Siva et Sakthi. Sur une autre, il réalise à partir de photographies d'identité individuelles le portrait de son père, Nadaradjane et de sa mère, Camalamballe réunis.

À Paris, c'est un « copain » qui l'invite chez un autre « copain » de Pondichéry. Et la solidarité s'organise bientôt au-delà du cercle des anciens de Pondichéry : « j'ai trouvé tout de suite un travail. D'abord, à Belleville, dans une petite entreprise qui faisait des vis et des écrous. Ce n'était pas un travail très précis. Et puis un copain de Brive, un Martiniquais, qui était fraiseur, m'a amené chez son patron. J'y suis allé le samedi. À l'époque, comme il y avait du travail, on travaillait six jours par semaine, de 7h du matin jusqu'à 7 h du soir.

*Le patron, m'a montré l'atelier et les pièces. Je me demandais comment j'allais faire tout ça ! Mais, enfin j'y suis arrivé. Il n'y avait pas beaucoup d'avantages, pas de treizième mois ni de cantine, alors peu de Français voulaient travailler là. Comme j'étais sérieux et que je suis méticuleux, j'ai appris vite. Et je suis resté ».*

En 1977, Soundirassane part revoir sa famille à Karikal : « plusieurs personnes là-bas, des anciens et des gens sages, m'ont conseillé de rester en France. Travailler ici, en France, c'était très bien vu. Alors je suis reparti ».

Deux ans plus tard, Soundirassane se marie en Inde avec Suganthi, puis ils partent tous les deux s'installer à Paris : « Pour ma femme, ça a été beaucoup plus dur que pour moi. À Paris, elle se retrouvait dans une autre culture, elle ne parlait pas français et moi je travaillais toute la journée ».

Ses parents, Nadaradjane et Camalamballe, les rejoignent en 1989.

Aujourd'hui, Soundirassane est à la retraite et ses deux filles, Arthi Sophie et Monicca Cowthami font des études universitaires, l'une en médecine, l'autre en droit : « *Maintenant on est bien ici et puis il y a la famille. Peut-être qu'à la retraite, je repartirai. Quand je suis en France, l'Inde me manque et quand je suis en Inde, la France me manque* ».



La valise et son contenu de l'époque

## Du village de Borgoratto à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration : « l'autre voyage » de la famille Rapetti

*« "Dov'è Luciano<sup>104</sup>" ? C'est la frontière. La douane va passer et Luciano, le gamin, a disparu. Grande frayeur des parents, Cesare et Maddalena. Ce n'est rien. Simple escapade. Luciano a neuf ans. Le train c'est l'aventure ; explorer les couloirs, un jeu. Le voyage conduit la famille de Gênes à Nantes, dans l'Ouest de la France. Il y a là une grande cité ouvrière poussée près des rails, à la campagne, aux portes de la ville. »<sup>105</sup>*

Plus de soixante-dix ans après ce périple menant Cesare, Maddalena, Luciano et Minie de Gênes à Nantes, le voyage symbolique de la famille Rapetti vers la Cité nationale de l'histoire de l'immigration commence.

En décembre 2006, Danielle Rapetti propose en effet d'évoquer la venue de ses grands-parents italiens par le biais d'un don au musée : *« Je tiens de ma grand-mère italienne une petite mallette qui accompagna la famille dans son exode. Elle y tenait beaucoup, sans doute parce que c'était un peu un symbole du départ. Surtout, cette petite mallette bien faite, provenait d'une entreprise où elle avait travaillé. Malheureusement, j'ignore le nom de cette fabrique. Etait-*

---

<sup>104</sup> « Où est Luciano ? », en italien.

<sup>105</sup> Danielle Rapetti.

*elle à Alexandrie, à Turin à Gênes, si l'on suit le périple de la famille avant son départ pour la France ?*

*Je donnerais volontiers ce bagage s'il correspond à ce que vous recherchez ».*

### **La valise aux souvenirs de Maddalena**

Depuis l'ouverture des galeries permanentes (10 octobre 2007), cette valise, ainsi qu'un livret de famille, une taie d'oreiller<sup>106</sup>, un mortier et un pilon, côtoient en vitrine une photographie où figurent Cesare, Maddalena et Luciano.

Avant de devenir au musée les *témoins institutionnalisés* de la venue de la famille Rapetti en France, ces objets se trouvaient au Ranzay, dans une cité ouvrière de la périphérie de Nantes, chez Maddalena :

*« J'allais régulièrement "au Ranzai" chez ma grand-mère italienne, une femme de grande volonté, profondément marquée par la mort prématurée de son mari en 1947 et de son fils, en 1945. Sa douleur demeurait en elle, mais un jour elle m'en dit davantage. Pour répondre à quelqu'une de mes questions, elle alla chercher une petite valise où elle rangeait des choses d'autrefois.*

*Ce n'était pas une valise en carton bouilli comme bien des gens modestes, immigrés ou non, en usaient à l'époque, mais une valise en tissu vert avec armature en bois, je suppose, renforcée de cuir sur les coins, les côtés et le milieu au moyen d'une solide lanière. Une valise qu'elle tenait de sa jeunesse quand elle avait travaillé dans une fabrique de bagages. Elle en était fière. Il y avait là de vieux papiers, quelques lettres qui venaient de loin — un frère en Argentine —, des pièces brodées et des photos. Ce qu'elle me dit ce jour-là compléta un peu ce que j'avais appris par bribes, au gré des circonstances sur sa vie en Italie ».*

---

<sup>106</sup> Appartenant au trousseau de mariage de Maddalena Rapetti, cette taie d'oreiller, brodée par ses soins, reprend ses initiales de jeune fille : Maddalena Tiberti.

## **Du village de Borgoratto à la cité du Ranzay**

Cesare Rapetti et Maddalena Tiberti<sup>107</sup> sont nés respectivement en 1889 et en 1894, à Borgoratto.

En 1916, ils se marient dans ce petit village proche d'Alexandrie. Maddalena travaille alors chez Borsalino tandis que Cesare est quant à lui ouvrier métallurgiste à l'usine Fiat de Turin.

Ils s'installent par la suite à Gênes, dans le faubourg ouvrier de San Pier d'Arena. Un premier enfant, Luciano, naît en 1919 et une petite fille, Minie, lui succède en 1925 : *« Ces années-là demeurent dans la mémoire de ma grand-mère les plus heureuses. C'est aussi l'impression qui se dégage d'une photo prise sur la côte ligure, lieu de promenade pour un jeune couple endimanché, grâce au talent de Maddalena, excellente brodeuse et couturière »*.

En 1928, Cesare est recruté en tant qu'ajusteur pour venir travailler en France à la Société de Construction des Locomotives « Batignolles-Châtillon ». Mise en place au lendemain de la Première guerre mondiale, l'activité de l'usine doit en effet faire face aux besoins d'une production croissante qui conduisent à renforcer le recours à la main-d'œuvre étrangère. Et Cesare, comme nombre de ses compagnons, saisit alors l'offre d'un de ces agents recruteurs envoyés en divers pays pour embaucher sur place des ouvriers qualifiés.

Mais la montée du fascisme en Italie incite bientôt toute la famille à quitter le pays. Le voyage se fait en deux temps : *« Après six mois d'essai satisfaisant, Cesare revient en Italie, contrat de travail en poche et toit assuré. Les années vingt, c'est aussi la montée du fascisme en Italie. La famille est athée, le père syndiqué et le garçon atteint l'âge de porter l'uniforme des "Balilla". Les parents ne veulent pas voir leur fils embrigadé dans les formations de la jeunesse fasciste »*.

---

<sup>107</sup> « La famille Tiberti était une famille nombreuse et le père, suivant la tradition, partait six mois de l'année faire des travaux saisonniers en Amérique latine. Un jour il ne revint pas. Mort ou non. Nul ne sut jamais », Danielle Rapetti.

C'est ainsi que Cesare, Maddalena et leurs enfants s'installent dans la banlieue de Nantes en 1929, au numéro 7 de la neuvième rue de la Cité du Ranzay.

### **Les cités cosmopolites des « Batignolles »**

L'usine des Batignolles est bâtie en 1917 au milieu des terrains agricoles et maraîchers de Saint-Joseph-de-Porterie. Trois cités ouvrières, le Ranzay, la Halvêque et la Baratte, auxquelles s'ajoutent une cantine, un dispensaire, une école, des terrains de sports ou encore une église, sortent alors de terre pour faire face à la pénurie initiale de logements et d'équipements sociaux<sup>108</sup>. Et dès 1922, 3700 ouvriers travaillent aux « Batignolles » afin de produire près de vingt-cinq locomotives tous les mois :

*« Peu après l'arrivée de ma famille, la Cité comprend 450 maisonnettes en bois et pas moins de 2000 résidants. La plus forte migration vient d'Europe centrale : Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne. Plus modeste, le courant venu d'Europe du Sud se maintient après 1931, voire se renforce avec la montée du fascisme. En 1936, Cesare côtoie à l'usine, parmi tant d'autres, Vincenzo le forgeron italien comme lui, Costa le Yougoslave, Otto l'Autrichien, Kurth l'Allemand, Frantizek le Tchèque, Valerian le Polonais, Yvan le Russe, Joseph le Hongrois, tous ajusteurs, et aussi Fred le Suisse, tourneur, ainsi que Luis le Portugais, ou bien encore Joseph, fraiseur venu de Roumanie.*

*À Nantes, la vie n'est pas facile tous les jours dans les cités. Ma grand-mère à certaines périodes doit travailler à la cantine de l'usine ou bien confectionner à domicile des chemises pour l'armée afin d'améliorer l'ordinaire ».*

Luciano, devenu « Lucien », apprend vite le Français et obtient le « 1<sup>er</sup> Prix d'Honneur et d'excellence » en 1933.

Mais dans les cités, beaucoup d'enfants se destinent à l'usine où travaillent leurs pères. Et Lucien entre aux Batignolles comme tourneur en 1937 : « *Les jeunes*

---

<sup>108</sup> Voir *Nantais venus d'ailleurs. Histoire des étrangers à Nantes des origines à nos jours*, Presse Universitaires de Rennes ; Association Nantes Histoire, Rennes, 2007.

*de nationalité étrangère ne peuvent obtenir une bourse. Pourvu des CAP de tourneur et de monteur à la sortie de l'École pratique de commerce et d'industrie Launay, il entre à l'usine et adhère à la C.G.T comme son père. J'ai vu son salaire journalier mentionné sur un certificat de présence de 1939 : soixante-dix-sept francs soixante centimes. ».*

### **Entre deux mondes**

A la fin des années 1930, les montés des nationalismes et les menaces de guerre posent la question de la nationalité des migrants alors que l'Etat français semble vouloir répondre favorablement aux demandes de naturalisation des ressortissants de l'Italie fasciste. Entamée en 1939, la naturalisation de Cesare et de la famille aboutit en mai 1940 : *« Lucien échappe ainsi à l'ordre de mobilisation dans l'armée du Duce transmis en mars 1942 par le consulat d'Italie qui, faute de réponse, fait intervenir la Feldkommandantur en lien direct avec la Compagnie Générale de Construction de Locomotives des Batignolles. Mais le patronat qui emploie et loge la famille est toujours en mesure d'exercer menaces et pressions sur des ouvriers d'origine étrangère ».*

Lucien, qui vient de se marier avec Madeleine Lanterne, est ainsi réquisitionné par le Service du Travail Obligatoire (S.T.O). A l'usine, l'inspecteur du travail a en effet signé le contrat de Lucien – et d'autres compagnons – *« en lieu et place de l'intéressé »*. Lucien est alors envoyé à Elbing, en Prusse orientale.

Dans les derniers mois du conflit, les ouvriers du S.T.O sont pris en otages par l'armée allemande résistant à l'avance de l'armée soviétique. En mars 1945, Lucien est tué par un tir d'artillerie.

Après la guerre, la vie continue pourtant aux Batignolles :

*« Ma grand-mère et la sœur de mon père continuent d'habiter "les cités". Minie, sténo-dactylo, travaille elle aussi à l'usine. Les deux hommes disparus, l'espoir de construire une petite maison sur le bout de terrain acheté avant-guerre, non loin de l'usine, s'évanouit. J'ai retrouvé dans les affaires de ma grand-mère une*

*photo jamais vue de son vivant. Une photo destinée à un cousin resté au pays, Mario. Aux environs de 1936, la famille pose devant sa maison, souriante. Maddalena écrit au verso : "On dirait des baraques, pourtant à l'intérieur, on n'y est pas mal. Nous nous y trouvons très bien" ».*

*Mais ce cliché noir et blanc ne va-t-il pas donner une "fausse" impression ? Celle d'un cadre un peu triste et des plus modestes, même si l'on n'y voit pas l'absence de confort, les toilettes au fond du jardin et la pompe à eau au bout de la rue. Une de ces rues où les petites maisons Bessonneau, du nom du constructeur, s'alignent au cordeau.*

*D'ailleurs les cités, il faut les voir en couleurs, en vrai ou dans le miroir d'une mémoire attendrie : couleur d'un bois brun-rouge de bon effet, couleurs des jardins au printemps<sup>109</sup>. Ce que ma grand-mère aimait dans les cités, ce n'était pas les "barache" mais les jardins. Son jardin. Potager et fleurs mêlées bien sûr : belles-de-jour, iris, roses, volubilis, fleurs orangées des pieds de courgettes. Comment peut-on manger des beignets de fleurs ? Mais le plus précieux est en pot. C'est un pied de basilic de l'espèce la plus délicate et odorante : le basilic à petites feuilles ; le meilleur pour cuisiner le pesto alla genovese, longtemps pilé et malaxé avec huile d'olive, ail et parmesan dans ce beau mortier qui, lui aussi, fut du premier voyage. Maddalena veille avec amour sur cette petite plante bien fragile en climat nantais. Un lien subtil avec le pays natal. Est-elle venue avec quelques graines dans ses bagages ? Par la suite, la famille lui en envoie ou bien elle en rapporte lors de ses rares voyages en Italie ».*

---

<sup>109</sup> A l'initiative de l'association « Batignolles-Retrouvailles », Marc Grangiens réalise en 2008 un documentaire : « Le pain noir et les roses rouges ». Le thème en est la mémoire de l'usine et quartier des Batignolles.

« *Que reste-t-il aujourd'hui des cités d'autrefois ? Une maisonnette reconstruite, baptisée "Maison en Planches"<sup>110</sup>, petite coquille symbolique cernée par la marée urbaine d'où émerge le stade de la Beaujoire, haut lieu de festivités sportives construit au sein du vieux territoire ouvrier. Une manière de rendre hommage et de fixer la mémoire collective. Un lieu de rencontre pour sauver de l'oubli, faire connaître les luttes ouvrières et la vie dans ces cités rasées depuis plus de trente ans. Mais l'écho singulier pour quiconque eût des attaches en ces lieux est aussi de tout autre nature. Pour moi, c'est le goût du basilic et des pâtes fraîches savourées le dimanche chez ma grand-mère au Ranzay. Le goût du pesto alla genovese... ».*



La valise aux souvenirs de Maddalena

---

<sup>110</sup> Le Collectif des Batignolles se mobilisa plusieurs années pour cette reconstruction réalisée par la Ville de Nantes. La « Maison ouvrière des Batignolles » est désormais un lieu mis à disposition des associations.

# Transmettre et partager une mémoire

Au début de novembre 2007, Alexandre Tikhomiroff entre en contact avec la Cité, dont il a découvert l'existence dans la presse au moment de l'ouverture au public<sup>111</sup> :

*« Concernant l'immigration russe, je peux mettre à votre disposition deux documents qui me paraissent avoir un intérêt muséographique :*

- un contrat de travail des usines d'Ugines ;*
- une photo de groupe ; 18 musiciens russes d'un orchestre du cirque Hagenbeck, posant en uniforme devant le chapiteau ».*

Tant le contrat de travail des aciéries d'Ugines (en Savoie), que la photographie, concernent son père, Alexandre Condrationévitch Tikhomiroff, né en 1896 à Nikolaïev, en Russie.

Et ce qui n'était au départ que le désir de participer à l'illustration de l'immigration russe en France devient, au fil des conversations, l'envie de présenter la vie de ses parents. Celle-ci se concrétise en un dépôt versé au fond de la Cité : *« J'ai beaucoup fréquenté les stands des brocanteurs. J'ai trop souvent pu y voir des objets qui venaient d'on ne sait trop où, des documents qui représentaient aussi une vie et parfois des douleurs, des souffrances. Car dans les migrations, il y a parfois le bonheur d'arriver mais il y a aussi les souffrances qui ont conduit à partir. J'ai pensé qu'il ne fallait pas que certains*

---

<sup>111</sup> 10 Octobre 2007.

*objets, ces morceaux de mémoire, disparaissent ainsi dans des caisses de brocanteurs ».*

### **La tasse de thé**

Ce travail de mémoire et finalement d'hommage avait déjà été entamé par Alexandre dans un récit autobiographique, *La tasse de thé*<sup>112</sup>, où il revenait sur son itinéraire personnel de fils d'immigrés pendant l'occupation allemande et surtout sur celui de ses parents : « *Son titre évoque la tasse de thé que mon père rêvait de boire pendant son exil de Russie, mais aussi la bouilloire bien chaude et fumante qui trônait au milieu de la table et remplaçait le samovar* ».

C'était également autour d'une tasse de thé que le père d'Alexandre évoquait le plus souvent ses souvenirs d'aventures, ou l'histoire de la Russie tsariste.

Pourtant, « *il était discret, sinon secret, quand il s'agissait de me parler de sa famille. Il se livrait, par à coup, entre deux silences* ».

La mise en vitrine des objets ainsi que la mise en récit qu'elle présuppose sont donc la concrétisation de cette parole – rare et parfois douloureuse – léguée par un père à son fils, tous deux portant le même prénom par l'entremise d'une certaine convention administrative française : « *A ma déclaration de naissance à la mairie du XIV<sup>e</sup> arrondissement à Paris, mon père m'avait déclaré avec Youri comme premier prénom et Alexandre en second. En Russie, le second prénom est toujours celui du père. J'aurais donc dû être Youri Alexandrovitch, c'est à dire fils d'Alexandre, car il est courant en Russie d'appeler les gens par leurs deux prénoms. Mais l'employé de l'Etat civil déclara à mon père qu'il n'acceptait que les prénoms issus du calendrier catholique et romain. Mon père a alors inversé les prénoms et c'est ainsi que je suis devenu Alexandre, Français des bords de la Seine* ».

---

<sup>112</sup> Alexandre Tikhomirow, 2005, *La tasse de thé*, édition L'Harmattan.

*« Pour mon père, c'est donc sur les rives de la Mer Noire que commence son histoire d'immigré russe "blanc".*

*Quand la Première Guerre mondiale arrive, il est alors étudiant dans une école d'ingénieurs. Engagé volontaire, il suit une formation d'instructeur de mitrailleuses qui lui donne un privilège : celui d'aller directement sur le front germano-russe, en première ligne, comme instructeur. Capitaine en second puis sous-lieutenant de l'Armée impériale, il obtient la croix de Saint Georges, récompensant ses mérites militaires, un des rares vestiges que je conserve de cette période de sa vie. Mais combien d'histoires atroces sur cette guerre avec l'Allemagne mon père m'a-t-il racontées !*

*Plus tard, au début de la Révolution bolchévique, Conrad, mon grand-père, avait réuni tous ses fils et leur avait dit que pour le Tsar, pour la Russie, pour l'honneur de notre famille, il souhaitait qu'au moins l'un d'entre eux soit volontaire pour s'engager dans "l'armée blanche". Serge, Michel, Georges, Anatole et mon père ont tous levé la main.*

*On apprend dans les livres qu'il y avait les "blancs" d'un côté, les "rouges" de l'autre ; ça simplifie. Il y avait aussi les bandes anarchistes, les bandits de tous poils, les affamés et par-dessus tout cela, la mort qui frappe, qui arrive d'on ne sait où ».*

Son régiment défait, Alexandre traverse la Russie sans gouvernement stable, livrée à l'Armée rouge et aux groupes armés anarchistes, pour se diriger vers le port de Féodosia qu'il atteint au tout début de novembre 1920.

Le 12 novembre, le navire sur lequel il a embarqué en toute clandestinité dix jours plus tôt arrive à Galipoli, en Turquie. Les réfugiés russes y sont alors parqués dans un camp contrôlé par les gardes armés des nations alliées (Français et Anglais notamment). Alexandre reste neuf mois dans ce camp avant d'être admis dans un contingent d'ouvriers en partance vers la Bulgarie.

Le 2 septembre 1921, Alexandre arrive à Sofia. Libérés de la tutelle ottomane par l'armée Russe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les Bulgares se montrent accueillants

et Alexandre devient alors ouvrier agricole. Cette activité durera quelques années avant que des recruteurs français, à la recherche de main d'œuvre, ne lui proposent de venir travailler dans les usines de Savoie : *« En Bulgarie sillonnaient des recruteurs. On ne pourrait pas dire des "chercheurs de têtes", mais des "chercheurs de bras". Dans les années 1920, il fallait dans les usines des hommes forts, jeunes et en bonne santé pour compenser le manque de main-d'œuvre. Et dans les armées défaites, il y avait donc un grand nombre de recrues possibles.*

*C'est ainsi que mon père a signé un contrat léonin. D'abord parce qu'il ne comprenait pas le français. Et ensuite parce qu'il devait, comme tous les autres sélectionnés, rembourser – avant même d'avoir commencé à travailler – les frais de son transport et les vêtements que lui avaient fournis les recruteurs et qui devaient provenir de quelques œuvres de charité ».*

Le 9 octobre 1926, Alexandre arrive en France. Il commence à travailler deux jours plus tard, comme convenu, dans une aciérie.

Alexandre reste sept mois en Savoie<sup>113</sup>, puis part pour Lyon où il travaille toujours comme manœuvre.

À la recherche d'un nouvel emploi, il devient musicien dans des orchestres de cirques : *« Enfant, mon père suivait tous les jeudi des cours à l'école de musique du village. Cela lui a permis d'obtenir ce contrat. Il jouait du cor chromatique parce que l'instrument manquait à l'orchestre, mais il aurait pu tout aussi bien souffler dans un autre instrument à vent ».*

Pendant près de deux ans, Alexandre suit ainsi les tournées de cirques prestigieux tels le Barnum's Circus de New-York, Hagenbeck ou Pinder : *« Quand il racontait cette époque, le visage de mon père était détendu, souriant, quand il buvait son thé on aurait pu penser que c'était de la vodka tant il devenait loquace, ce qui n'était pas son habitude.*

---

<sup>113</sup> Son contrat dans les aciéries a une durée de six mois.

*La tournée était rigoureusement programmée. Les musiciens avaient la charge complète de l'orchestre, y compris le montage et le démontage de leurs estrades. S'il y avait un blessé, il vendait des programmes. Si un malade restait couché, les compagnons s'en occupaient.*

*Après la séance du soir, le cirque était immédiatement démonté et la caravane se déplaçait vers une autre ville pendant la nuit pour remonter le chapiteau au petit matin.*

*Le moment que mon père aimait le plus était celui de la parade quand il y participait. Quelques musiciens, des clowns et des animaux traversaient la ville dans un cortège fastueux. Il parcourait la France mais c'était le seul moment où il voyait villes et bourgs du haut de son char décoré ».*

Avec le temps, les propositions de tournées deviennent de plus en plus espacées et finissent même par disparaître. Sans contrat d'embauche, Alexandre ne peut faire renouveler sa carte de travail. Il devient malgré tout serveur dans plusieurs restaurants russes.

C'est à ce moment qu'il rencontre une Espagnole, Maria Consuelo Aguado-Magaz, venue tenter sa chance à Paris après avoir rejoint sa sœur à Toulouse : « *Ma mère est née<sup>114</sup> dans le village d'Oliego, en Castille. Les habitants du village étant tous expropriés en raison de l'édification d'un barrage, ma mère a décidé de quitter l'Espagne<sup>115</sup> et de venir tenter sa chance en France où résidait déjà sa sœur. Pour l'occasion, "l'alcade", le maire du village, lui a fourni un certificat d'aptitude, spécifiant que ma mère n'était ni handicapée mentale, n'exerçait pas la mendicité et était donc apte au travail ».*

L'été 1931 entame une nouvelle période moins précaire pour Alexandre et Maria.

Alexandre travaille désormais comme maître d'hôtel dans trois prestigieux clubs privés de bridge du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris et Maria l'y rejoint bientôt.

---

<sup>114</sup> En 1903.

<sup>115</sup> En 1920.

Le 25 juillet 1931, Alexandre et Maria se marient. Et quelques années plus tard, Youri –Alexandre pour l’Etat Civil français– naît à Paris.

La vitrine qui évoque cette histoire n’est donc ni un mouroir pour objets périmés susceptibles d’intéresser les brocanteurs, ni un mausolée consacré aux parents d’Alexandre. Elle est avant tout un espace de transmission, de partage de récits de vie, où la mémoire individuelle et familiale s’inscrit dans l’histoire collective de la composition de la France : « *Mon père m’a appris que la France est un pays dur pour les émigrés. Mais c’est un pays où l’on peut manger et boire et on peut y lire tous les livres. Ma mère quant à elle m’a enseigné le sens de l’instruction et de la connaissance. Il fallait la comprendre ; dans son village de Castille, il y avait une église, mais il n’y avait pas d’école* ».



Cor chromatique

## La « pierre-trophée d'un guerrier du métro »

La première rencontre entre Baptista de Matos et la Cité nationale de l'histoire de l'immigration remonte à 2005, un an après que le projet de la Cité ait été officiellement lancée le 8 juillet 2004 par le premier ministre de l'époque, Jean-Pierre Raffarin.

Mandatée par la Cité, l'association *l'Atelier du Bruit* débute alors la réalisation d'une série de portraits de migrants dénommés « histoires singulières » pour le site internet<sup>116</sup>.

Baptista de Matos figure alors parmi les premières personnes ayant accepté le principe d'une présentation de leur vie sur le site de la Cité, seule vitrine publique et virtuelle en attendant l'ouverture des galeries permanentes.

Sans collections pré-existantes, le musée de la Cité s'engage quant à lui dans une collecte « des collections représentatives de l'histoire, des arts et des cultures de l'immigration ».

C'est donc au moment où s'élabore le contenu des vitrines que l'on propose à Baptista de contribuer encore plus activement au projet de la Cité. Au-delà de son récit de vie consultable sur internet, l'enjeu est alors de savoir s'il adhère au principe de présenter des « moments » de sa vie pour l'exposition permanente en préparation.

---

<sup>116</sup> Voir site [www.histoire-immigration.fr](http://www.histoire-immigration.fr).

La réponse de Baptista ne se pas faite attendre : « *Prenez tout ce que vous voulez, c'est à vous de voir, moi j'aimerais bien que tout cela entre dans l'histoire* ».

### **Des terres du Portugal aux sous-sols parisiens**

Baptista de Matos est né en 1934 à Alcanadas, village portugais où, selon la légende, Noé aurait construit l'Arche<sup>117</sup>.

Fils de mineur, il doit arrêter ses études pour travailler à l'âge de douze ans comme employé dans une pharmacie, puis devient agriculteur à dix-sept ans.

Tandis que la fermeture de la mine d'Alcanadas entraîne le départ des ouvriers au début des années 1950, Baptista se marie et fonde bientôt sa propre famille tout en travaillant à l'exploitation agricole familiale.

Pourtant, la dictature (établie par Antonio Salazar dès les années 1930) et la récession économique incitent de plus en plus Baptista à vouloir « *changer de vie* ».

Cherchant un pays de destination correspondant à ses aspirations (liberté de parole et possibilité d'étudier pour ses enfants), il se remémore la voix de Charles De Gaulle entendue alors qu'il était enfant pendant la guerre : « *Quand j'étais petit, l'instituteur avait la seule radio du village. Le dimanche, il la mettait à sa fenêtre et les gens écoutaient. C'est comme ça que j'ai entendu le général De Gaulle. Je ne parlais pas français, mais ça m'est resté comme une voix différente, une référence de la France. Liberté, égalité...* ».

En 1963, Baptista prend seul le « Sud Express », le train reliant Lisbonne à Paris, avec un visa de touriste valable trois mois : « *Je suis arrivé à Austerlitz sans rien connaître avec juste un dictionnaire de traduction français – espagnol. A l'époque, c'était interdit un passeport et je suis parti seul avec ma petite valise, en touriste. Personne ne pensait que j'allais partir. Personne, pas même ma famille. Le maire de Batalhas me disait "non, tu ne vas pas partir en*

---

<sup>117</sup> *Arca nada*, « l'arche nage ».

*France". Mais je lui ai dit que si, il fallait que j'y aille, que je fasse sa connaissance. C'était mon rêve. Et puis il y avait les enfants. Il n'y avait pas d'avenir pour eux, au Portugal, dans ses années-là. Il fallait qu'ils aient une autre vie que moi.*

*J'étais le deuxième à partir du village. Après il y en a eu plein d'autres. J'ai ouvert la voie si l'on veut ».*

A son arrivé, José, un ami, l'attend à la gare. Il l'héberge les premiers jours sur un chantier de Pantin.

Alors que le secteur des travaux publics français manque de main-d'œuvre et que la France devient la première destination des émigrés portugais, Baptista décroche son premier contrat de travail à Vincennes. L'ironie du destin veut que Baptista devienne ainsi mineur-boiseur, pour l'installation de conduites d'évacuation des égouts, alors que son père avait lui-même été mineur dans les mines d'Alcanadas : *« Quand j'ai eu mon premier contrat, j'ai envoyé une photo du chantier – avec moi et les gars – à mon père, lui qui ne voulait surtout pas que je devienne mineur. Il a fait : "Mineur ?! Ah... " ... C'était la destinée... ».*

Chaque soir, Baptista réintègre le bidonville de Champigny où il vient de s'installer : *« Quand je revenais dormir dans le bidonville, avec l'entassement, sans eau, les baraques, je me demandais : Qu'est-ce que je fais ici, à vivre comme un animal ? Je repensais à ma femme, à mes enfants, à ce que j'avais laissé aussi. Et puis je me disais qu'il fallait tenir, qu'il fallait se battre ».*

Son employeur, sous-traitant des chantiers de la RATP, l'amène bientôt à travailler à l'excavation de galeries du métro et du RER.

En 1965, Baptista emménage à Fontenay-sous-Bois où viennent le rejoindre sa femme et ses deux enfants.

Pendant trente ans, il participe ainsi à la construction de plusieurs lignes parisiennes de Métro et de RER, comme un soldat monte au front : *« En 1963, 1964 j'ai fait le prolongement de la ligne n°1; j'ai fait Etoile, Porte d'Italie*

*jusqu'à Villejuif, j'ai fait Torcy ... J'ai été à Gare Saint-Lazare, à Hôtel de Ville, j'ai fait Fontenay, Val de Fontenay. C'est moi qui ai commandé à Clemenceau».*

### **Concrétiser trente ans de travail en vitrine**

Le portrait de sa femme et de ses deux enfants emporté lors de son départ du Portugal, la photographie de son premier chantier en France envoyée à son père, celles des chantiers de la station Saint-Lazare en 1964, de la station Hôtel de Ville ou encore de la station Saint-Denis en 1972, son premier « contrat de travail pour travailleur étranger » de Mai 1963, sa gamelle ou encore son casque, sont tous – à leur manière – les témoins d'un moment de la vie de Baptista.

C'est en particulier l'aspect professionnel de sa vie que montrent les objets et documents placés en vitrine. Ils côtoient ceux relatifs à l'activité professionnelle de la manufacture d'accordéons Schenardi-Costa<sup>118</sup>, les éléments de l'atelier de couture à domicile de la famille Abramowicz<sup>119</sup>, ou encore ceux des industriels Haviland<sup>120</sup> et Bugatti<sup>121</sup>.

Pourtant, parmi les dix-neuf objets et documents constituant son dépôt, un objet insolite émerge : sa « pierre-trophée », symbole de son travail et de son attachement à la France.

Trouvée lors de la réalisation de la station Charles de Gaulle en 1973, cette pierre à laquelle Baptista de Matos a ajouté des morceaux de carrelages des couloirs de

---

<sup>118</sup> Originaire de Plaisance en Italie, Antoine Schenardi arrive à Paris en 1913. Il fonde alors une des premières manufactures qui développe des prototypes d'accordéons chromatiques d'inspiration italienne. À sa mort en 1932, sa fille, Louise, et son gendre, Célestin Costa, tous deux nés en Italie, reprennent la manufacture.

<sup>119</sup> Berek Abramowicz et Gala Wloszczowski, nées en Pologne, arrivent en France respectivement en 1930 et 1931. Tailleur et brodeuse dans différents ateliers de confection, ils exerceront par la suite leur activité dans l'atelier aménagé à leur domicile, boulevard Barbès.

<sup>120</sup> Né aux Etats-Unis, David Haviland s'installe en France avec sa famille en 1842. Son deuxième fils, Théodore, né en France, sera l'un des principaux artisans de l'industrialisation de la production de porcelaine à Limoges.

<sup>121</sup> Né à Milan, Ettore Bugatti s'établit en 1902 en Alsace. Cette dernière redevenant française en 1918, les productions Bugatti sont alors un des fleurons de l'industrie du luxe et de l'excellence sportive françaises.

métro, constitue pour lui une synthèse et le témoignage de sa contribution au développement économique de la France :

*« Parmi les milliers de bouts de pierre, j'ai regardé et il m'a semblé que c'était la meilleure. Je l'ai choisi, tellement belle, comme une espèce d'Arc de Triomphe. Dessus, j'ai écrit "RER 1973". Pour moi, c'est le trophée d'un guerrier des sous terrains. C'est mon trophée, le symbole de ma carrière, de ma contribution à la France.*

*Parce que nous, on a créé des choses. On a aidé la France à devenir plus riche. Si la France est ce qu'elle est aujourd'hui, c'est grâce à nous aussi. Les travaux du RER qui ont commencé vers 1965-1967 étaient faits à 80 % par des immigrés.*

*La station Charles de Gaule a été faite toute à la pelle, avec des pioches, des marteaux piqueurs... C'est de la terre et de la caillasse qui a été élevée ici avec de la sueur, l'effort des hommes. Pour être mineur, il faut avoir une volonté féroce, avoir des nerfs, des muscles capables pour entrer dans le souterrain.*

*On ne peut pas imaginer les souffrances que les gens ont eues. Je voyais que la plupart ne savait pas signer leur nom. Ils signaient avec une croix, pour obtenir leur paye hebdomadaire.*

*Moi, je me suis battu contre ça. J'ai repris les études, après le travail, le soir. Ça m'a permis de devenir chef d'équipe, puis chef de chantier.*

*Certains sont repartis, malades, sans rien, mais l'œuvre est restée. L'homme s'en va mais l'œuvre reste. On était des artistes. Quand on est conscient que l'on fait quelque chose pour les autres, on a de la passion, de l'amour, comme un type qui fait du violon, c'est pareil ; c'est un art. Trente ans à la RATP. Si je vais dans le RER aujourd'hui, je regarde, je suis fier ».*

Le 10 octobre 2007, lors de l'ouverture des galeries permanentes, Baptista de Matos est là, devant les vitrines, répondant aux nombreuses sollicitations des

journalistes : « C'est un événement pour nous autres. C'est la reconnaissance de ce que l'on a fait pour la France ».

Passé le temps des micros et des caméras, les pensées de Baptista vont vers son père : « *Il aurait été fier de voir ça... Un fils de mineur étranger dans un musée français...* ».

Baptista s'éloigne, le « guerrier du métro », comme il se définit lui-même, laisse désormais son « trophée » témoigner de son histoire.



La « pierre-trophée d'un guerrier du métro »

# Du « nouveau monde » à la « vieille Europe », de New- York à Limoges : l'itinéraire de la famille Haviland

*« Suivant la légende familiale, en 1066, le premier Haviland connu quitte la Normandie pour accompagner Guillaume le Conquérant à la bataille de Hastings. 800 ans plus tard, une branche revient s'établir en France, attirée par un art plus pacifique que la guerre mais dont le versant commercial demande autant d'agressivité »<sup>122</sup>.*

C'est une histoire peu banale que celle de la famille des porcelainiers Haviland, exposée en galerie permanente de la Cité Nationale de l'histoire de l'immigration, grâce à Laurens d'Albis – fils de Jean d'Albis, lui-même arrière-petit-fils de David Haviland – et avec le concours d'un dépôt de la Société Haviland.

Dès le Moyen Age, on trouve en effet la trace, en Normandie, d'un Pierre de Havilant dont le blason familial représente « un château à trois tourelles flanqué de deux merlettes ». Une partie de la famille quitte toutefois le royaume de France pour celui d'Angleterre, puis l'Angleterre pour l'Amérique, au moment de la persécution du puritanisme par Charles I<sup>er</sup>.

---

<sup>122</sup> Jean d'Albis, 1988, *Haviland*, ed. Dessain et Tolra, Paris.

Au fil des pérégrinations et des générations, le nom Havilant se transforme ainsi en Haviland, et dès 1648, les registres font état d'un William Haviland dans la ville de Providence, fondée en 1636 aux Etats-Unis d'Amérique par des puritains exilés. C'est donc par un mouvement de balancier inattendu de l'histoire que David Haviland (1814-1879), l'un des cinq frères d'une famille de « quakers » négociants en porcelaine à New York, vient s'installer à Limoges, au printemps 1842, avec sa femme Mary – alors enceinte – et son premier fils, Charles-Edouard, âgé de deux ans.

### **Entre légende familiale et réalité : la quête des origines d'un mystérieux service à thé**

Selon une lettre – toujours en possession de Laurens d'Albis – écrite par Charles-Edouard Haviland (1839-1921) et présentant l'histoire de la Société à un membre du jury de l'exposition universelle de 1878, cette saga familiale traversant l'Atlantique débiterait par la découverte fortuite d'un service à thé à la qualité exemplaire : *« En 1839, mon père était à New-York commissionnaire importateur de porcelaine et de faïence anglaises, lorsqu'il vit par hasard un service à thé de porcelaine française qui avait, je ne sais comment, trouvé son chemin à travers l'Atlantique. Mon père trouva la matière de ce service très supérieur à celle des porcelaines et des faïences anglaises qui faisaient l'objet de son commerce et pensa que ce serait une bonne affaire que d'introduire le premier en Amérique une vaisselle très supérieure à celle alors en usage dans son pays. Mais mon père savait seulement que les spécimens qui l'avaient frappé venaient de France et malgré toutes ses recherches il ne put en apprendre d'avantage.*

*Il partit donc pour la France avec ses échantillons, demandant à tous ceux qu'il supposait à même de le renseigner dans quelle localité ils avaient été fabriqués. A Paris enfin on lui dit que ce devait être de la porcelaine de Limoges ».*

Cet épisode du « service de Limoges » et de la quête de son origine est toutefois grandement nuancée aujourd'hui par Laurens d'Albis : *« C'est une belle histoire, mais je pense qu'elle tient plus de la légende qu'autre chose. Pour ma part, je pense qu'il y avait une crise économique du marché aux Etats-Unis et que la famille à chercher à diversifier son offre. C'est donc la crise qui a incité David Haviland à aller voir ailleurs. Dans un premier temps, à Foëcy, dans le Berry. Il est parti seul, dès 1840, chez les Pillivuyt, une autre famille de fabricants de porcelaine – également quakers – et qui fournissait déjà la boutique des frères Haviland de New York. Puis, il y est retourné avec sa femme et son fils en automne 1841, avant de partir pour Limoges ».*

La famille Haviland a-t-elle été déçue par son séjour dans le Berry ? Toujours est-il qu'au printemps 1842, David Haviland s'installe finalement à Limoges, sans doute attiré par la qualité d'un kaolin encore peu valorisé et qu'il destine au marché américain.

### **Un Américain à Limoges**

David Haviland réalise alors l'ampleur de la tâche qui l'attend : *« Mon père, habitué aux formes et aux décorations anglaises beaucoup plus appropriées au goût et aux besoins des Américains, constata donc que tout était à faire pour façonner et décorer cet admirable kaolin du Limousin suivant les besoin de son commerce. Mais pour qui a fait à la recherche du lieu de fabrication d'un service à thé, un peu plus long voyage que ne serait aujourd'hui le tour du monde, aucune difficulté ne devait paraître considérable et mon père se mit à l'œuvre ».*

Dans un premier temps, David Haviland visite les rares<sup>123</sup> fabriques locales et sélectionne les productions qu'il expédie ensuite vers la galerie familiale de New York.

---

<sup>123</sup> Dans sa lettre, Charles Edouard Haviland précise qu'elles devaient être au nombre de quatre ou cinq à l'époque.

Puis, à partir de 1847, il ouvre son propre atelier de décors de porcelaine et fournit aux fabricants locaux des formes en prévision du marché américain.

Seulement, la lettre de Charles-Edouard, récapitulant les premières années de la famille en France, évoque également les jalousies et les haines que ne manque pas d'entraîner l'implantation de cet entrepreneur américain auprès des ouvriers des autres manufactures : *« J'ai souvent entendu raconter dans nos ateliers quelle émeute il y eût parmi les quelques « faiseurs de rinceaux » de ce temps, lorsque mon père établit d'un coup un atelier de cent apprentis peintres avec quatre professeurs. Dans les premiers temps, élèves et professeurs ne circulaient que par bandes afin de pouvoir se défendre contre les menaces d'un mauvais coup ».*

Il faut dire que les affaires de David Haviland fleurissent. Les exportations de porcelaine limousine vers l'Amérique passent en effet de 753 à 8594 colis entre 1842 et 1853, avec comme nouveau fait d'armes, la commande par Madame Lincoln d'un service de table officiel pour la Maison-Blanche.

Aussi, et malgré les pressions, *« le chiffre d'affaire permet alors d'envisager des investissements majeurs. David achète un terrain rue du crucifix et dépose un permis de construire pour une usine de deux fours pour le blanc et vingt moufles pour le décor ».*

### **D'une guerre à l'autre ou les aléas du commerce transatlantique**

Tout semble donc idéalement se profiler pour l'entrepreneur américain passant graduellement de l'artisanat à l'industrie. Seulement, comme le relève Laurens d'Albis, la guerre de Sécession survient à partir de 1861 et l'élan est brisé : *« Haviland vendait pratiquement toute sa production sur le marché américain. Aussi, tout a été arrêté, en particulier la construction de l'usine. A New-York, Haviland Brothers fait faillite en 1863 et les "limousins" – qui n'étaient en quelque sorte qu'une filiale de la boutique des Etats-Unis – se retrouvent*

*finalement seuls. C'est ainsi que l'usine de Limoges prend le nom d'Haviland & C<sup>o</sup> ».*

Une fois la paix revenue aux Etats-Unis, David revoit sa stratégie commerciale et décide d'associer ses deux fils au développement de l'entreprise. Charles-Edouard devient ainsi le directeur de l'usine et Théodore, né quatre mois après l'arrivée à Limoges, part aux Etats-Unis promouvoir la « french porcelain » face à la concurrence anglaise et allemande.

Si Théodore (1842-1919) s'acquitte parfaitement de sa tâche, Charles-Edouard s'affirme quant à lui comme le nouveau patron de l'entreprise, prenant peu à peu le pas sur l'autorité paternelle.

Mais en 1870, la guerre avec l'Allemagne vient contrarier les plans de la famille Haviland. Les ouvriers sont alors mobilisés et c'est cette fois la production française qui est perturbée, malgré une demande toujours soutenue.

Grâce à une politique d'investissement audacieuse, basée sur des emprunts à court terme et sur l'ouverture à Paris d'un atelier de recherche artistique<sup>124</sup>, Charles-Edouard se retrouve toutefois, à la fin des années 1870, à la tête de la plus moderne des manufactures de Limoges. Autrement dit, cette industrie limousine, dirigée par des Américains et ayant les Etats-Unis pour principal débouché, est bien l'un des fleurons de l'industrie du luxe français de l'époque : *« C'est donc 55 millions d'argent américain que notre maison a déjà porté en France et à distribué à ses ouvriers français et sur lesquels le Gouvernement français a perçu ses impôts. N'avons-nous pas encore rendu quelques services à l'industrie française en ouvrant une voie où beaucoup nous ont suivis ? Ils l'auraient sans doute trouvée sans nous, mais beaucoup plus tard à coup sûr et pas sans tâtonnements et sans écoles que notre exemple leur a évités.*

*Si l'on remarque qu'en France même, la céramique française ne lutte contre la céramique anglaise qu'avec une protection douanière de 20%, on peut se*

---

<sup>124</sup> L'atelier d'Auteuil, dirigé par Félix Bracquemond, s'inspire notamment de l'engouement pour les décors japonisants.

*demander comment elle pourrait lutter en Amérique sur un pied d'égalité si des Américains constamment au courant du goût et des besoins de leurs compatriotes ne donnaient sans cesse à la porcelaine française des formes et des décorations plus complètement dans le goût américain que les produits anglais ».*

Au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, cette tradition d'entreprise familiale tourne à la concurrence fratricide. Théodore, revenu en France après la mort de son père en 1879, supporte mal en effet l'autorité de son frère. Il fonde ainsi en 1892 une usine plus moderne, permettant de renouveler rapidement tant les formes que les décors, et qui s'imposera bientôt face à celle de son frère.

Plus tard, William – fils de Théodore – et ses descendants perpétueront encore un temps la dynastie Haviland à qui la porcelaine de Limoges doit finalement une partie importante de son essor industriel.

## Quand des papiers périmés se transforment en documents d'histoire et de patrimoine

*« Depuis toujours, j'ai été intéressée par tout ce qui touche à mes racines. Lorsque j'ai pris connaissance de l'ouverture d'un musée dédié à l'histoire de l'immigration, je me suis rendue sur le site internet. Il m'a donné envie de visiter ce musée lors d'une visite à Paris. Ce voyage s'est déroulé début octobre 2008. Avant de partir, je suis retournée sur le site et j'ai poussé – virtuellement – la porte de la galerie des dons. Cela m'a convaincu de participer à cette mémoire. D'apporter ce témoignage, peut-être inconsciemment pour mes petits-enfants, Amaury, Maëlys, Nils et Allegra, mais aussi pour rendre hommage à mes parents »<sup>125</sup>.*

Le 30 septembre 2008, avant même sa première visite à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, Marie-Louise Savoy adresse la proposition suivante au musée : *« Je suis d'origine italienne, mon père est venu en France en 1925 avec un contrat de travail, ma mère pour l'épouser au consulat de Saint-Etienne en 1928. Ils sont originaires tous les deux d'un petit village du Trentin : Camposilvano di Vallarsa. J'ai retrouvé leur première carte d'identité française après leur naturalisation. Pensez-vous que cela puisse faire l'objet d'un don ? »*. La « redécouverte » de ces cartes d'identités dans les papiers familiaux remonte en fait à 1998, au moment où Laure, la fille de Marie-Louise, réalise une étude

---

<sup>125</sup> Marie-Louise Savoy, fille d'Ettore et Giuseppina Pozzera.

sur les Italiens de Saint-Etienne : « *Ma seconde fille, alors étudiante à l'IEP de Grenoble, a fait un mémoire sur le thème La communauté italienne de Saint-Etienne, 1890 –1990 : Un Italien chasse l'autre, de l'intégration à la désintégration à l'italienne. Il traite des différentes immigrations italiennes qui se sont succédé à Saint-Etienne. Elle consacre notamment un chapitre à « Saint-Etienne Di Vallarsa, la micro-communauté trentine ». Pour cette étude, elle a "exhumé" les documents que j'avais retrouvés chez ma mère au moment de son décès. Parmi eux, ces premières cartes d'identité française que ma mère avait conservées. Elles m'ont paru être le symbole de cette volonté de mes parents de s'intégrer par le travail, ainsi que l'aboutissement de leurs efforts pour être acceptés et en même temps leur fierté d'être français ».*

C'est donc au cours de ce travail universitaire que les *papiers périmés* d'Ettore et Giuseppina se transforment en *documents d'histoire*, la famille renouant ainsi avec son héritage et sa propre mémoire.

### **Depuis le Trentin jusqu'à Saint-Etienne**

C'est à Camposilvano Di Vallarsa que naissent Ettore Pozzera<sup>126</sup> (1903-1962) et Giuseppina Forti (1906-1989). Village italoophone d'une vallée des petites Dolomites, il est situé dans la province alors autrichienne du Trentin (*WelschTirol*), à proximité de la frontière italienne. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la pénurie de travail incite les villageois à partir travailler en Autriche. Avec la Première Guerre mondiale, tous les habitants du village sont déplacés en Italie, vers Bevilaqua<sup>127</sup>, puis en Ligurie. Mais après le traité de Saint-Germain-en-Laye (1919) réglant l'issue du conflit, le Trentin devient italien et la frontière autrichienne se ferme.

---

<sup>126</sup> Marie-Louise Savoy précise que, « *lors d'un voyage, j'ai fait la connaissance d'un cousin de mon père qui avait fait des recherches généalogiques remontant simplement à la troisième génération mais qui m'a fait découvrir que mon trisaïeul, venait d'un village portant le nom de « Contra Pozzera, » qui existe toujours ».*

<sup>127</sup> Dans le périple vers Bevilaqua, Giuseppina perd sa mère, Virginia Martini, le 3 août 1916.

Aîné d'une famille de quatre enfants<sup>128</sup> et à la recherche d'un emploi, Ettore, comme d'autres hommes de son village, répond alors à une annonce affichée en mairie pour venir travailler en France<sup>129</sup>, le manque de main d'œuvre affectant tout particulièrement le secteur du Bâtiment et Travaux Publics<sup>130</sup>. C'est ainsi qu'Ettore et son frère cadet, Virgilio, arrivent à Saint-Etienne en 1925, avec un contrat de travail de maçon.

Près de trois ans plus tard, Giuseppina rejoint Ettore. Ils se marient le 18 février 1928 au consulat italien de Saint-Etienne, ville où ils passeront toute leur vie : *« mon père a toujours été estimé par sa volonté de travail bien fait. Ma mère a travaillé très peu, à domicile, elle assurait la maison et l'éducation des enfants. Au début de leur mariage, ils ont habité sous les toits, puis ils ont déménagé dans une pièce dans une cour d'un immeuble où il y avait d'autres immigrés d'origine arménienne. De cette période, je ne sais à vrai dire pas grand-chose, si ce n'est que les premières années n'ont pas été faciles, Ils ont appris le français par eux-mêmes, mon père grâce à son travail, ma mère grâce à des voisines françaises mais surtout à la scolarisation de mes frères ».*

### **Entre « ici » et « là-bas » et l'adoption de la France**

Le 25 avril 1929 naît Elvio, bientôt rejoint le 7 septembre 1931 par Maurice. Avec l'arrivée des enfants, la famille s'établit dans un autre appartement de deux pièces, toujours dans le même immeuble, où Ettore et Giuseppina hébergent temporairement les membres de leurs familles respectives cherchant du travail en France : *« Après leur mariage, mes parents ont accueilli*

---

<sup>128</sup> Ettore est l'aîné d'une famille de quatre enfants : Virgillio, Rosina et Marina.

<sup>129</sup> Le 30 septembre 1919, l'Italie conclue un accord avec la France. Le gouvernement transalpin s'engage à fournir la main d'œuvre nécessaire contre l'engagement du gouvernement français à fournir aux recrues italiennes un traitement égal à celui des travailleurs français. Toutefois, l'Etat français abandonne bientôt cette gestion au secteur privé.

<sup>130</sup> Voir Barjot Dominique, « Les Italiens et le BTP français du début des années 1860 à la fin des années 1960 : ouvriers et patrons, une contribution multiforme », in *L'émigration-immigration italienne et les métiers du bâtiment en France et en Normandie*, cahier des Annales de Normandie, n°3,1 pp : 69-80.

*successivement, dans leur petit appartement de deux pièces, des cousins de mon père, les frères de ma mère, lorsque ces derniers sont venus à leurs tour travailler à Saint-Etienne. Mon grand-père paternel est aussi venu, pour des contrats temporaires, toujours hébergé par mes parents ».*

Au moment où les Italiens représentent près de 30% de la population étrangère de l'époque, la famille retrouve un coin d'Italie à Saint-Etienne : *« Nous n'habitions pas très loin de la Mission Italienne, où ma mère allait à la messe et retrouvaient ses cousines, ses amies et d'autres femmes d'immigrés de la Vallarsa. Il y avait aussi le "Patronage Saint-Joseph", dirigé par les Religieux de Saint-Vincent de Paul, que mes frères fréquentaient. A douze ans, Elvio est d'ailleurs entré au petit séminaire de cette congrégation. Ma mère en a été très fière<sup>131</sup>. Comme tous les immigrés, mes parents ont aussi envoyé de l'argent régulièrement à mes grands-parents paternels pour les aider. Et à la naissance de mon frère Maurice, Elvio est allé chez mes grands-parents paternels où il est resté quelques temps. Mais contrairement aux familles des frères de ma mère, des cousins de mon père, mes parents ne se rendaient pas tous les ans en Italie. Peut-être cela coûtait-il trop cher ? Ce qui à la fois devait être dur mais qui a sans doute favorisé leur intégration ».*

La famille s'agrandit de nouveau avec l'arrivée de Louis (10 juillet 1937), puis de Marie-Louise (3 avril 1944).

Mais, par crainte d'être « renvoyé » en Italie et aussi en raison d'une certaine xénophobie à l'encontre des Italiens, Ettore demande sa naturalisation durant la Seconde Guerre mondiale. Il l'obtient pour toute la famille en juillet 1947, moment où Ettore et Giuseppina acquièrent leur première carte d'identité française. Giuseppina devient alors « Joséphine » et Ettore « Hector » : *« Elvio et Maurice, ont été scolarisés à l'école primaire publique du quartier, où ils y avaient d'autres enfants d'immigrés de diverses nationalités. Louis et moi avons eu un régime différent. Nous avons été scolarisés en écoles privées. Pour ma*

---

<sup>131</sup> Elvio deviendra prêtre des Religieux de Saint-Vincent-de-Paul.

*part, contrairement à mes frères aînés je n'ai jamais eu à souffrir de ma situation de petite fille d'immigrée. J'avais trois ans lors de la naturalisation de mes parents sur laquelle je suis mentionnée. Mes frères l'ont été séparément ».*

### **De l'opportunité du métier de plâtrier peintre à la tradition familiale et les liens maintenus avec l'Italie**

Bien que sans qualification initiale, Ettore travaille dans le bâtiment tout au long de sa vie professionnelle. Maçon – par nécessité – à son arrivée, il devient par la suite plâtrier peintre. Ettore restera en fait chez son premier employeur jusqu'à ce que son fils, Maurice, plâtrier peintre lui aussi, monte sa propre entreprise en 1955. De même, après des études à l'école de l'EDF, Louis travaillera lui aussi avec Maurice, avant d'avoir sa propre entreprise. Aujourd'hui, François, fils aîné de Louis, a repris le flambeau familial : il est à son tour artisan plâtrier peintre.

Parallèlement, Marie-Louise, qui deviendra assistante sociale, renoue avec les racines italiennes de la famille : *« j'avais 5 ans lorsque je suis allée en Italie pour la première fois avec ma mère et mes frères, pendant que mon père était resté à Saint-Etienne pour travailler. J'ai ainsi fait la connaissance de mes grands-parents paternels à Camposilvano, de la famille de la sœur de ma mère dans la banlieue de Vérone et de celle des sœurs de mon père à Rovereto. J'y suis retournée en 1956, après le décès de mes grands-parents lorsque mon père et son frère ont vendu la maison de Camposilvano. C'est plus après le décès de mon père que j'y suis retournée plus souvent, à partir du moment où mes frères ont eu une voiture. J'ai gardé des liens avec mes cousins et cousines. Récemment avec ma cousine Lina, fille de Virgilio, nous avons fait un "pèlerinage" à Camposilvano, où nous avons encore un cousin ».*

Mais les liens avec l'Italie ne concernent plus désormais que le seul passé : *« Avec mon mari André, nous avons deux filles. Anne, établie à Montluçon et Laure, qui vit à Modéna en Italie. Au cours de son année "Erasmus" à Milan, Laure a rencontré son mari, Luca Saracino, avec qui elle a eu deux enfants, Nils*

*et Allegra. Aujourd'hui, nous allons souvent en Italie, puisque notre fille y réside et que sa belle-famille est italienne ».*

Le 5 décembre 2008, les deux cartes de Joséphine et d'Hector Pozzera, proposées par Marie-Louise et Louis, ont été soumises à la Commission d'acquisition du musée. C'est ainsi que depuis cette date, l'histoire de la famille Pozzera suggérée par ces papiers d'identité est venue s'insérer dans le patrimoine national.

## **De la malle familiale au musée national. Le dernier voyage d'un énigmatique costume roumain**

*« J'étais curieuse de voir la Cité nationale de l'histoire de l'immigration parce que c'est un thème qui m'intéresse à double titre. Tout d'abord vis-à-vis de ma famille, mais aussi parce que j'ai moi-même émigré – si l'on peut dire – par mariage. Bien entendu, ce n'est pas la même immigration. Je suis partie en Allemagne de manière volontaire, ce n'était pas quelque chose de subi. Cela dit, quand on est là-bas, on le subit, car on ne se rend pas réellement compte de ce que c'est que d'arriver dans un pays étranger. En plus l'Allemagne, ce n'était vraiment pas neutre. Rien n'était évident. Je ne parlais pas la langue, je perdais mes références, mes critères de jugement, mes certitudes et mon humour. Et puis, vu mes origines, je ne pouvais écarter l'histoire du troisième Reich. Mais je ne suis pas venue vous raconter mon histoire mais celle de la famille. »<sup>132</sup>*

### **La dépositaire de la famille**

Le 25 mars 2009, Christine H. vient remettre au musée de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration un costume de femme roumaine ayant appartenu à son arrière-grand-mère arrivée à Paris en 1887 : *« Je suis venue ici une première fois, puis j'y suis retournée à l'occasion d'une visite guidée. C'est à la suite de cette deuxième visite que j'ai pensé effectuer un don en voyant les objets qui étaient exposés. Je me suis alors souvenue que j'avais pas mal d'objets, parfois à la cave, et qu'ils risquaient de s'abîmer. Et puis finalement, ces objets ne*

---

<sup>132</sup> Christine H., arrière-petite-fille de Dorothée et Paul Dulberger.

*servent plus à personne. L'histoire de la famille commence un peu à passer. J'ai deux fils et deux neveux. Je ne sais pas si ça les intéresse particulièrement. J'ai tout de même parlé de ma démarche à mon frère.*

*Dans la famille, ce qui est drôle, c'est que c'est moi qui suis dépositaire de notre histoire. Mon frère me dit toujours : "mais d'où tu sais ça ?". Je ne sais pas. Je crois que mes parents – et en particulier mon père – m'en ont plus parlé qu'ils ne l'ont fait avec mon frère. Ou bien cela ne l'intéressait pas, à l'époque. Enfin, je ne sais pas pourquoi, mais je m'aperçois que j'ai ce rôle de dépositaire dans la famille. Alors j'informe mes fils et la génération suivante sur l'histoire de la famille. C'est comme ça. Et puis mes arrières grands-parents n'ont eu qu'une fille, mes grands-parents n'ont eu qu'un fils. Tout cela fait aussi que rien n'a été dispersé dans la famille. Tout est chez moi ».*

### **D'Odessa à Jassy, de Jassy à Paris**

Née à Odessa (actuelle Ukraine) en 1865, Dorothée Bick, se marie avec Paul Dulberger, quant à lui natif de Jassy (actuelle Roumanie), ville dans laquelle ils s'installent : *« Comment se sont-ils rencontrés ? Je n'en ai aucune idée. Je ne connais pas grand-chose de leur histoire. Tout ce que je sais, c'est qu'ils sont venus à Paris en 1887, quelques mois après la naissance à Jassy de Zéphirine – comme le Zéphire – ma grand-mère.*

*C'étaient des gens qui avaient une certaine fortune. Mon arrière-grand-père était diamantaire et ils avaient un train de vie comportant un certain luxe. Je le vois à toutes les choses et photographies dont j'ai hérité. D'autre part, je le vois aussi au travers de la correspondance de ma grand-mère avec des cousines d'Odessa et de Bucarest, qui évoquent leurs toilettes et voyages à Monte-Carlo, à Paris, en Allemagne et en Suisse. Une cousine, Cécile, fait des études de médecine à Würzburg et ceci vers 1910 et envoie régulièrement des nouvelles à sa cousine. Les cartes postales que reçoit Zéphirine sont écrites en parfait*

*français, ce qui me fait aussi penser que mes arrière grands-parents parlaient déjà la langue avant de partir pour la France.*

*Je pense qu'ils sont partis de Jassy à cause des pogroms. Il y avait de toute façon une discrimination par rapport aux juifs et, dès qu'ils le pouvaient, ils partaient. Pour eux, Paris devait être la capitale du "Siècle des Lumières", des "Droits de l'Homme". On partait vers Paris car c'était là où on s'imaginait une liberté possible. Ce qui d'ailleurs était vrai, car ils ont très bien vécu à Paris. Ils se sont installés dans un appartement dans le IX<sup>e</sup> arrondissement. Ils devaient sûrement connaître des familles qui étaient parties avant eux, mais sans savoir concrètement ce qui les attendait. Mon arrière-grand-père étant franc-maçon, cela leur a peut-être procuré des relations et des facilités pour s'installer. Toujours est-il qu'ils devaient connaître des gens, car j'ai récupéré un service de soixante assiettes ! »*

Etabli à Paris, Paul, l'arrière-grand-père, continue son travail de diamantaire :  
« *Paul n'était pas religieux, mais Dorothee l'était. Pour mon arrière-grand-père, la chose la plus importante était la connaissance. Il exhortait mon père - son petit-fils - à l'activité intellectuelle, à la maîtrise de la culture. C'était très important pour lui, je l'ai retrouvé dans leur correspondance où il s'exprimait avec beaucoup de tendresse et d'humour ».*

### **De l'empire russe à la vie parisienne**

Les années passent et Zéphirine se marie à son tour, « *à un juif bien sûr, il ne pouvait en être autrement à cette époque ».*

Sigmund (Sigismond en français), celui qui allait devenir le grand père de Christine, vient vers 1906 de Riga (empire russe de l'époque) : « *De ce côté de la famille, ils étaient pharmaciens depuis des générations, mais j'ai entendu dire que mon arrière-grand-père avait quant à lui des moulins à Riga. J'ai retrouvé des traces de pharmacies à Mitau, en Lettonie et à Hungerburg, à côté de Narva, à l'est de Tallin, qui s'appelait à l'époque Reval, en Estonie.*

*Hungerburg était alors le port de Narva et une station thermale. C'était là que le frère aîné, Sascha, avait ouvert une pharmacie. Ce qui est extraordinaire, c'est que j'ai encore un mortier de pharmacien à la maison. C'est la seule chose qui me reste de ce côté de la famille. Ça m'amuse toujours de voir que cela a passé les générations.*

*Mon père disait que sa famille venait du Duché de Courlande. On ne parlait ni de Lettonie, ni d'Estonie, à l'époque. Il disait aussi que la famille avait une "guilde". La guilde était, en Russie tsariste, une corporation de riches marchands ayant leurs propres droits. Les guildes étaient depuis Pierre le Grand transmissibles héréditairement. Cela permettait à la famille de vivre comme des citoyens du Tsar non-juifs. Ils n'étaient pas obligés de vivre dans un ghetto et n'étaient pas soumis à des restrictions. En particulier, ils pouvaient se déplacer comme ils le désiraient. Mais en cette fin de siècle, le tsar avait aboli quelques-uns de ces privilèges. Cela touchait en particulier le service militaire qui avait été allongé pour les juifs à six ans. Les deux derniers fils de la famille ont donc été en quelque sorte obligés d'émigrer.*

*Mon grand-père est arrivé à Paris, en passant par Anvers avec son frère, Nicolas. Ce dernier avait inventé un système de conservation du blé pour l'exportation – c'est un très vieux cousin de mon père, un des fils de Nicolas auquel j'ai rendu visite récemment qui m'a raconté ça – et ils sont arrivés en vivant sur un grand pied à Paris grâce à ce brevet.*

*Ensuite, les deux frères, une fois en France, ont créé une industrie de parapluies et de cannes. Ils avaient aussi des magasins de vente à Paris, boulevard Saint-Michel et rue de Rivoli.*

*Si ma grand-mère était déjà une "parisienne", puisqu'elle y est arrivée âgée de quelques mois, mon grand-père restait russe, aussi bien dans ses habitudes que dans ses méthodes d'éducation autoritaires. Mon père quant à lui, né à Paris, était tout à fait parisien, et il en a conservé toute sa vie l'allure et l'esprit. Mon grand-père, malade, ayant cédé ses parts de l'usine de parapluies à son frère,*

*mon père travaillait chez un fabricant de montres suisses. La famille a commencé à restreindre son train de vie.*

*Et puis il y a eu la guerre... ».*

### **L'énigmatique « témoin » de la venue d'une famille**

C'est donc au regard des différents documents, lettres et objets dont elle a hérité et qui constituent finalement la généalogie matérielle de la famille, que Christine choisit, pour évoquer la venue en France des membres de sa famille, de donner le costume que son arrière-grand-mère avait placé dans ses bagages : *« Ce costume a toujours été chez nous, dans des malles. Mon frère n'en voulait pas au moment où on a fait le tri dans les affaires des arrière grands-parents et grands-parents et j'en ai finalement hérité ».*

La transmission tacite des objets et documents de famille n'implique pas nécessairement en effet que l'ensemble des choses héritées soit conservé. Entre les objets que l'on garde, ceux que l'on transmet, ceux dont on se défait ou que l'on jette et encore ceux que l'on perd et que l'on regrette, on s'aperçoit que préserver les objets légués par les ascendants – et à plus forte raison les faire parler par le jeu des souvenirs et de l'oubli de la mémoire familiale – ne va pas forcément de soi.

Toujours est-il qu'après la visite du musée, ce costume prend une autre dimension, un nouveau sens. Enfoui jusque-là dans une malle, il devient potentiellement le support de mémoire et le symbole de la venue en France de la famille : *« A la maison, on me disait toujours : "c'est le costume de roumaine de ton arrière-grand-mère". À mon avis, il était "folklorique" par rapport à leurs manières de vivre. Ils ne s'habillaient pas comme cela, on le voit bien sur les photographies. Et je suppose que Dorothee ne l'a jamais porté une fois à Paris ».*

Dès lors que venait faire ce costume dans les bagages ? Christine avance une hypothèse au regard de sa propre histoire : *« J'ai épousé un Bavarois. Et quand*

*j'ai été pour la première fois en Bavière, mon mari m'a offert un "dirndl", un costume folklorique avec un petit corselet et un tablier que l'on porte encore souvent en Bavière et en Autriche. Quand on veut se faire beau, hommes et femmes portent volontiers le costume traditionnel. Je ne l'ai jamais mis, mais cela m'a fait plaisir et il est toujours dans mon armoire. Alors, je ne sais pas. Peut-être qu'en épousant un Roumain, mon arrière-grand-mère s'est vue, elle aussi, offrir ce costume de roumaine ? Peut-être y avait-il des moments où mon arrière-grand-mère – jeune, vue la taille de guêpe de la jupe – portait ce costume. Enfin c'est ce que j'imagine. En tous cas, elle l'a pris dans ses bagages ».*

Objet finalement mystérieux, évoquant une altérité culturelle et sociale, ce costume de paysanne roumaine devient le témoin matériel favorisant la mise en récit du roman familial transmis au fil des générations. Sorti d'une malle dans laquelle il avait dormi pendant de longues années, il est en définitive élu pour rendre hommage, dans la solennité du musée, aux arrière grands-parents primo arrivants en France : *« Je n'ai pas pensé à d'autres musées pour ce don. C'était clair que c'était à la Cité que je voulais donner ce costume : c'est l'immigration qui est importante à raconter au regard de ce costume. Le fait que ces gens sont arrivés, ici, en France, un jour. Qu'ils se sont installés et que maintenant, cela fait cinq générations et bientôt six ! ».*

## Les mémoires d'un père en héritage

*« Avec mon faible vocabulaire, je ne peux décrire toutes les atrocités que j'ai vécues, d'ailleurs cela serait trop long. Et puis quel Arménien de mon pays n'a pas son histoire atroce ?*

*Pourtant le récit des évènements que je raconterai est tellement imprégné dans ma mémoire et mon âme, que je m'en souviens après soixante-trois ans. Et l'émotion m'étrangle toujours »<sup>133</sup>.*

En fin d'année 2007, après avoir visité la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, Jacques Bedrossian – accompagné de son cousin Pierre Mampreyan<sup>134</sup> – propose d'évoquer la vie de son père, Arménien venu de Cilicie, à partir de documents devant faire l'objet d'un don au musée.

Cette initiative vient, en quelque sorte, conclure une démarche entamée par les deux cousins autour de la vie de leurs parents respectifs : *« On a eu un peu un rejet de toute cette histoire, pendant notre adolescence et même pendant notre vie professionnelle. Et c'est revenu après coup, quand nos parents ont disparu »*, explique Jacques Bedrossian.

---

<sup>133</sup> Extrait des *Mémoires de Melkon Bedrossian, le récit mouvementé de notre déportation de notre village en Turquie, 1905-1918*.

<sup>134</sup> Lui aussi dans une démarche de don vis-à-vis de l'histoire de son père.

## Sur les traces d'une histoire familiale et d'une mémoire d'exil

*« Les parents étant là, la mémoire était là, ce n'était pas important que l'on s'en occupe. Mais après, on entendait plus parler de ceci, plus parler de cela... C'est là où on a pris la relève en quelque sorte. Et on regrette énormément de ne pas avoir fait connaître ce que l'on fait aujourd'hui à nos parents. C'est devenu un hommage posthume ».*

Tribut aux parents disparus, retour vers les origines d'une famille et volonté de faire vivre et connaître une identité arménienne « déterritorialisée »<sup>135</sup>, tels sont les moteurs de cette démarche menant à un passé ravivé et aux vitrines du musée : *« Avant la retraite, on n'avait pas nécessairement le temps de rechercher dans le passé. Il fallait travailler, s'occuper de la famille... Bien entendu il y avait les commémorations du 24 avril<sup>136</sup> qui avaient un peu engagé les choses. Et puis il y a eu aussi l'ASALA – l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie – et l'attentat d'Orly<sup>137</sup>. C'est à partir de ce moment, à l'occasion de coups durs avec lesquels nous n'étions pas d'accord, que l'on a commencé à parler de tout cela dans la famille ».*

Retraité, Jacques Bedrossian part alors sur les traces de ses parents : *« J'ai fait le Liban, là où étaient les parents à Grazir, la Syrie. Et j'ai fait aussi la Turquie de l'Est en 1992, là où vivaient nos parents. Comme c'était en voyage organisé, j'ai demandé à ce que le car passe à Marache. On m'a donné une demi-heure pour me promener. J'ai essayé, à ma manière, sans connaître la langue, d'interroger des vieux turcs, de savoir où était le quartier arménien. Ils m'ont fait comprendre qu'il n'y avait plus rien et que tous les Arméniens étaient partis*

---

<sup>135</sup> Martine Hovanesian, 1992, « L'élaboration d'un sens communautaire. Compléxité de la réalité arménienne », *Hommes et Migrations* (Mémoire multiple), n° 1158, pp. 29-36.

<sup>136</sup> Le samedi 24 avril 1915, à Istanbul, capitale de l'empire ottoman, 600 notables arméniens sont assassinés sur ordre du gouvernement. C'est le début d'un génocide, le premier du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>137</sup> Attentat à la bombe perpétré à l'aéroport d'Orly, près du bureau de lignes aériennes turques, le 15 juillet 1983 et causant la mort de huit personnes.

*en Syrie... Et pour cause ! D'après ce que j'ai compris, les quartiers ont été brûlés et il ne reste plus rien de ce qui était arménien à Marache ».*

Mais la démarche de Jacques, impliquant un retour sur la terre natale de ses parents, n'est pas toujours bien perçue par les autres enfants des rescapés du génocide : *« A l'époque, on m'a traité d'inconscient, parce que dans le cœur des Arméniens, aller en Turquie, c'était tabou. On m'a dit : "tu vas donner de l'argent dans ce pays pour voyager alors qu'ils nous ont fait beaucoup de mal" ».*

Jacques et Pierre sont donc partis vers leurs racines arméniennes et ont fait de leurs recherches un devoir de transmission suivi par toute la famille : *« Je n'ai pas d'enfant. Mais tous les documents que j'ai pu réunir avec mon cousin – Pierre – ont été dupliqués aux sœurs aux frères, aux petits enfants. Les objets qui étaient jusque-là disséminés dans la famille nous ont été envoyés<sup>138</sup>. On a fait en sorte de tout continuer. Ça serait dommage que ça s'arrête à nous. Et maintenant on attend – et toute la famille avec nous – que tout cela soit présenté au musée ».*

### **Les « mémoires de papier » de Melkon Bedrossian**

Melkon Bedrossian est né le 15 avril 1906 dans le village de Sarelar, au pied de la montagne Guéavour Dagh, en Cilicie (actuelle Turquie). Orphelin de père depuis les massacres de 1909, il fait partie de ces Arméniens contraints à l'exil pour fuir le génocide perpétré de 1915 à 1916 par le gouvernement des Jeunes Turcs de l'Empire ottoman, les accusant de collaboration avec l'ennemi russe de l'époque.

Soixante-trois ans plus tard, Melkon entreprend de rédiger les mémoires de cet exode sur un cahier d'écolier où est inscrit sobrement : *« Bedrossian Melkon, 14 rue du Coteau, 92 160 Antony ».* Son fils, Jacques, traduit et dactylographie

---

<sup>138</sup> *« Mon oncle a toujours voulu symboliser les choses et chaque événement de sa vie. Il aimait faire les choses qui restent. Il a fait des tableaux, des portraits, en marqueterie d'anciens rois d'Arménie », Pierre Mampreyan.*

ce manuscrit rédigé dans la langue maternelle de Melkon et tient désormais à transmettre ce témoignage qui devient ainsi le support matériel de l'histoire de la famille : « *Un matin, la triste nouvelle arriva. Le décret était paru et une ordonnance lancée. Les Arméniens<sup>139</sup> devaient quitter le village et prendre le chemin de la déportation dans un délai de huit heures, c'est-à-dire avant le soir. A cette période, notre père, victime des persécutions, avait laissé veuve ma jeune mère, trois sœurs et moi-même. Nous étions dans l'embarras car le bétail était au champ, les chèvres et les moutons à paître sur la montagne, nous ne pouvions rien récupérer ni vendre. Nous avons emmené tout ce que nous pouvions charger sur le cheval. Le strict nécessaire, quelques couvertures, habits et outres de peau de chèvre pour conserver l'eau. Nous aurions voulu emporter tant de choses !*

*Ce jour triste et noir, nous avons abandonné à la hâte, jardins et maison. Notre caravane se composait de trois villages voisins, Sarelar, Kezel Aghay et Gueul Djeyiz.*

*Dès lors, nous devenions apatrides, condamnés à la précarité et à l'errance, notre survie dépendrait de charité, d'hospitalité et de chance. Notre souci : rester ensemble. (...) Direction Alep, en Syrie. Nous avons escaladé des montagnes et traversé des rivières. J'avais à peine dix ans, c'était un supplice mais il fallait continuer. (...) Arrivés à la frontière, à Eradjov, ce fut un miracle : je vis pour la première fois un gigantesque pont en fer qui reliait deux montagnes ainsi qu'un train. (...) Nous ne savions pas quels tristes jours nous attendaient. Nous avons la nostalgie de la vie de notre pays qui nous paraissait comme un paradis. Les gens affamés, assoiffés et malades mourraient tous les jours au bord des routes ».*

---

<sup>139</sup> Principalement les femmes et les enfants, les hommes non mobilisés dans les rangs de l'armée ottomane étant très vite assassinés.

### **« Liban et orphelinat de Ayntoura »**

*« Arrivés à Hama, tous les enfants furent rassemblés, les têtes rasées, et séparés de leurs parents. Ma mère et ma grande sœur d'un côté, mes petites sœurs et moi d'un autre (...). Le lendemain, nous avons pris le train pour le Liban. Après avoir traversé Baalbeck le soir, nous sommes arrivés à Rayat où la ligne de chemin de fer se divisait en deux directions, l'une vers Damas, l'autre vers Beyrouth. Nous avons passé la nuit sous les tentes des soldats allemands et c'est ici que j'ai vu une automobile pour la première fois.*

*Le lendemain, départ vers Beyrouth, toujours par train, tellement lent qu'en escaladant la montagne, un de nos camarades est descendu du train pour boire l'eau de la source qui se trouvait juste à côté de la voie et a repris le dernier wagon du train (...). Notre destination finale était l'orphelinat d'Ayntoura, un ancien collège français à 25 kilomètres de Beyrouth. Après avoir été sélectionnés et numérotés, nous fûmes convertis de force à la religion musulmane. Désormais mon nom était Négib, numéro 8 et mes sœurs, rebaptisées l'une Aychée et l'autre Loutfia. C'était dur et humiliant et nous pleurions souvent en pensant à notre maman, arrachée de nos bras à Hama. Tous les matins, la cloche nous réveillait les yeux rougis.*

*(...) Les conditions dans cet orphelinat devenaient insupportables. En secret, je préparais chaque jour ma fuite en mesurant les conséquences au cas où je serais arrêté (...). Un matin mémorable d'avril 1918, j'ai fait mes adieux à mes sœurs en larme. Sans être aperçu, j'ai sauté par-dessus la grille et me suis dirigé vers Damas, via les montagnes du Liban et avec pour seul compagnon, mon bâton d'exil, mille fois brisé et remplacé depuis (...). Six mois après mon évasion, l'armée anglaise aidée de légionnaires arméniens libèrent l'orphelinat et capturent le personnel turc ».*

## La « mémoire vivante » d'un fils et d'une famille

La suite de ce voyage irréversible de Melkon, est racontée par son fils, Jacques :  
« *En 1921, mon père s'embarque pour la Grèce, destination Kavalla, où il travaille comme apprenti pour apprendre le métier d'ébéniste pendant deux ans. Sur ses papiers, il se fait rajeunir de deux ans afin de ne pas faire le service militaire grec* ».

Devenu « apatride » et interdit de séjour en Turquie (comme tous les rescapés du génocide) depuis le traité de Lausanne de 1923, Melkon apprend que la France recherche de la main d'œuvre. En mars 1925, alors âgé de dix-sept ans, il prend le bateau pour Marseille avec un contrat d'embauche en poche.

Comme tous les étrangers venant du bassin méditerranéen, Melkon doit alors être enregistré au Dépôt de travailleurs étrangers de Marseille. Tout d'abord affecté dans les Salines de Camargue, « *l'emploi ne correspond pas à son métier d'ébéniste. Un ami lui conseille d'aller à Valenciennes, car il y a de l'emploi pour faire de la marqueterie sur les wagons de la SNCF. Il faut savoir qu'à cette époque, on embauchait pour un travail, et une fois celui-ci terminé, on débauchait. Mon père a ainsi fait beaucoup d'entreprises pour survivre* ».

Arrivé à Montreuil, « *il travaille dur et met de l'argent de côté pour faire venir ses petites sœurs du Liban* », sous mandat français depuis 1920.

Mariam et Aravnie arrivent – enfin – en France en 1927. La famille retrouvée vit dans le même appartement et la vie s'organise. Les deux sœurs sont employées dans des usines de confiture à Boulogne. En 1929, alors que Melkon fait venir de l'orphelinat du Liban la surveillante et amie de ses sœurs, Anouche, qui deviendra sa femme, Mariam et Aravnie<sup>140</sup> trouvent leur conjoint respectif dans

---

<sup>140</sup> Aravnie se marie avec Hovhannes Azadian, mais celui-ci meurt pendant la guerre. En 1948, Aravnie se remarie avec Ovhannes Mampreyan. Ils auront un fils : Pierre.

la « communauté arménienne », constituée principalement des rescapés du génocide : *« Avant, l'objectif matrimonial c'était de trouver une Arménienne pour un Arménien et un Arménien pour une Arménienne. Les Arméniens se retrouvaient très fréquemment quand ils étaient jeunes, entre immigrés. Ils formaient une sorte de colonie, puisqu'ils habitaient tous, soit Issy-les-Moulineaux, soit Alfortville et la région parisienne d'une manière générale. Ils s'entraidaient et ils faisaient des petites fêtes, un bal annuel. Il y avait même une équipe de football. Ils ont créé des associations dans lesquelles ils se retrouvaient entre orphelins, car ils étaient presque tous orphelins.*

Petit à petit, la vie se reconstruit : *« Ils recommencent à avoir un âge, un nom, un domicile. Les documents administratifs s'accumulent. Ce sont des trésors. Le premier souci de mon père a été de fabriquer un coffre digne de recevoir ces précieux documents, témoins de la renaissance de la famille. Ses premières soirées furent consacrées à fabriquer une boîte recouverte en marqueterie à l'aide de morceaux de nacre et un plaquage de bois d'essences différentes ».* Son décor reprend alors la cocarde du drapeau arménien et Melkon ajoute les initiales de sa femme, Anouche.

### **Du statut de réfugié à celui de naturalisé**

Comme tous les apatrides résidant en France, Melkon est mobilisé en 1939, au moment où la guerre éclate : *« Le deux septembre, mon père est mobilisé à Vannes, puis envoyé dans l'artillerie à Sedan. De là, il se rend par ses propres moyens à Agen, à la caserne Port Ste Marie. Durant le trajet, il sera blessé au cours d'un mitraillage italien à Daussy dans l'Yonne ».*

Après la guerre, Melkon obtient la nationalité française : *« mes parents se sont installés à Antony et ont eu trois enfants (Vahan, Jacques et Suzanne). Le rêve de mon père était de s'établir à son compte comme ébéniste. Mais cela n'a*

*pu se faire et il a terminé sa carrière à « Antony Mobilier », à l'âge officiel de soixante-cinq ans –soixante-sept en réalité –.*

*Mon père ne retrouvera jamais la trace de sa mère ni de sa sœur aînée. Le cruel destin les avait peut-être placées sur la route du désert de Deir-es-Zor<sup>141</sup> ».*



Tableau avec cadre en marqueterie réalisé par Melkon.  
La photographie centrale, retouchée et colorisée, est celle du Général Antranik Pacha (1866-1927). Autour de la figure du héros national Arménien, Melkon a disposé des photos de sa famille.

---

<sup>141</sup> Après des marches exténuantes durant lesquelles beaucoup d'entre eux meurent, nombre d'Arméniens sont déportés à Deir-es-Zor, dans le désert de Syrie, et exécutés.

## Faire connaître et reconnaître le parcours de ceux qui ont choisi la France

*« Enfant dans la Russie des pogroms, mon père est venu, en forçant un peu la porte, dans le pays qui représentait ses idéaux, la France qui avait rendu justice à Dreyfus. Lui, le tailleur juif étranger qui y avait fondé une famille, n'a pas hésité, alors que rien ne l'y obligeait, à s'engager volontairement, dès 1939 et avec des dizaines de milliers de ses camarades, dans la guerre contre le fascisme et le nazisme. Son attachement au souffle romantique de la Révolution avec une foi immense en la démocratie, ses récits de ces moments d'histoire vécue et de ces moments de danger et de fraternité dans la lutte, ses silences terribles sur la tragédie de la déportation de sa première épouse et de leur fils, son immense discrétion qui laissait parfois deviner la flamme qui veillait en lui quand il évoquait sa fierté pour les siens, symbole d'un enracinement sans oubli dans sa nouvelle terre, ont marqué mon existence et forgé mes idéaux »<sup>142</sup>.*

C'est en 2007 qu'Arnold Bac, adhérent de « l'Union des engagés volontaires et anciens combattants juifs, leurs enfants et leurs amis »<sup>143</sup>, prend contact avec la Cité nationale de l'histoire de l'immigration : *« Tout commence avec la volonté de faire que l'association puisse entrer en contact avec la Cité et ainsi l'aider dans ses efforts pour faire connaître la mémoire qu'elle porte au-delà d'un cercle finalement restreint ».*

---

<sup>142</sup> Arnold Bac.

<sup>143</sup> Voir *Le combattant volontaire juif 1939-1945*, 1971, supplément au n°130 de *Notre Volonté*, bulletin de l'Union des engagés volontaires et anciens combattants juifs 1939-1945.

La nouvelle Cité procure en effet un lieu inédit, susceptible d'évoquer l'engagement des juifs d'origines étrangères dans l'armée française. Seulement, le principe même de la Cité, s'il implique bien de placer l'histoire de l'immigration dans une histoire collective nationale, tend à distinguer, au sein du ministère de la Culture, un patrimoine à part – celui de l'immigration – à la Porte Dorée. Autrement dit, la participation au projet de la Cité suppose, pour toute association ou particulier, de se reconnaître dans un statut, celui d'*immigré* ou d'*enfant d'immigré*, qui est fixé et défini avant tout par la « société d'accueil », mais que les migrants ou leurs descendants ne mettent pas nécessairement en avant dans leur discours spontané<sup>144</sup>. Être ou ne pas être à la Cité implique donc un questionnement, un positionnement vis-à-vis des institutions gardiennes du patrimoine national<sup>145</sup>. Et comme le souligne Arnold Bac, « *l'idée de se retrouver dans une Cité de l'immigration n'est pas forcément quelque chose de naturel* ».

### **Une mémoire familiale pour évoquer une histoire méconnue**

Après sa prise de contact avec la Cité, Arnold Bac apprend l'existence du projet de la « galerie des dons » et de son principe de retracer des parcours de vie : « *J'ai sauté sur l'occasion. J'ai amené un certain nombre de documents que j'avais chez moi, que mon père avait laissés : des écrits, des photos. Il y avait aussi les souvenirs de ce que mon père m'avait raconté lorsque j'étais enfant. Cette mémoire, je la retrouvais dans celle, collective, de l'Union. Mais ce qui m'a toujours frappé, c'est que cette histoire, liée à la place des étrangers – juifs et non juifs – engagés à partir de 1940 pour la défense de la France, je ne la retrouvais nulle part ailleurs. Dans les cours d'histoire au Lycée, pas un mot là-dessus, ça n'existait pas. Je me suis rendu compte aussi que, plus généralement*

---

<sup>144</sup> Les membres de l'Union se définissent avant tout comme Français.

<sup>145</sup> L'Union a déposé ses archives au Centre de Documentation Juive Contemporaine (CDJC-Mémorial de la Shoah) et a estimé qu'il était primordial de poursuivre et de renforcer les relations avec la Cité.

*dans la société, cette partie de l'histoire de France était complètement ignorée. La responsabilité à qui ? D'un peu tout le monde, aussi bien de ceux qui auraient pu entendre, que de ceux qui auraient pu parler. J'ai toujours porté en moi, depuis mon enfance, ce souvenir de conversations avec mon père et cette espèce d'incapacité de cette histoire à être connue, partagée par tous. Ça restait entre lui et moi, les gens de l'Union et leurs familles. Faire partager – enfin – cette histoire à travers la galerie des dons et, à travers l'histoire singulière de mon père, une histoire personnelle permettant de faire ressurgir l'histoire de milliers d'autres hommes en France, de comment ils se sont inscrits dans cette république, c'est ce qui m'a motivé ».*

### **Sur les traces d'une mémoire à reconstruire**

À la différence d'autres participants au projet de la Cité, concluant au musée un travail de mémoire entamé de longue date, la démarche d'Arnold est avant tout liée à une opportunité inattendue de rendre hommage à son père, élevé – en quelque sorte – au rang de témoin officiel d'une histoire trop méconnue : *« une histoire difficile à raconter pour moi. Il a fallu reconstituer les choses, se rappeler, construire un discours cohérent autour de ce que me racontait mon père. Je me suis alors aperçu que je confondais, que j'oubliais des éléments ou qu'il y avait des choses totalement incohérentes. Il a fallu résumer, ordonner, avec des appréciations, des affirmations et au fur à mesure, je me demandais : est-ce que c'est bien ça ? Est-ce qu'il m'a bien dit ça ? Alors je fouillais dans les papiers. Et j'ai redécouvert les documents, que j'avais chez moi, mais que je ne m'étais jamais encore décidé à vraiment lire. Pour moi, cela a été un "remue-méninges" assez perturbant. Mon père, en effet, ne m'a jamais parlé de sa vie avec sa première épouse et son premier fils ».*

Arnold a donc dû partir des documents en sa possession, mais aussi prendre contact avec des cousines, Rosette et Claire, liées au premier mariage de son père.

## De Bender à Paris

Fils d'Abel et de Malca Bâc, Ovche naît le 13 février 1906 dans la ville russe de Bender.

Pendant son enfance, il fréquente l'école religieuse juive, le « kheyder », puis l'école communale. En 1917, quand survient la révolution russe, et face à la menace de pogroms, la famille part à Odessa, alors sous régime révolutionnaire anarchiste. Après la Première Guerre mondiale, la famille revient à Bender (devenue Tighina)<sup>146</sup>, ville désormais intégrée à la Roumanie.

Au début des années 1920, Abel, le père, décède. Deux de ses fils, Leïb et Jossel, décident alors de tenter leur chance en France. Ovche entreprend de les rejoindre en 1924 mais, sans permis de séjour, il est expulsé et retourne en Roumanie où règne alors l'antisémitisme.

En août 1928, Ovche revient en France avec un passeport valable pour trois mois. Un entremetteur lui procure de « vrais faux papiers » de commerçant et il s'établit à Paris. « Govsii », « Govsec », « Ovsei », « Ovsii », ou encore « Ovsec », selon la fantaisie de l'administration française, se fait alors appeler « Serge » et travaille comme ouvrier tailleur, métier qu'il a appris chez un patron à Tighina.

Sans avoir prévenu de leur arrivée, Malca, sa mère, et les sœurs d'Ovche, Ita, Rivka et Tsipa<sup>147</sup>, viennent à leur tour s'installer clandestinement en France et la famille se retrouve ainsi à Paris.

Quelques temps plus tard, Ovche rencontre Zysla (francisé en « Gisèle ») Finkelsztejn, polonaise juive qui exerce le métier de vendeuse. Ils se marient en 1937 et leur fils, Abel, naît un an après.

---

<sup>146</sup> Bender ou Bendery, roumanisé en Tighina après la Première guerre mondiale, devient soviétique et redevient Bender après la Seconde guerre mondiale ; nom qu'elle conserve toujours aujourd'hui au sein de la République de Moldavie.

<sup>147</sup> Déportée en juillet 1944.

## L'engagement volontaire d'un étranger

Au moment de la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, en septembre 1939, Serge s'engage dans un des régiments de volontaires étrangers rattachés à la Légion étrangère. Affecté au Dépôt du Barcarès<sup>148</sup>, il reçoit un entraînement militaire : *« Après un court séjour en Alsace à partir de mai 1940, son 22<sup>ème</sup> régiment de marche des volontaires étrangers, surnommé "Régiment des ficelles"<sup>149</sup>, est envoyé sur le front de la Somme, près de Péronne. Après une violente préparation d'artillerie et des bombardements d'aviation en piqué, des centaines de chars allemands de Rommel et Guderian déferlent sur les points d'appuis tenus par le 22<sup>ème</sup> les 5 et 6 juin pour s'ouvrir la route de Paris. Après avoir refusé une première fois de se rendre, sans aucun soutien, ne pouvant compter que sur leurs seules forces avec leurs dérisoires pièces antichars tractées par des chevaux de labour, ne recevant aucun ravitaillement, ni en vivres, ni en munitions, ces hommes étaient condamnés d'avance. Malgré leur résistance farouche, ils finissent par se rendre le 6 juin 1940 sur l'ordre de leurs officiers. Sur les 2 500 officiers, sous-officiers et hommes de troupe, 1 750 ont été tués ou blessés en 48 heures. Cette résistance, constituant la dernière ligne de front organisée, permet à des dizaines de milliers de soldats de l'armée française de pouvoir s'échapper. Pour cette campagne de 1940, le régiment est cité à l'ordre de l'armée par De Gaulle...et par Pétain ! ».*

---

<sup>148</sup> Un Centre mobilisateur spécialisé, annexe du dépôt commun des Régiments étrangers de Sidi Bel Abbes, est créé dans un premier temps au fort de Vantia, près de Lyon. Mais l'afflux de candidats à l'engagement implique la création d'un deuxième centre d'engagement et d'instruction. Il prend le nom de « Dépôt commun des Régiments de Marche de Volontaires Étrangers » et s'installe au camp du Barcares, dans les Pyrénées Orientales.

<sup>149</sup> « L'équipement se composait essentiellement de fusils, bien souvent sans bretelle. La ficelle devint alors un élément important de dépannage et les régiments y gagnèrent l'étiquette de « régiments ficelles ». Leur mérite est d'avoir su faire d'un sobriquet de dérision une sorte de titre de gloire ».

### **Prisonnier et résistant du Stalag III B**

Fait prisonnier, Serge est envoyé dans un camp en Allemagne, près de Furstenberg : *« une partie du trajet se fera à pied, souvent sous des jets de pierre lorsqu'ils traversent des villes allemandes. Juste avant de partir, mon père enterre ses papiers d'identité pour ne pas que l'on découvre qu'il est juif. Finalement, ses camarades et lui décident de se dénoncer comme tel afin d'éviter de graves représailles. Bien que juif, il est en effet protégé par son statut de prisonnier de guerre et la Convention de Genève ».*

Durant toute sa captivité, *« mon père fait partie d'un réseau de résistance interne au camp. Le "Front patriotique" du stalag III B, à direction communiste, effectue divers sabotages et diffuse un journal clandestin pour combattre la propagande vichyste et nazie grâce, notamment, à l'écoute – également clandestine – de Radio Moscou ».*

En 1945, alors que les Russes arrivent, Serge et ses compagnons sont mis sur les routes, où ils sont surveillés par de vieux soldats allemands qui les abandonneront pour aller vers les Américains. Serge et ses compagnons, *« sous les bombardements »*, marchent quant à eux vers les Russes. Après quelques temps dans le secteur soviétique, *« dont il gardera un bon souvenir »*, Serge est transféré dans le secteur américain, puis rapatrié au Bourget par le pont aérien.

Le 6 juin 1945, lorsqu'il entre chez lui, au 146 rue Ordener, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, *« la concierge lui annonce en bas de l'escalier que sa femme et son fils n'y sont plus. Ils ont été arrêtés – Abel avait à peine quatre ans – internés à Drancy, puis envoyés à Auschwitz. Pourtant mon père avait reçu, tout au long de sa captivité, des courriers provenant de sa femme. En fait, ces courriers étaient envoyés par sa belle-famille. Réussissant à survivre à Paris et craignant un suicide de mon père, sa belle-famille avait décidé d'endosser l'identité épistolaire de son épouse ».*

Il retrouve ainsi son appartement, ses meubles, ses outils et sa machine à coudre : « *en tant que prisonnier de guerre, ses biens étaient protégés sous scellés* ».

### **Vers une nouvelle vie**

Veuf, Serge reprend son métier de tailleur pour hommes chez un patron, puis à son domicile. Il devient également membre de « l'Union des engagés volontaires et anciens combattants juifs 1939-1945 ».

Naturalisé français en 1947, il recommence sa vie et se marie la même année avec Rose Halpern. Roumaine venue de Jassy dans les années 1930, Rose, qui a déjà une fille (Rita), est elle aussi veuve ; son mari, Moszek Bajer, juif polonais et résistant communiste, ayant été arrêté et déporté.

Quelques mois après le mariage, Arnold naît.

Le 17 mai 2008, au moment de l'inauguration de la galerie des dons, Arnold Bac est présent à la tribune organisée autour des personnes qui nous ont confié leurs objets et souvenirs familiaux : « *J'ai vu la vitrine. Ça existe, c'est fait, il y a quelque chose qui parle de cette histoire d'engagement volontaire et de celle de mon père. J'ai ainsi accompli – n'exagérons pas – une sorte de "mission" que je m'étais fixée, mais que je n'arrivais pas à concrétiser* ».

## Les métamorphoses de la machine à coudre de la famille Pezzoni

*« Je ne voudrais pas donner l'impression d'un récit misérabiliste. C'était la vie de ma famille, sans doute bien banale parmi les immigrés de ces années-là. Pour mes parents, il s'agissait d'une émigration économique, ni mon père, ni ma mère n'ayant d'espoir d'avenir dans leur village respectif. Pour étayer cette histoire, outre une machine à coudre, je n'ai pas grand-chose. Je n'ai pas de livret de famille, pas de contrat de travail, pas de courriers. Seulement quelques photographies et mes souvenirs. »<sup>150</sup>*

Au moment de l'ouverture au public de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, Albert Pezzoni est parmi les premiers visiteurs. Quelques jours après, il adresse au musée la proposition de don suivante : *« Je possède une machine à coudre Singer, avec son pied en fonte, datant des années 1920. Cette machine appartenait à ma mère qui a immigré de sa Vénétie natale au début des années 1930 pour s'établir à Suresnes, où je demeure toujours. Cette machine représentait toute sa fortune, tous ses espoirs. J'imagine la difficulté pour elle de la faire venir, par train, de son petit village. Elle espérait sans doute, avec cette machine et ses quelques connaissances en couture, « faire son trou » en France (...). Cette machine n'est certainement pas un objet digne*

---

<sup>150</sup> Albert Pezzoni.

*d'un musée, mais son histoire émouvante et emblématique de la vie des immigrés justifie certainement ma proposition ».*

### **De Primolano à Suresnes : le voyage d'une couturière italienne et de sa machine**

Antonia Giuseppa Zolet naît en 1898, à Primolano, petit village de quelques centaines d'habitants de la province de Vicenza (en Vénétie), situé à cinq kilomètres de la frontière autrichienne de l'époque.

Ses parents possèdent alors une *« maison ancestrale et un petit champ où ils cultivent de la vigne pour faire le vin de leur propre consommation, du maïs et les légumes du potager. Mon grand-père, Antonio, avait aussi fait un temps du transport de marchandises – avec un cheval – dans sa région, et tenait un petit commerce d'articles d'écriture ».*

Mais au moment de la Première Guerre mondiale, la famille, ainsi que l'ensemble du village se situant dans la zone des combats, sont évacués à Benevento, près de Naples.

A l'issue des hostilités, la maison familiale de Primolano n'existe plus. Elle est rebâtie au début des années 1920, grâce aux aides étatiques de reconstruction, et un deuxième étage lui est même ajouté. Antonio, le grand-père, ré-ouvre alors sa boutique d'articles d'écriture : *« Je devrais plutôt dire une vitrine, tant cela devait être peu important. Je me souviens d'ailleurs avoir joué enfant avec les derniers pains de cire à cacheter ».*

Bien que laïc, Antonio est aussi responsable du Conseil de Fabrique de sa paroisse *« ce qui lui donnait le privilège d'assister à la messe sur son banc dans le chœur de l'église. Il était très fier, lors des vacances d'été, de nous installer, mon frère et moi à côté de lui sur ce banc. Il avait une certaine notoriété, voire autorité, dans son village. Il y a deux ans, en allant dans son village, j'ai appris qu'on l'appelait "l'archivio vivente", la mémoire vivante. Tout ceci ne*

*l'empêchait pas, avec ma grand-mère, Maria, de mener une existence bien modeste ».*

Parallèlement, Antonio s'occupe aussi de l'importation, dans le village et ses alentours, de machines à coudre Singer, qu'il associe à des cours de couture : « *Sur une photographie datant de 1927, on voit mon grand-père – debout devant les volets – et ma mère, sur la place avec les femmes de Primolano et du village voisin de Cismon. Ma mère figure dans ce groupe, devant le café, avec la machine qu'elle amènera plus tard en France. Dans le fond, sur le mur, on distingue une photo du Duce. Je me souviens que mon grand-père m'avait dit avoir été contraint, sous le régime fascisme, de boire l'huile de ricin imposée par les nervis du Duce simplement parce qu'il ne voulait pas adhérer au régime ».*

C'est ainsi qu'Antonia apprend la couture et la broderie et qu'elle espère trouver de quoi gagner sa vie.

A la fin des années 1920, Giusto, son frère cadet, décide quant à lui de partir tenter sa chance en France. Giusto tardant à donner de ses nouvelles et les petits travaux de couture au village ne semblant pas une promesse d'avenir, Antonia décide alors de partir elle aussi à Suresnes rejoindre son frère, faisant venir par le train sa machine à coudre.

### **Quand deux Italiens se rencontrent à Suresnes**

C'est à Suresnes qu'elle rencontre quelques années plus tard un autre immigré italien, Angelo Pezzoni : « *Mon père venait d'un petit village de la province de Brescia en Lombardie. Enfant abandonné, il avait été recueilli par la famille Lorenzi qui avait trois filles : Maria, Adriana et Elsa. Pauvre famille, parents illettrés qui ne connaissaient pas même l'Italien, mais seulement leur dialecte lombard et ne possédaient rien, ni maison, ni terre, seulement quelques chèvres et un potager – loué ou prêté – ainsi qu'une étable.*

*Je me souviens de ces braves gens que j'appelais grands-parents lors de vacances passées chez eux dans les années 1940 et 1950. J'ai même appris plus tard que mon "grand-père" avait tenté d'émigrer vers les Etats-Unis, mais n'y était pas resté.*

*Mon père, quant à lui, à la suite de sa "sœur" aînée, Maria, avait décidé de tenter sa chance en France au début des années 1930. Il avait obtenu un contrat de travail dans les mines de charbon à La Bassée, dans le Nord. Mais il ne s'y est pas plu. Il est alors venu en région parisienne, à Suresnes, près de sa sœur qui habitait à Neuilly. Il y a vécu tant bien que mal, en tant qu'ouvrier sans aucune qualification, traversant les années 1930 avec leur cortège de chômage et d'incertitudes, travaillant même comme garçon de cabine à la piscine Molitor. C'est aussi à Suresnes qu'il a rencontré ma mère et nous y sommes nés, mon frère Lucien, en 1935, et moi, en 1938.*

*Mes parents ont donc vécu, bien pauvrement, du travail de mon père, lorsqu'il n'était pas au chômage. Ils ont traversé toutes ces années 1930 et 1940 avec toujours la crainte de la recherche d'un emploi, la crainte que leur carte de séjour ne soit pas renouvelée, et également l'antipathie, pour ne pas dire plus, de certains lorsque l'Italie n'était pas dans le bon camp pendant la guerre. Je me souviens de l'insulte – "sale macaroni" – entendue dans la rue où nous habitons et où je demeure toujours avec ma famille, après y avoir fait construire une maison ».*

### **Les liens maintenus avec l'Italie**

La vie d'Angelo et d'Antonia est ainsi passée, sans projet de retour en Italie<sup>151</sup>, leurs enfants étant destinés à vivre en France : « *Ils envoyaient de temps à autre un peu d'argent à leurs familles et nous allions presque tous les étés passer les vacances en Lombardie et en Vénétie.*

---

<sup>151</sup> Elsa, la tante italienne d'Albert, est venue quant à elle en France peu de temps après Angelo, puis est repartie fonder une famille dans son village natal, à la fin des années 1930.

*Je me souviens qu'en juillet 1945, mon père, qui n'avait pas vu les siens ni son pays sans doute depuis qu'il avait immigré en France, avait projeté d'aller en Italie avec moi, alors âgé de sept ans. Difficultés administratives de l'époque, ignorance ou négligence de la part de mon père, je ne sais pas, mais toujours est-il que nous n'avions pas de passeport pour passer la frontière. Venant de Suresnes, nous sommes restés environ quinze jours à Nice avant que mon père trouve le moyen de passer en Italie. Selon mon souvenir, ce passage s'est passé de manière étrange. Mon père et moi, nous nous sommes joints à un groupe de civils, des hommes – pas de femmes ni d'enfants –, transportés depuis Nice dans un convoi de camions militaires. Pour passer la frontière, on m'avait caché sous une banquette du camion. Puis nous sommes arrivés à Gênes – qu'avec mes yeux d'enfant je voyais en ruine et qui devait l'être en partie – où tout ce groupe d'humains en détresse s'est retrouvé dans un grand bâtiment majestueux – mairie ? casino ? grand hôtel ? – où nous avons passé la nuit sur des lits de fortune dans un vaste hall et, je m'en souviens bien, sous la garde de militaires en arme, bien que tout ce peuple me semblait libre de ses mouvements.*

*Ensuite, mon père et moi avons pris le train normalement jusqu'à notre destination. Qui étaient ces gens ? Probablement des Italiens. Des fascistes ayant fui quelques mois auparavant la République de Salò<sup>152</sup>, ou bien des Italiens installés dans le sud de la France, trop ouvertement sympathisant du Duce ? ».*

*Angelo et Antonia sont donc restés en France, « toujours avec la nationalité Italienne, pratiquement aussi pauvres qu'ils étaient arrivés, mais avec l'espoir que leurs enfants vivraient mieux ».*

*« Ma mère avait pensé améliorer notre situation en faisant venir de son village – j'imagine avec quelles difficultés – sa machine à coudre pour tenter*

---

<sup>152</sup> Régime politique établi par Mussolini en avril 1943 et qui avait pour centre la ville de Salò, sur la rive occidentale du lac de Garde.

*d'en vivre avec ses connaissances en couture. Mais cette machine n'a jamais rien cousu d'autre que nos vêtements d'enfant, à mon frère et à moi ».*

Objet d'importation destiné à la vente en Italie avec Antonio, source de revenus potentiels pour Antonia en France, support de mémoire incorporé au patrimoine national depuis le don d'Albert, cette machine à coudre et ses différents usages évoquent et condensent en définitive un large pan d'une histoire familiale qui s'écrit en continu. Avec ses filles, Claire et Anne, Albert revient en effet fréquemment en Italie. Pour la famille, le tourisme, voire pour le « tourisme généalogique », lorsqu'il décide de partir sur les traces de ses parents<sup>153</sup>. Les souvenirs s'échangent, avec Elsa, les cousins, et la mémoire familiale se transmet. Les vies d'Antonia et d'Angelo résonnent alors dans celles des générations suivantes. Elles le feront dans les vitrines du musée de la Porte Dorée, lorsque la machine à coudre de la famille Pezzoni accomplira sa dernière mue en date et deviendra pleinement *objet de musée*.

---

<sup>153</sup> L'ancienne maison de Primolano appartenant aujourd'hui à des cousins du côté maternel.

## Le violon d'un horticulteur mélomane venu de Bohême

*« Jusqu'à la guerre, ma mère retournait tous les ans dans sa famille et nous ramenait de merveilleux livres de contes et histoires tchèques qu'elle nous lisait le soir. Mon père, quant à lui, ne s'est rendu qu'une seule fois dans la sienne, en 1956, pour une demi-journée. Se sentant si misérablement étranger, il remonta dans sa voiture... Pour la France, chez lui. »<sup>154</sup>*

Edith Salzman découvre la Cité nationale de l'histoire de l'immigration au moment de son ouverture : *« C'est la curiosité qui m'a amené à la Cité. Initialement j'étais seulement venue voir ce musée de l'immigration. Mais après la visite, quand j'ai vu à l'accueil une boîte où l'on pouvait déposer une fiche pour proposer des dons, il m'a paru évident que le violon de mon père représentait le mieux son pays, sa vie et finalement notre vie. Mon père a acheté ce violon à un saltimbanque de passage, parce qu'il avait cet adage – qui m'est tombé dessus aussi – que "tous les tchèques naissent avec un violon dans les mains". Résultat, à huit ans, j'avais des cours de violon et lui apprenait le solfège avec moi. Car il ne jouait du violon que, comme un tzigane, d'oreille. Cela a rythmé notre vie et cet instrument a aussi été un lien pour faire connaissance avec cette petite ville de Sainte Menehoulde où nous nous sommes établis. Et quand, après le décès de ma mère, j'ai quitté Sainte Menehoulde,*

---

<sup>154</sup> Edith Salzman.

*c'est mon père qui a repris le pupitre jusqu'à la dissolution de l'orchestre philharmonique ».*

Instrument où figure à son verso une sculpture de château des Carpates, ce violon, acheté en France à un « bohémien » de passage par un Tchèque immigré, est ainsi devenu, après le don d'Edith, le « témoin » de l'itinéraire de son père.

### **Le choix de partir**

Frantisèk Stursa naît le 3 décembre 1901 à Zajeřice, en Bohême, au sein de l'Empire austro-hongrois. Au moment de choisir sa voie professionnelle, il s'oriente vers l'horticulture. Diplômé de l'Ecole des jardins de la ville de Chrudim, Frantisèk décide, sur la foi de quelques recommandations, de quitter la jeune République Tchécoslovaque pour la Suisse en 1920, afin de parfaire son enseignement à Sarnen, puis à Interlaken.

Quatre ans plus tard, Frantisèk part à nouveau, pour la France cette fois. Aussi et comme le souligne sa fille Edith, *« ce n'est ni la misère, ni la pauvreté, ni la fuite d'une guerre, qui ont fait venir mon père en France. Orphelin très tôt de mère, les raisons de son exil sont plutôt d'ordre familial et liées à une curiosité du monde. Il est parti avec en tête l'idée de faire de l'horticulture. Il avait suivi des écoles en Tchécoslovaquie et, de bouches à oreilles, il est passé par les meilleurs endroits, notamment en Suisse, où il a fait ses classes ».*

A ce moment, l'immigration tchèque est facilitée par la convention signée en 1920 entre la Tchécoslovaquie et la France, cette dernière recherchant de la main d'œuvre pour son industrie. C'est ainsi que Frantisèk arrive en train au centre de Toul (Meurthe et Moselle), où transitent les immigrés Tchèques, puis passe deux mois dans les mines de fer de Lorraine, avant de trouver un emploi comme horticulteur à Thionville. C'est alors qu'il rencontre des compatriotes, horticulteurs eux aussi, qui fournissent les meilleures boutiques de fleuristes de Paris. Et si l'avenir de Frantisèk passait par la capitale française ?

## De la Gare de l'Est à Sainte Menehould

Se faisant désormais appelé « François », František part donc vers Paris en 1926 et trouve rapidement plusieurs emplois – souvent précaires – dans de grandes entreprises de fleuristes parisiens<sup>155</sup>, grâce à ses contacts dans les réseaux tchécoslovaques de la capitale.

C'est aussi à Paris que François rencontre Anděla Volmanova, couturière tchèque née à Brandys nad Labem en 1905, qui compte rejoindre sa sœur aux Etats-Unis : « *Un jour, mon père a accompagné un ami à la Gare de l'Est qui venait chercher sa cousine venant de Prague. Et cette cousine, c'était celle qui allait devenir ma mère !* ».

Le 28 avril 1928, François et « Angèle »<sup>156</sup> se marient à Saint-Cloud. François devient alors « jardinier de château » en Gironde, où naît Edith, puis à Rambouillet, où naît sa seconde fille. La famille part s'installer en 1931 à Sainte Menehould, dans la Marne, où le paysage rappelle à François sa Bohême natale. Il y reprend une modeste entreprise maraîchère grâce à l'argent donné par l'oncle d'Angèle – Joseph Volmanova – propriétaire d'une usine de machines-outils à Celakovice, près de Prague. A partir de ce moment, François, en tant que fleuriste, achalande les trois départements limitrophes en chrysanthèmes et autres cyclamens et participe à toutes les commémorations : « *à l'inverse de mes camarades immigrés italiens, je n'ai pas eu de problème pendant mon enfance. Mes parents s'étant établis, mon père étant propriétaire de son entreprise et participant aux événements rythmant la vie de la ville, nous n'avions pas un statut d'immigrés. Et puis "Tchèques", cela ne signifiait pas grand-chose pour la plupart des gens. Où était la Tchécoslovaquie ?*

*Par contre, avec l'amalgame Tchèques, Sudètes et "boches", nous avons passé un sale quart d'heure : la Tchécoslovaquie n'était-ce pas un peu Allemand ?!* ».

---

<sup>155</sup> Bauman et Lachaume notamment.

<sup>156</sup> Anděla fait franciser son prénom.

## Une guerre et deux engagements

Au moment de la Seconde Guerre mondiale, François, toujours de nationalité tchécoslovaque après une demande de naturalisation infructueuse en 1938, s'engage, non pas dans les rangs de la « Légion étrangère »<sup>157</sup>, mais dans ceux de « l'Armée de libération Tchécoslovaque » qui vient de se constituer en France<sup>158</sup>, grâce au soutien de l'ambassadeur Stefan Osusky (1889-1973).

Affecté au 1<sup>er</sup> Régiment d'Infanterie, après une instruction militaire à Agde, il connaît alors la « drôle de guerre » jusqu'à sa démobilisation, le 27 juin 1940, à Châlons-sur-Marne : *« Quand l'affiche de la Mobilisation générale apparut au coin de notre rue Sainte Catherine, mon père s'enrôla sur le champ et il se débrouilla pour rejoindre les rangs de l'Armée Tchèque à l'étranger. Il a donc fait sa guerre comme tout le monde. Il a été démobilisé, comme tout le monde et on a passé les temps de guerre, comme tout le monde, dans cette zone à la limite de ce qui était annexé et de ce qui était occupé. Ce qui nous sauva des amalgames hâtifs, c'est que nous résidions depuis plus de dix ans dans ce petit coin de France où mes parents étaient estimés ».*

De retour en Argonne, François entame alors une « autre » guerre, dans une vigilante et pragmatique discrétion « d'éternel étranger ». Profitant de sa connaissance de la langue allemande et de sa relation fortuite avec un « enrôlé Bulgare » de la Kommandantur, il détourne une part des légumes réquisitionnés par l'occupant pour les distribuer aux plus nécessitants en cette période de disette : *« A l'enterrement de mon père, une sœur de St Charles, économiste de l'Hôpital, est venue. C'était pour le remercier de ce qu'il avait fait pendant la guerre. La forêt d'Argonne était en effet propice pour des rencontres nocturnes, toujours tues, donc inexistantes pour les non concernés ».*

---

<sup>157</sup> Pour Frantisèk, la Légion était « l'école des brigands », alors que l'Armée de libération Tchécoslovaque était « la route normale à suivre » .

<sup>158</sup> En mars 1939, la disparition de la Tchécoslovaquie provoque l'afflux en France de 6 000 réfugiés. En septembre, après la déclaration de guerre, les hommes valides intègrent l'armée tchécoslovaque.

## **Français avant d'être français**

A bien des égards, *« mon père se sentait français avant d'être français. Avec mes parents, quelque chose de tchécoslovaque est passé à Sainte Menehould. Mais ils ont adopté ce pays comme si c'était le leur. A la maison, il n'y eut jamais de relations communautaires suivies, même si j'ai entendu mes premiers mots de français à trois ans, lorsque je suis entrée en maternelle à Sainte Menehould. Notre voisinage, nos relations avec la vie de cette bourgade Argonnaise connue depuis que Jean-Baptiste Drouet, maître des poste à Sainte Menehould, a fait arrêter Louis XVI et sa famille à Varenne, suffisaient à notre existence ».*

C'est d'ailleurs à l'occasion d'une commémoration de ce fait historique que, dans l'immédiat avant-guerre, la famille Stursa connaît un *« petit triomphe »* dans les rues de sa ville d'adoption, comme l'évoque Edith : *« ma mère avait confectionné une robe à panier et notre voisine Léonie, chez qui j'apprenais le français et que je surnommait "maman Nini", avait prêté un fichu en dentelle de Valenciennes sur lequel mon père avait épinglé sa plus belle rose Meillant. Ainsi parée en Marie-Antoinette, comme toutes les petites filles de Sainte Menehould, on me fit sortir du rang pour m'amener en tête de cortège, au bras du fils de la directrice d'école habillé, comme tous les petits garçons, en Louis XVI, et reléguant ainsi les filles du maire au second rang. Le "Milanais", quartier à dominante immigrée – Italiens et Espagnols surtout – que nous habitons frémit de plaisir au passage de la fille du violoneux de Bohême ouvrant la marche avec la République de Jules Ferry ».*

En 1953, François, ancien combattant, obtient sa naturalisation, range son violon et se remarie avec sa seconde épouse rencontrée, ironie du sort, à la Gare de l'Est.

Et à la mort de François Stursa, en 1968, c'est un hommage unanime qui salue la mémoire de l'« honnête et affable (...) jardinier-horticulteur de la rue Sainte-

Catherine, [qui] était très connu tant dans la cité que dans la région argonnaise où il comptait de nombreux clients et amis et où il était très estimé »<sup>159</sup>.



Le violon de François Stursa

---

<sup>159</sup> « Le décès de M.Stursa », *L'Est Républicain*, 1968.

## Faire « quelque chose » de son départ

*« Avant mes dix-sept ans, j'envisageais de venir en France "en aventure", comme le fait aujourd'hui la jeune génération africaine. Vous, en France, vous n'appellez pas ça comme ça, le fait de partir, de passer, traverser les mers, les montagnes, de s'arrêter dans les pays et de faire des petits jobs avant d'arriver ici. C'est ce que l'on appelle "les clandestins" aujourd'hui. J'envisageais cela étant jeune. Mais je ne pouvais pas imaginer que j'aurais la chance que quelqu'un me prenne, m'envoyant un billet d'avion, faisant tous mes papiers. Car je suis venu légalement. Et même si je n'ai pas encore la nationalité française, dans ma tête, je suis Français. J'ai passé trente-sept ans en France, c'est-à-dire que j'ai plus vécu ici que là-bas »<sup>160</sup>.*

Louis Bissack est né à Douala, au Cameroun. À l'âge dix-sept ans, le 3 juillet 1972, il arrive à Orly. Cela fait à présent trente-sept ans que Louis est « *l'hôte de la France* », comme il le souligne.

Entre Louis et la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, tout commence, à la fin de l'année 2007, au hasard d'une promenade : « *J'ai connu la Cité à partir d'une de mes nombreuses ballades que je fais vers le bois de Vincennes, puisque je peux me considérer comme un marcheur devant l'Eternel. Du temps du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie, j'avais déjà remarqué ce bâtiment qui*

---

<sup>160</sup> Louis Bissack.

*m'avait interpellé par son architecture. La curiosité m'avait alors poussé à entrer. Et c'est cette même curiosité qui m'a animé au moment de l'ouverture du musée de la Cité. Un dimanche, j'ai donc profité d'une journée porte ouverte. Je suis venu, j'ai observé des objets et j'ai lu certains parcours. Et puis je suis rentré chez moi. J'ai regardé autour de moi pour savoir quel don je pouvais apporter au musée. J'ai vu cet objet en bois sculpté ; moi je l'appelle "tronc d'arbre". Je l'ai rapporté du Cameroun. À l'origine, c'était un objet usuel dans mon appartement, sculpté en forme de table. Et je me suis rendu compte que, finalement, il pouvait aussi bien être exposé dans n'importe quel lieu public, comme un remerciement à la France. Ça faisait donc un moment que ça me trottait, cette envie de don, mais je me laissais le temps. Un matin, ça m'a repris : j'ai décidé de concrétiser mon projet et de faire don de cet objet au musée de l'immigration. Mais ce don, c'est aussi une façon de partager mon histoire avec d'autres ».*

### **Partir et devenir « l'homme central » de la famille**

*« Mon parcours commence au Cameroun avec une rencontre. Celle d'un monsieur, avant qu'il ne devienne un ami : l'Abbé François Tanière. Il était le responsable paroissial de mon quartier à Douala, que l'on appelle "Quartier Yabassi". Parce que nous sommes tous des ressortissants d'un village qu'on appelle Yabassi. Nos parents étaient venus chercher du travail dans la grande métropole, à Douala... Déjà une sorte d'immigration. Et puis les autorités les ont mis là. Je pourrais même dire que c'était une sorte de ghetto – au sens où l'on a regroupé des gens d'une même origine – puisque le nom véritable est "Camp Yabassi"<sup>161</sup>.*

---

<sup>161</sup> Le quartier a été créé dans les années 1940 ; c'était un camp qui regroupait à l'origine uniquement les habitants de la ville de Yabassi, dans le département du Nkam. Avec le temps, il est devenu cosmopolite.

*Dans le quartier où on habitait, chaque enfant se débrouillait comme il pouvait. À part les gens qui travaillaient chez les Européens, les autres, dont je faisais partie, étaient démunis. Mon père n'était déjà plus de ce monde et je n'avais que ma mère et mes sœurs. J'allais à l'école quand je pouvais. L'école n'étant pas gratuite, je pouvais y aller quand ma mère faisait son petit commerce.*

*Mais au lieu d'aller vers la délinquance, j'ai choisi la voie de la débrouillardise. Un jour, j'ai proposé à l'abbé Tanière de laver sa voiture moyennant la pièce. Il m'a proposé de venir directement à la cathédrale de Douala, où il logeait et où se trouvait sa voiture. C'est là que j'ai rencontré un jeune homme européen qui avait une mobylette. Il avait fini son service militaire et remplaçait un père jésuite qui tenait l'imprimerie. Il m'a dit : "Jeune homme, vous pouvez laver ma mobylette ? Moyennant la pièce, je te rémunère". On s'est séparé et je l'ai oublié.*

*De son côté, il est revenu en France et un jour, il s'est souvenu qu'il avait rencontré un jeune garçon qui lavait les voitures. Il a contacté le père abbé qui en a parlé à ma mère. Elle n'avait pas d'autre choix que de me laisser partir. Pauvres comme on était, c'était une aubaine. Et je suis parti pour cette famille qui n'avait rien. C'était mon rôle de fils aîné. Chez nous, c'est comme ça : je devenais "l'homme central", celui qui allait travailler, ne serait-ce que pour apaiser la douleur matérielle des gens que je laissais : ma mère et mes sœurs. Et puis il y avait la caution morale du père Abbé ».*

### **Trouver sa voie et construire sa vie**

Louis part donc vers la France avec un contrat de travail d'un an, « signé par Maurice Schuman, ministre des Affaires étrangères du président Pompidou, et Monsieur Georges Gorce, ministre du Travail.

*Mais celui qui m'a fait venir s'est trompé : il croyait que j'étais "boy" chez les curés ! Sa famille a eu l'amabilité de m'héberger chez eux, à Mantes la Jolie. C'était une famille très bourgeoise, propriétaire d'une imprimerie. Ils se sont*

*rendus compte que, quand il me disait "tu peux dresser la table ? ", bon, moi je le faisais de façon polie, en me disant qu'ils m'hébergeaient et que je pouvais donc leur rendre service. Mais dès le premier jour, ils ont compris qu'ils avaient commis une erreur : je n'étais pas leur boy.*

*Comme ils avaient une imprimerie, alors je suis devenu manutentionnaire, parce qu'à l'époque j'avais des bras pour ça. Donc j'ai fait un an de contrat, comme convenu.*

*Après cela, je suis entré en usine, à "La Cellophane", grâce à des gens que j'ai connus lorsque je faisais de l'athlétisme à l'Association Sportive Mantaise. C'est l'éducateur de l'association qui m'a trouvé cette place. On faisait de la cellulose à partir de la pâte de papier ».*

Louis demeure ainsi ouvrier spécialisé dans la même usine pendant onze ans. Mais Rosine, avec qui il s'est marié « au pays » le 14 août 1981, l'encourage à quitter cet emploi : « *tu ne pourras pas finir ta carrière à travailler sur les chaînes. Tu as des aptitudes, même si tu n'as pas fait d'études. Démissionne et cherche une autre voie !* ».

En fait, la vie professionnelle de Louis va prendre une nouvelle orientation après un séjour à Douala : « *Chaque année, par respect et par remerciement, j'allais voir le père abbé au Cameroun, celui grâce à qui je suis venu en France. Et en 1982, quand ma femme est venue vivre avec moi, je lui ai présenté. Je lui ai dit aussi que je n'avais plus de travail. Il m'a alors amené chez une dame. On parle de tout et elle me dit : "écoutes, jeune homme, tu ne peux pas rester comme cela. Je vais te donner des adresses du Secours Catholique à Versailles. Vas là-bas et expose ton problème" ».*

De retour en France, Louis suit ces conseils et se procure une liste d'adresses d'employeurs potentiels : « *Le 14 juillet 1986, je me présente dans un hôtel de la place de l'Opéra. Je rentre, je vais voir le patron, qui me dit : "vous avez déjà travaillé dans l'hôtellerie" ?* ».

*Je lui réponds que non mais que je suis veilleur dans les boîtes de nuit ! Il m'observe et me demande alors si je veux travailler pour quelques mois. Comme ma femme attendait son premier enfant et que je n'avais pas de travail, je ne pouvais pas refuser. Il me dit alors qu'il faut apprendre rapidement l'anglais et l'italien, car il y a une grosse clientèle italienne. C'est ainsi que je me suis retrouvé veilleur de nuit au Grand Hôtel Haussmann à Opéra. J'y suis depuis vingt et un ans. Et je parle maintenant italien, comme si j'avais vécu en Italie, alors que je ne connais même pas l'Italie ! ».*

### **De la tentation de revenir à la volonté de rester**

*« Depuis un temps, je me dis : est-ce que l'immigration est véritablement une chance ? On part de chez soi ; on laisse ses racines, les gens qu'on aime. On part. Parce qu'on va chercher le meilleur que l'on n'a pas chez soi.*

*Quand on a maintenant eu ce meilleur, est-ce qu'il n'y a pas la tentation de vouloir revenir vers ce passé ? Avec le temps, on peut se rendre compte qu'on était aussi heureux dans ce passé, entouré des gens qu'on aime. L'âge aidant, je me dis parfois : qu'est-ce que tu as fait de ta vie ? Tu es parti pour un bien-être matériel et social et tu as quitté des gens que tu ne reverras peut-être plus. Car si c'est une chance de partir, c'est aussi une souffrance. Le corps part, mais l'esprit reste là-bas. Je ne sais pas si une personne qui n'a pas vécu ce départ – le fait de tout laisser derrière soi – peut comprendre la souffrance de l'autre. D'ailleurs, c'est une réflexion que j'adresse aux ressortissants des pays qui nous accueillent, surtout aujourd'hui, au moment où l'immigration devient un argument lors des élections et que les immigrés sont parfois les souffre-douleur. De la même façon, pour la famille qui reste au pays, on ne peut pas dire que l'on a aussi des difficultés à vivre ici. Ils ne comprendraient pas. Il faut donc "faire quelque chose" de ce départ, avec l'argent que l'on a gagné. La présence ici des immigrés soulage énormément de gens là-bas, avec ce petit mandat que l'on envoie tous les mois. Quand j'étais à l'usine, je mangeais à la cantine et*

*j'économisais. Aujourd'hui encore, je n'oublie jamais d'envoyer des mandats. Par contre mes factures...*

*Aujourd'hui, je peux revenir dans mon pays. Je suis reconnu, je suis respecté. J'ai fait construire une belle "case tropicale", comme on dit, pour ma mère, elle qui a toujours vécu chez les autres, pour ne pas dire dans la rue. Bien entendu sans luxe, mais moderne, avec aussi un verger tropical, mon petit bonheur. Voilà ma réussite. Aujourd'hui je peux dire : "vous voyez, j'ai fait quelque chose". C'est ça la beauté de l'expatriation de pauvreté : faire quelque chose au pays.*

*Mais j'ai fait ma famille ici. Je vois ça avec mes enfants. Ils sont nés ici, ils ne connaissent pas là-bas. La France, c'est leur pays, et ils me disent : "Enfin papa, tout ça, c'est pour toi. Tu nous parles de choses que nous ne connaissons pas. Notre vie est ici" ».*

*Ils sont partis en vacances au Cameroun l'été dernier, je voulais leur montrer le pays de la famille, leurs racines. Mais au bout de la troisième semaine ma fille, Madina, m'a dit : "Papa, je veux rentrer, la Porte de la Chapelle me manque !". Et moi finalement, je suis partagé, presque perdu partout. Vivre là-bas, je ne pourrais plus puisque j'ai composé une famille ici. Mes enfants sont des Français d'origine étrangère, pas des étrangers, puisqu'ils ne connaissent nulle part qu'ici. La seule différence est la couleur de peau. Ce sont des Parisiens. Mais pour moi, il restera toujours la nostalgie. J'ai hésité, mais aujourd'hui, à presque 55 ans, je m'aperçois que je ne repartirai plus. J'ai fait une première demande de nationalité française, pour mon épouse et ma fille, Madina, née au Cameroun. On avait déjà eu deux filles, Makéba et Manga, nées en France. Comme je travaillais de nuit, j'ai dit à mon épouse – dès qu'elle est tombée enceinte – de rentrer au pays et de rester avec ses parents, car je ne pourrais pas m'en occuper. Etant donné que l'on vivait légalement en France, on a donc estimé que l'on avait la liberté de sortir et de revenir en France quand on voulait. Ma fille naît, ma femme revient et l'on me dit que non, "l'enfant est*

*arrivé illégalement en France". Mais ma fille est ici depuis la maternelle. Pour régulariser les choses mon épouse m'a dit : "toi tu dis toujours que tu vas rentrer ; moi je sais que je ne vais pas rentrer et rester avec les enfants, alors je vais prendre la nationalité française". On a envoyé le dossier. Tout était bon, j'ai même reçu un coupon en cas de changement d'adresse. On attend, un mois, deux mois... Parce que si l'on n'a pas de réponse d'ici deux mois, c'est que la demande est rejetée. Mais rien n'est arrivé. Mais ce que je ne comprends pas, c'est qu'ils ont gardé tout le dossier, jusqu'à mes actes de naissance, que je ne peux pas refaire. Et comme je n'ai pas l'argent pour aller devant le Tribunal administratif... Alors on attend l'anniversaire des seize ans de ma fille. Elle pourra alors demander la nationalité française et peut-être que tout sera débloqué...*

*Est-ce qu'ils vont me donner la nationalité ? Est-ce que je suis quelqu'un qui n'est pas "intégré" ? Pour moi, dans mon esprit, je suis déjà Français. Et de toutes les façons, je n'ai nulle part ailleurs qu'en France ».*

# Devenir Français et rester Russe : l'itinéraire de Nicolas et Adèle Vorontzoff

Après avoir appris l'ouverture de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, Alexis Vorontzoff se rend à la Porte Dorée en novembre 2007. À la suite de sa visite, il décide de rechercher différents documents et objets qui permettraient d'évoquer le parcours de ses parents – Nicolas et Adèle – réfugiés russes venus s'installer dans le Paris des années 1920 : *« Je n'ai pas d'enfant et ma filleule, veuve depuis sept ans et mère de quatre enfants, n'a pas connu mes parents. Elle ne s'intéresse pas trop à ces histoires et comme j'avance en âge, j'aimerais que tout cela ne disparaisse pas complètement avec moi ».*

## **De Rostov-sur-le-Don à Paris : un parcours conditionné par l'histoire**

*« Mon père est né à Kiev – en Russie à l'époque – le 13 janvier 1904. Il était issu d'une famille de militaires depuis plusieurs générations. Ainsi, mon grand-père, Fédor, était général. Mon père suivait donc cette tradition familiale. Seulement, suite à la Révolution Bolchevik, l'école des "Cadets du Don", à Rostov-sur-le-Don, école pour officiers où se trouvait mon père, a été évacuée par les Anglais à Ismaïlia, en Egypte, sur les bords du Canal de Suez. Ce qui a fait qu'il a terminé ses études secondaires et militaires dans cette école où il est resté jusqu'au début des années 1920.*

*Ensuite, il fallait bien chercher un pays d'asile. Il est alors parti en Bulgarie<sup>162</sup>, où il a fait une année d'étude militaire – bien que l'armée russe n'existait plus – pour être promu "aspirant", je crois.*

*Par la suite, il a cherché à partir quelque part. Étant donné qu'il avait de bonnes notions de français – on parlait déjà un peu le français dans la famille et également à l'école militaire – et que d'autres Russes lui avait conseillé de venir, il est parti en France en 1923 ; un pays où se développait l'industrie, ce qui a aussi attiré mon père. Et puis il savait qu'il n'allait pas être seul en France, qu'il y avait beaucoup de Russes qui avaient déjà fait ce choix avant lui<sup>163</sup> ».*

L'industrie française a en effet besoin d'une main d'œuvre devenue rare dans le contexte de l'après Première Guerre mondiale. Des recruteurs, en quête d'hommes jeunes et en bonne santé, sillonnent alors les pays d'accueil (Bulgarie et Yougoslavie<sup>164</sup> notamment) des réfugiés russes.

*« À vrai dire, à cette époque, mon père n'avait aucun métier. Il a commencé à travailler comme manœuvre dans différentes entreprises françaises, pour Panhard & Levassor notamment. Et après avoir travaillé quelques années, il a appris à conduire. Mon père est alors devenu chauffeur de taxi, comme beaucoup de russes qui lui avait d'ailleurs conseillé de faire comme eux. Il travaillait de nuit, car les gains étaient meilleurs et les pourboires plus intéressants. Les revenus étaient irréguliers, mais il était plus libre, selon lui ».*

---

<sup>162</sup> Libérée de la tutelle ottomane par l'armée Russe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Bulgarie accueille près de 4000 réfugiés militaires et civils russes.

<sup>163</sup> Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une petite communauté d'aristocrates et d'intellectuels russes est installée en France.

Dans les années 1920 un million et demi de « Russes blancs » quittent la Russie. Politique avant tout, cette émigration est également déterminée par les bouleversements économiques consécutifs à la Première Guerre mondiale et à la guerre civile. 400 000 personnes gagnent ainsi la France, chassées de leurs premiers pays d'accueil, notamment l'Allemagne et la Turquie. Les officiers issus de la noblesse ou les soldats d'origine paysanne constituent alors la part la plus importante de la population immigrée.

<sup>164</sup> À l'époque nommée Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Pour Nicolas Vorontzoff (1904-1979), sans qualification autre que militaire, devenir « cocher et chauffeur »<sup>165</sup> de taxi à la fameuse « G7 », *Compagnie Française des Automobiles de place* en 1925, représente en effet une alternative à l'usine et à ses contremaîtres. Polyglottes, perçus comme « bien élevés » par la majorité des Français<sup>166</sup>, les immigrés russes – le plus souvent amalgamés aux « Russes blancs » – sont alors prisés par les entreprises de taxis parisiens. Mais surtout, dans la société russe en exil et reconstituée à Paris – devenue « capitale de la diaspora russe »<sup>167</sup> –, les réseaux des immigrés s'organisent et la solidarité opère. Habitant une location meublée au 11 rue Fondary dans le XV<sup>e</sup> arrondissement, un des lieux majeurs de l'installation russe à Paris<sup>168</sup>, Nicolas exerce ainsi la profession de chauffeur de taxi, encouragé par l'expérience de ses compatriotes aillant vécu le même parcours.

*« Pour arrondir ses fins de mois, mon père faisait aussi de la photo. Il trouvait chez des Russes des gravures ou des photographies qui avaient été faites avant la Révolution. Il en faisait des contre-types qu'il arrivait à vendre parmi ses compatriotes en exil, nostalgiques de la Russie d'autrefois. Car il y avait une colonie russe très importante à l'époque. Il y avait un théâtre russe, des restaurants, des boîtes de nuit russes. Et c'est dans cette colonie reconstituée en plein Paris que mon père a rencontré ma mère, Adèle Reznikoff<sup>169</sup>, russe elle aussi ».*

---

<sup>165</sup> Seul l'arrière des véhicules possédait un toit pour les passagers, à la manière des fiacres de l'ancien temps.

<sup>166</sup> Dans *Les Ritals*, François Cavanna revient sur l'image des Russes à cette époque : « Il y a bien aussi les Russes, mais les Russes c'est pas des étrangers. Ils font des métiers de Français. Les Français ne les méprisent pas, ne se foutent pas de leur gueule à l'école. C'est eux qui méprisent les Français. Il paraît que c'est tous des princes et des marquises et qu'ils se sont sauvés à cause des Bolcheviks qui tuaient tous les aristocrates. Les Français ne les aiment pas beaucoup, les Français n'aiment personne, mais on sent qu'ils ont de la considération parce que c'est pas des vrais pauvres mais des gens riches qui ont vécu des choses très tristes, comme dans les feuilletons ».

<sup>167</sup> Voir Hélène Menegaldo, 1998, *Les Russes à Paris. 1919-1939*, Paris, Autrement.

<sup>168</sup> À cette époque, près de 45 000 russes sont recensés en région parisienne.

<sup>169</sup> Née à Moscou le 4 janvier 1907 et décédée à Chelles en 1988.

## Faire sa vie dans la capitale de la diaspora russe

Originaires de la région de Smolensk, les Reznikoff, anciens propriétaires terriens ayant dû quitter eux aussi la Russie, arrivent en France en 1922 après avoir transité par Constantinople – sous contrôle Alliés – pendant deux ans<sup>170</sup>. Dans un premier temps, ils rejoignent en Côte d’or le grand-oncle<sup>171</sup> d’Alexis, marié à une Française. Mais, sans revenus, les grands-parents d’Alexis décident de partir pour Paris : « *Pour le village, c’était un événement. Les seules personnes qui n’avaient jamais vu Paris, c’étaient les quelques anciens militaires de la Guerre 14-18. Étant paysans, les villageois n’avaient aucun moyen de voyager vers la capitale* ».

A Paris, la vie des Reznikoff n’est pas simple. Mais, là encore les réseaux des immigrés russes en exil permettent de faire face : « *Mon grand-père, Constantin, qui était déjà âgé et qui parlait très mal le français, avait beaucoup de difficulté à trouver un emploi. Son titre officiel était "garçon de bureau" dans un tas de sociétés de production de cinéma. En fait, il portait les paquets, les boîtes de films, etc.* ».

Constantin trouve son premier emploi dans la société de production « Albatros », créée en 1922 par Alexandre Kamenka (1888-1969). Installée à Montreuil, elle privilégie en effet l’emploi de russes immigrés en France, tout en cédant, dans un premier temps, aux productions liées à la mode orientaliste du mythe de « l’âme slave » qui séduit alors la « bonne société » parisienne.

« *Ma grand-mère, quant à elle, travaillait comme couturière à domicile, avec une clientèle aux 9/10 russe. Autrefois, en Russie, elle avait une couturière qui venait une fois par semaine chez elle. Mais une fois arrivée à Constantinople, elle a dû trouver une activité. Elle a alors acheté une machine à coudre – une Singer que les Russes appelaient "Zinger" – celle-là même qu’elle a rapporté en*

---

<sup>170</sup> Adèle Reznikoff, après avoir séjourné dans un lycée russe en Tchécoslovaquie, rejoint ses parents lorsqu’ils s’installent à Paris.

<sup>171</sup> Ce grand-oncle partira plus tard à Meudon –« Meudonsk » réapproprié en russe– en banlieue parisienne.

*France, car elle ne connaissait finalement qu'un seul métier : celui de couturière ».*

Les Reznikoff, à l'image de leurs compatriotes réfugiés, profitent ainsi des réseaux organisés au sein de la communauté russe de Paris qui génère les emplois – tant masculins que féminins – nécessaires à son propre fonctionnement.

*« Ma mère n'a jamais eu d'emploi stable. À un moment donné, elle faisait un peu de mannequina dans des maisons de confection<sup>172</sup>. Et puis elle a rencontré mon père. Ils se sont mariés en 1926 et je suis né un an plus tard.*

*Mais quand mes parents m'ont eu, ils étaient très jeunes. Ils ont demandé à ma grand-mère maternelle : "on est jeune, on voudrait un peu s'amuser, sortir, on a des copains, est-ce que tu ne pourrais pas t'occuper d'Alexis ?". Grand-mère avait posé comme condition qu'elle prenne mon éducation en main et qu'elle s'occupe de moi jusqu'à la fin de mes études. C'est elle qui a désiré que j'aille à l'Ecole Secondaire Russe, à Boulogne-Billancourt, là où sont passés également Robert Hossein [né Hosseinhoff à Paris en 1927] et la comédienne Nathalie Nattier [née Bélaïeff à Paris en 1924]. Et jusqu'à l'âge de six ans, je n'ai parlé que le russe. Mon père et ma grand-mère ne s'entendaient pas très bien sur mon éducation et les choses sont restées relativement tendues. À un moment donné, nous habitons tous dans un immeuble dans le XV<sup>e</sup> arrondissement, au 10 rue Mademoiselle. Mes grands-parents étaient au deuxième étage et mes parents au cinquième. Mais moi, j'allais rarement chez eux et l'on se croisait quelques fois dans l'escalier ».*

Avec l'éducation d'Alexis, où l'apprentissage du russe semble primordial, on devine l'envie de sa grand-mère de transmettre une « identité russe » à son petit-fils, né en exil à Paris. Nicolas, quant à lui, espérait-il avant tout pour son fils

---

<sup>172</sup> Comme ce fut le cas pour de nombreuses jeunes femmes de l'émigration russe ; voir Andreï Korliakov, 2001 ; *Émigration russe France 1917-1947. Honneur et dignité maintenus*, Paris, YMCA-Presses.

une intégration dans la société d'accueil qui l'avait vu naître, sans espoir d'un retour vers une Russie devenue soviétique depuis 1922<sup>173</sup> ?

Toujours est-il qu'en plus d'une « éducation à la russe », ses grands-parents lui ont procuré un goût pour le cinéma qu'ils n'avaient sans doute pas anticipé : « *Mon grand-père s'était lié avec Fédor Bourgassoff, un chef opérateur – on dirait directeur de la photo aujourd'hui – réputé. Il y avait une caméra installée dans l'entrée de l'appartement des Bourgassoff, rue du Commandant Guilbaud. Un appareil de prise de vue de trente kilos très impressionnant pour l'enfant que j'étais. Et c'est à leur contact qu'est née ma passion pour le cinéma*<sup>174</sup> ».

### **Cesser d'être apatride pour devenir français**

« *Mes parents étaient à l'époque considérés comme réfugiés russes*<sup>175</sup>. *Ils possédaient un passeport Nansen*<sup>176</sup>, *que mon père – et les Russes d'une manière générale – appelaient "garmochka" [accordéon], en raison des nombreux volets qu'il fallait déplier.*

*Mais il y avait une loi, votée après les années de la Première Guerre mondiale, qui stipulait qu'en cas de nouvelle guerre, les réfugiés pouvaient être susceptibles d'être incorporés à l'armée française*<sup>177</sup>. *Mon père a donc été mobilisé en septembre 1939 – comme beaucoup de ses anciens copains de l'école militaire – et il a été envoyé au 311<sup>e</sup> régiment d'artillerie de Rennes. Ce régiment était au ¾ composé de Bretons. Et d'après ce qu'il m'avait dit, mon*

---

<sup>173</sup> Le nouveau régime soviétique révoque, par décret du 15 décembre 1922, la nationalité de tous les émigrés russes.

<sup>174</sup> Alexis N. Vorontzoff a exercé pendant trente-huit ans différentes fonctions techniques dans le service chargé des productions audiovisuelles de l'UNESCO.

<sup>175</sup> Voir Catherine Goussef, 2008, *L'exil russe, 1920-1939. La fabrique du réfugié apatride*, Paris, CNRS.

<sup>176</sup> Créé en 1922, à l'initiative de Fridtjof Nansen (1861-1930), premier Haut-commissaire pour les réfugiés de la Société des Nations, ce document établit un nouveau statut pour les réfugiés devenus apatrides.

<sup>177</sup> La Société des Nations ayant admis que les apatrides pouvaient être mobilisés au profit du pays dans lequel ils résidaient le jour de la déclaration de la guerre, la loi française du 31 mars 1928 a inclus cette clause dans son article 3.

*père parlait finalement mieux le français que la plupart de ses camarades de régiment qui, entre eux, parlaient le breton [...]. Une fois démobilisé, en août 1940, mon père est alors revenu sur Paris et a fait de petits métiers [...] À la libération, étant donné qu'il parlait anglais pour l'avoir appris à Ismaïlia, vingt ans auparavant, il a trouvé un emploi de chauffeur dans différents organismes américains, notamment à l'Ambassade américaine de Paris. Comme il était mieux payé, il a donc arrêté de faire le taxi ».*

C'est aussi après-guerre que Nicolas Vorontzoff – apatride comme tous les autres réfugiés russes – décide de demander la nationalité française. Seulement, « *il s'est entendu répondre par les autorités administratives françaises que, au moment où moi j'aurai ma majorité, si je choisis d'opter pour la nationalité française, il pourra alors demander sa naturalisation qui sera facilitée. Parce que j'étais réfugié russe, ce qui posait d'énormes problèmes. Quand je remplissais des papiers, notamment pour mes études, je mettais pour le lieu de naissance : "Paris" et pour la nationalité : "réfugié russe". Tout le monde se moquait de moi en disant "comment peux-tu être réfugié russe en étant né à Paris ?". Alors je leur disais que c'était la loi française qui était comme ça...*

*À ma majorité, j'ai donc choisi la nationalité française, car je pouvais aussi rester réfugié russe. Et parmi les papiers de mon père, il y a un numéro du journal officiel où il y a notre naturalisation ».*

Quelques temps avant leur naturalisation et à l'image de nombreux autres russes citadins voulant retrouver l'esprit de la "datcha" d'autrefois, Nicolas et Adèle achètent un bout de cette terre française qui va bientôt être la leur : « *Avec l'aide d'un copain de l'Ecole des Cadets du Don, son ami André Giber von Greifensels, lui aussi réfugié russe et naturalisé français, mon père a construit de ses mains une petite maison au Perray, dans les Yvelines. À l'époque c'était possible de le faire sans permis de construire. C'était leur maison de campagne*».

A la fin de leur vie, Nicolas et Adèle renouent avec leur identité russe ; Nicolas est enterré au fameux cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois<sup>178</sup>, tandis qu'Adèle intègre la maison de retraite de la « Croix Rouge Russe »<sup>179</sup>, à Chelles, où elle finira ses jours. L'itinéraire de Nicolas et Adèle Vorontzoff croise ainsi le destin de milliers de leurs compatriotes exilés à Paris et oscille finalement entre la nécessité de refaire sa vie en France et le désir de conserver leur identité originelle.

---

<sup>178</sup> Le cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois est lié à la fondation de la « Maison Russe » (lieu de refuge pour les « Russes blancs » créé en 1927 par la princesse Vera Mestchersky à qui une Anglaise, Miss Dorothy Paget, offre le château de la Cossonerie). Les sépultures des premiers pensionnaires de la Maison Russe se font dans l'ancien cimetière communal. Ce dernier s'ouvre par la suite aux personnes d'origines russes décédées en région parisienne, mais aussi en province, voire à l'étranger. À ce jour, environ 10 000 personnes y reposent, faisant de ce lieu la plus grande nécropole russe en dehors de Russie.

<sup>179</sup> Originellement, la maison, achetée par la Princesse Gagarine, héberge des invalides de guerre russes. À partir de 1938, elle est reprise par la Croix Rouge Russe puis deviendra une maison de retraite ouverte à tous.

# Le baby-foot du musée national de l'histoire de l'immigration

À l'occasion de la préparation de la programmation culturelle liée à l'exposition temporaire « Allez la France ! Football et immigration, histoires croisées »<sup>180</sup>, la Cité de l'immigration a contacté la société Bonzini, fabricant de baby-foot depuis cinquante ans, en vue d'organiser des tournois en marge de l'exposition.

Mais, ce qui n'aurait dû être qu'une animation destinée au public de la Cité se transforme en opportunité pour le musée d'évoquer le rapport entre football et immigration autour d'un objet original. Un baby-foot, donné par la société, a en effet légitimement pris sa place dans le « café des sports » de l'exposition, aux côtés des objets prêtés par le Musée National du Sport, la Fédération Internationale de Football Association et la Fédération Française de Football. Car l'histoire de l'entreprise Bonzini est aussi une histoire où se mêlent immigration et football.

## **Du Piémont à Bagnolet, de l'artisanat à l'industrie : l'itinéraire de Joseph Bonzini**

Tout commence en 1927, lorsque Joseph Bonzini, menuisier originaire du Piémont, arrive en France avec sa femme, Clémentine : « *Monsieur Bonzini s'est installé au 34 rue Désiré Vienot, à Bagnolet, dans ce qui était à l'époque,*

---

<sup>180</sup> Du 26 mai 2010 au 2 janvier 2011.

*presque une échoppe, un petit local. Venu avec son habileté de menuisier, il a commencé par fabriquer des meubles, aidé dans sa démarche par les voisins et amis* », explique Gérard Bergaglia, petit neveu de Joseph Bonzini et actuel directeur de l'entreprise.

Rapidement, l'artisan menuisier s'associe avec un spécialiste de la mécanique, italien lui aussi<sup>181</sup>, et la société « Bonzini & Sopransi, mécanique générale et menuiserie industrielle », installée dans son modeste atelier de Bagnolet, sous-traite alors des pièces pour l'industrie automobile et l'aviation.

Avec son savoir-faire et sans doute pour se parer des effets de la crise, « Bonzini & Sopransi » se diversifie à partir des années 1930 dans le domaine des jeux de loisirs et des appareils à sous : « *il y eut d'abord un billard, puis le premier appareil automatique pour café, que l'on appelait "grue"* », rappelle Gérard Bergaglia.

Le secteur est en effet en expansion et une usine – attenante à l'atelier des débuts – est construite, tandis qu'un service commercial est créé, rue de Bondy, dans le X<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le « bussophone », phonographe automatique permettant de jouer vingt disques sur les deux faces, les roulettes et autres jeux du « pingouin » – à la mécanique digne de l'horlogerie associée à la menuiserie et au travail des métaux – installent définitivement l'entreprise sur ce marché. Et tandis que le premier baby-foot est produit en 1935, Joseph Bonzini devient le Président du syndicat des constructeurs français d'appareils automatiques, signe de la réorientation de l'entreprise qui délaisse peu à peu la sous-traitance industrielle.

Sans enfant, Joseph Bonzini fait alors venir à Bagnolet son neveu, Raymond Bergaglia, issu d'une branche de la famille installée à Nice : « *Mon père s'est trouvé orphelin assez tôt. Ma grand-mère paternelle Odette, était une Bonzini née à Nizza Monferato, dans la région du Piémont. Elle s'est mariée à Nice avec Paul Bergaglia, mon grand-père né à Sospel, dans l'ancien Comté de Nice. Mon*

---

<sup>181</sup> L'immigration italienne représente alors près de 30% de l'ensemble des immigrés.

*grand-père était scaphandrier et a participé à la construction du port de Nice. C'était certainement une migration économique, liée au travail, contrairement au grand-père de ma femme qui est venu en France pour fuir le régime de Mussolini ».*

Mais si l'entreprise familiale semble promise à un bel avenir, l'interdiction des machines à sous en 1937<sup>182</sup> remet en cause son activité du jour au lendemain, tandis que Joseph Bonzini meurt la même année. Sa femme, Clémentine, reprend alors l'entreprise et la production est écoulée, bon en mal en, dans les pays frontaliers, là où l'interdiction n'as pas cours : *« je me souviens avoir demandé à mon père : "mais pourquoi n'as-tu pas gardé différentes machines de l'époque " ? Il m'a alors répondu que la santé de l'entreprise était tellement précaire, du fait de l'interdiction brutale des machines à sous, qu'il fallait s'empresse de tout vendre à l'étranger. Et après est arrivé la guerre, la traversée du désert pour Bonzini... ».*

### **Le temps des « baby »**

Alors que le baby-foot se généralise dans les cafés français dans l'immédiat après-guerre, Raymond Bergaglia, qui reprend l'entreprise familiale, décide de suivre ce nouvel engouement populaire et délaisse la production de billards : *« Les origines du baby-foot diffèrent suivant les pays, mais en France, d'après la version la plus couramment admise, on doit le premier baby-foot à monsieur Rosengart<sup>183</sup>, constructeur automobile de la région de Marseille. Un jour, il a fabriqué, pour ses petits-enfants, l'ancêtre du baby-foot. Quelques cafés se sont équipés de baby-foot avant-guerre, mais c'est surtout après, lorsqu'il arrive dans les cafés parisiens, que le baby-foot s'installe dans l'animation des lieux publics. Et c'est de cette manière que le marché est parti.*

---

<sup>182</sup> Sur l'histoire des machines à sous en France, voir Jean Lemaitre, 2008, *Les machines à sous*, Paris, ed Alternatives.

<sup>183</sup> Lucien Rosengart (1881-1976).

*A l'époque, il devait y avoir dix ou douze fabricants en France. Mais mon père est parti sur le défi du baby-foot conçu comme un produit industriel. Les fabricants de l'époque disaient qu'un baby-foot, "ça ne mérite pas mieux que quatre planches avec des barres sortantes". Le Bonzini, dès le B-53, était à barre télescopique, ce qui rendait le jeu beaucoup plus sûr. Mon père s'était dit que si l'on se lançait dans ce type de jeu, il fallait le faire avec le savoir-faire de menuiserie industrielle et de mécanique générale qui était à l'origine des productions de l'entreprise. C'était une manière de se démarquer des autres fabricants et de dire, "attention, nous sommes des industriels rompus à la mécanique de précision, pas des fabricants de jouets", car le baby-foot avait un côté péjoratif. Et aujourd'hui encore, sur notre papier à en-tête, figurent toujours ces références à nos origines de menuisiers et de mécaniciens. C'est ce qui a forgé l'identité de l'entreprise ».*

### **Le baby-foot Bonzini ou le savoir-faire français qui s'exporte**

En 1990, c'est au tour de Gérard Bergaglia, fils de Raymond et présent dans la vie de l'entreprise depuis 1972, de reprendre les rênes de « Bonzini et C<sup>ie</sup> » et de diversifier ses productions, tant en France qu'à l'étranger : « *Monsieur Bonzini avait développé, entre autres, un petit département de baby-foot, en marge de sa production principale. Ensuite, mon père a relancé et développé le baby-foot chez Bonzini. Pendant près de trente ans, cela a été une activité mono-produit / mono-marché. Il faut dire aussi qu'il y avait près 220 000 cafés en France – il n'y en a plus que 50 ou 55 000 aujourd'hui – et les cafés représentaient 98% du chiffre d'affaires à l'époque.*

*Mais un mono-produit et un mono-marché, cela reste une épée de Damoclès. Aujourd'hui, l'activité "café" ne représente plus que 20% du chiffre d'affaires. Non pas que l'on ait perdu des parts de marché – encore aujourd'hui, 85% des cafés qui ont un baby-foot ont un Bonzini – c'est le marché qui s'est effondré.*

*Ce que j'ai proposé, c'était de chercher de nouveaux débouchés, car il y avait sûrement des marchés que nous n'avions pas encore prospecté. Nous avons investi dans une page du Figaro magazine –ce qui était un gros effort financier– en 1991. Et là cela a été la révélation. Le marché des particuliers s'ouvrait à nous. C'étaient les anciens lycéens qui avaient grandi, qui étaient devenus des pères de familles, et qui voulaient recréer en quelque sorte l'ambiance des cafés d'autrefois chez eux.*

*Il y a donc eu ce développement et j'ai essayé parallèlement de faire reconnaître le rôle social du baby-foot. Cela a été un parcours auprès du Ministère de la Ville. Je me souviens notamment des premiers tournois que l'on a organisé à Montreuil, à Noisy-le-Grand, avec les mairies, la police et les jeunes des cités. Il y a donc eu ce développement associatif, grâce à la force de convivialité du baby-foot, mais aussi celui lié aux collectivités. Avec l'hôpital de Garches également, qui a utilisé le baby-foot comme produit de rééducation fonctionnelle pour réduire les fractures des avant-bras. Nous avons été aussi le premier fabricant à rendre accessibles nos produits aux gens en fauteuil roulant.*

*Et bien entendu, nous nous devons également d'être présent à l'étranger, un secteur que nous avons développé depuis les années 1990 ».*

*Aujourd'hui, Bonzini exporte en effet dans près de soixante pays à travers le monde et l'exportation représente près de 35 % du chiffre d'affaires : « Nous ne pouvons pas compter sur un marché de renouvellement mais sur un marché d'équipement. D'où le fait que l'on soit obligé de prendre en permanence notre bâton de pèlerin pour trouver de nouveaux marchés. Aujourd'hui les sociétés et les particuliers – avec des joueurs de football français jouant à l'étranger comme Thierry Henry, William Gallas, Louis Saha ou Sébastien Bassong – font également parties de nos clients et nous fabriquons des produits personnalisés<sup>184</sup> ».*

---

<sup>184</sup> En 2002, Nike est la première société à avoir fait changer les joueurs traditionnels pour les remplacer par des figurines à l'effigie du joueur néerlandais Edgar Davids.

Mais, dans un contexte de mondialisation économique, la concurrence est rude et Bonzini doit aussi se protéger des contrefaçons : « *Nous avons été très souvent copiés. Récemment, Nous avons assigné en justice pour contrefaçons, une société portugaise qui importe de Chine des modèles qu'elle appelle "Bonzinet" et "Bonziplus"...* Cette fois ci, la partie adverse contestait l'antériorité de notre production. Ce qui nous a donné une pièce fondamentale aux yeux du tribunal, c'est une lettre signée par le patineur Patrick Péra. En 1968, Bonzini équipait en effet le village olympique des Jeux de Grenoble et nous avons vendu une vingtaine de baby-foot. Mais nous n'avions que des photos des champions russes et de Patrick Péra, qui allait être médaillé de bronze. Nous sommes donc partis à la recherche de Patrick Péra, français d'origine italienne, vivant en Italie. Nous l'avons contacté et il nous a répondu quelque chose du genre : "entre immigrés italiens on peut s'entre aider". Et il nous a envoyé une attestation comme quoi il avait bien joué à l'époque sur des Bonzini. Avec cette preuve, nous avons verrouillé l'antériorité de nos productions ».

Pour cette entreprise familiale, où se transmettent depuis quatre générations<sup>185</sup> savoir-faire et gestion, les origines italiennes de son fondateur resurgissent ainsi de temps à autre : « *En 1998, pendant la Coupe du monde, il y a eu un match France / Italie. Un journaliste de France 3 nous a alors contacté : "On voudrait savoir ce que pense un fabricant de baby-foot d'origines italiennes quand la France va rencontrer l'Italie". Et une fois leur montage terminé, le reportage commençait par : "Bonzini, c'est comme Platini"<sup>186</sup> : c'est d'origines italiennes" ».*

---

<sup>185</sup> Ingrid Bergaglia, fille de Gérard, travaille également dans l'entreprise après des études en marketing.

<sup>186</sup> Michel Platini est le petit-fils de Francesco Platini, Italien ayant quitté le Piémont pour venir s'installer en Lorraine et y exercer la profession de maçon.

Dans cette histoire où s'entremêlent activité économique et tradition familiale, la référence n'est pas à rechercher d'un côté ou de l'autre des Alpes. L'identité de cette PME repose plutôt sur le respect de l'esprit qui avait jadis animé Joseph Bonzini et son associé Sopransi. Exiger les qualités d'une production artisanale pour une activité industrielle, tels semblent être l'héritage, le patrimoine – voire l'éthique – légués de générations en générations.



Publicité Bonzini

## **De Bansimba à « Monsieur sourire » : l'itinéraire d'Alphonse-Marie Toukas**

Alphonse-Marie Toukas (1935-2008) fait partie des « pionniers » de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, comptant parmi les premières personnes à avoir accepté de présenter son parcours et ses objets personnels en vue de la constitution des galeries permanentes. En tant que témoin de la démarche participative proposée par le musée – et aux côtés de l'historien Gérard Noiriel ou encore de l'écrivain Marie Desplechin – il participe ainsi, le 19 mai 2007, à la première table ronde présentant le projet même de la Cité.

Le 10 octobre 2007, jour de son anniversaire, Alphonse-Marie Toukas, déjà atteint par la maladie, ne peut être présent pour l'ouverture de la Cité. Les vitrines, où figurent notamment la photographie de sa mère et le siège de pirogue sur lequel elle cuisinait, Alphonse-Marie viendra les voir, quelques mois plus tard, en famille.

Après son décès, les objets qu'il avait prêté pour être les « témoins » de sa vie ont été proposés en dons par ses enfants. L'occasion pour la Cité de les faire entrer dans le patrimoine national, supports du récit de cet homme qui, « Congolais à vie », n'a jamais obtenu la nationalité française.

## Une enfance entre deux mondes

Le 10 octobre 1935, dans le petit village de Sanga-Vimba, au Congo Brazzaville, des triplés voient le jour : Bansimba-Alphonse-Marie, Banzuzi-Antoine et M’Fumu-Katumuko-Pierre. Chez les *Kikongos*, comme dans bien des endroits à travers le monde, la naissance de jumeaux est considérée comme un heureux présage. Aussi, celle de triplés, encore plus rare, appelle-t-elle une attention particulière au sein du village et suggère des faveurs exceptionnelles : « *Mon père était berger et aussi catéchiste. Il apprenait à lire aux petits enfants. C’est lui qui a introduit la parole de l’Eglise dans le village. Mais chez nous, on est syncrétique. Et même si l’on va à l’église, on sait aussi qu’il existe d’autres forces.*

*Ma mère était guérisseuse, elle avait le don. On venait de loin pour la consulter car elle soulageait les maux de tête et de ventre et aussi ce que l’on appelle les "maux de côtes. J’ai hérité de ce don, dès le plus jeune âge. Mon frère, Banzuzi, avait lui le don pour chasser ou provoquer la pluie. M’Fumu-Katumuko, qui était le dernier né et donc l’aîné, était considéré comme le chef de nous trois ».*

Endeuillée par la mort du père, trois mois après la naissance des triplés, la famille est à nouveau frappée par le malheur. Sur les six garçons de la famille, trois meurent dont deux des triplés. Alphonse-Marie est très affecté par la mort de ses frères : « *Pour me consoler, ma mère m’a dit qu’ils étaient venus sur terre pour m’accompagner un bout de chemin et qu’ils étaient partis en me laissant tous leurs pouvoirs ».*

Peu de temps après, la mère d’Alphonse-Marie décide de l’envoyer à Mindouli, chez sa tante, où il suit l’enseignement des missionnaires catholiques. Après l’obtention de son certificat d’études, Alphonse-Marie rejoint son frère aîné, Louis-Loubassou, qui va être ordonné prêtre à Brazzaville, capitale de l’Afrique Equatoriale Française (AEF). Il intègre alors l’enseignement des Marianistes jusqu’au lycée : « *Vie en brousse dans le village, études chez les prêtres... Mais*

*je suis acculturé à moitié ! Je n'ai rien oublié de mon enfance et je sais toujours soigné ».*

### **Un parcours marqué par les soubresauts de l'histoire**

*« Après mes études chez les prêtres, j'ai commencé à travailler, pour gagner ma vie, mais aussi m'occuper de ma mère. Rapidement, j'ai été engagé au contrôle de la piste de l'aérodrome Maya-Maya de Brazzaville. Mais cela ne s'est pas bien passé : un collègue – un Français – avait fait une grave erreur qui avait provoqué un accident. Il avait tenté de me faire accuser. J'ai été innocenté et lui renvoyé. Mais je ne pouvais plus rester : un "blanc" viré à cause d'un "noir", cela ne se faisait pas à cette époque !*

*La famille rêvait que j'occupe un poste dans les bureaux, que je devienne un "Kalaka". C'était d'ailleurs plus facile que maintenant pour trouver un travail pour un jeune. Mais, je n'étais pas fait pour la vie de bureau. Avec des amis rencontrés au collège et au lycée, nous avons monté un groupe : "Le Sympathique Jazz". Car la musique a toujours été ma passion. On jouait dans les bars et les dancings.*

*Après avoir quitté mon emploi à l'aéroport, je suis parti à Pointe-Noire. Je jouais la nuit et travaillais au guichet des PTT dans la journée. Avec l'orchestre, on jouait des aires de Rumba ».*

Peu à peu, leur passion pour la musique commence à prendre le pas et Alphonse-Marie et ses amis rêvent d'une carrière artistique, alors que le Congo s'achemine vers l'autodétermination et le chemin de l'indépendance.

En 1960, le destin d'Alphonse-Marie Toukas bascule grâce à sa rencontre avec le journaliste Jacques Alexandre : *« Après l'indépendance, Jacques Alexandre avait été nommé conseiller technique en journalisme à Radio-Congo. Il recherchait des animateurs, des gens qui se débrouillaient au micro, pour la nouvelle radio nationale, après l'indépendance. Il m'avait remarqué lors d'un*

*concert donné au bar Faignon, avec le Sympathique Jazz. Il trouvait que j'avais du bagout. C'est lui qui m'a lancé sur les ondes ».*

C'est ainsi que chaque dimanche, de 14 heures à 16 heures, l'émission « Morceaux choisis » démarre avec succès la carrière d'Alphonse-Marie Toukas.

Toujours sur les conseils de Jacques Alexandre, Alphonse-Marie tente un an plus tard le concours d'entrée à l'Office de Coopération Radiophonique Africaine (OCORA), afin de se former à tous les métiers de la radio (journalisme, réalisation, animation). Si sa première tentative n'est pas couronnée de succès, sa seconde le voit reçu premier. Alphonse-Marie passe alors l'année 1962 en France, installé à Maison-Laffitte : *« je suis donc venu pour suivre la formation. Mais quand j'étais au collège, chez les prêtres, je correspondais avec une petite Française, Michelle. Elle habitait Saint-Etienne. On s'est vu quand je suis venu et l'on s'est tout de suite adopté. A tel point que l'on a décidé de se marier ! Il y a bien eu quelques remontrances du côté du mon frère – le curé – mais aucune avec ma belle-famille ».*

Revenu à Brazzaville avec Michelle, Alphonse-Marie crée alors l'émission « Jeunes talents » qui stimule l'essor d'artistes africains. Spectacles, concours, émissions de radio, Alphonse-Marie Toukas est sur tous les fronts. Seulement, *« en 1963, quand je suis revenu, il y a eu la révolution congolaise avec la destitution du président Fulbert Youlou. La vie devenait difficile avec les milices politiques et les arrestations se multipliaient. Et puis à un moment, cela est devenu impossible. Je suis alors reparti en France, passer un nouveau concours, en 1965 ».*

Après être sorti major de sa promotion, Alphonse-Marie alterne entre séjours sur Paris et retours au Congo. Il passe également quelques mois à Monrovia, au Libéria, où il travaille à « La voix de l'Amérique » avec Guy Roger Folly.

En 1968, le Ministre de l'information de la République du Congo propose à Alphonse-Marie Toukas un poste d'attaché de presse à l'ambassade de Paris.

Seulement, une fois arrivé dans la capitale française, Alphonse-Marie Toukas se retrouve rapidement sans emploi, les relations diplomatiques entre Paris et Brazzaville ayant été momentanément supprimées après un nouveau putsch. Dans l'urgence, il trouve alors une place de manœuvre au Prisunic de Pantin et exerce différents métiers sans aucun rapport avec ses activités d'autrefois.

C'est à ce moment que Jacques Alexandre intervient pour la deuxième fois de manière déterminante dans la vie d'Alphonse-Marie. Sur les recommandations de l'ancien directeur de la Radio d'Afrique Equatoriale, devenu rédacteur en chef de l'OCORA, Alphonse-Marie Toukas est engagé comme pigiste à l'Office de Radio Télévision Française. Rencontrant notamment le soutien de Françoise Ligier, Alphonse-Marie Toukas anime bientôt l'émission « Taram tam tam », où tous les genres musicaux se rencontrent : « *Parmi les artistes qui ont participé à l'émission, il y a eu Eddie Constantine, Johnny Hallyday, James Brown, Myriam Makeba ou encore Claude Nougaro !*

*Avec Catherine Bailly, nous avons aussi créé une autre émission, plus intimiste, qui s'appelait "Une femme raconte son pays" ».*

A partir de 1975, avec l'émission « Mille Soleils », puis en 1980 avec le concours « Découvertes » de RFI<sup>187</sup> créé avec Jacqueline Sorel et Françoise Ligier, Alphonse-Marie continue activement sa démarche de promotion et de révélation des talents de l'Afrique francophone.

Parallèlement, toujours dans l'optique de faire connaître les musiciens africains, Alphonse-Marie, devenu producteur à Radio France Internationale, réalise une série de disques – « jingleries » et « Musi-fables » – distribué gratuitement aux chaînes de radio francophones : « *C'était des 33 tours qui réunissaient des fonds sonores destinés à séparer les rubriques dans les émissions de radio. Un autre moyen de faire la promotion des artistes.*

---

<sup>187</sup> Voir l'hommage rendu à Alphonse-Marie Toukas sur le site internet de RFI : [http://www.rfi.fr/actufr/articles/108/article\\_76040.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/108/article_76040.asp)

*Avec Pierre Toureille et grâce au label discographique OCORA produit par Radio France, nous avons fait l'émission "Les Chants de la Terre", sur France Musique.*

*Et avec des amis venant d'un peu partout – Jamaïque, Amérique, Afrique, Europe –, j'avais créé aussi un autre groupe : "Kalimandjaro". On avait monté un spectacle de chant, de danse et de poésie qui s'appelait "Tous des frères" notamment.*

*J'ai aussi produit des disques, comme celui-ci, avec Michel Raza, créateur du "ballet-théâtre Lemba". Et puis d'autres, comme cette parodie de "Je t'aime. Mon non plus", de Gainsbourg, qui s'appelait "Je t'aime KO...". Mais là, je ne me prenais pas au sérieux ».*

### **La volonté de l'éternel retour et la résolution à l'exil définitif**

En 1983, désormais séparé de Michelle<sup>188</sup>, Alphonse-Marie Toukas revient au Congo. Le Ministre de l'Information de l'époque lui demande en effet d'apporter ses compétences au service de Radio-Congo. Toutefois, une fois sur place, Alphonse-Marie devient directeur de la Coopération au Ministère de l'Information.

Mais l'homme-orchestre reprend vite le dessus. Alphonse-Marie Toukas devient l'animateur des débats culturels et des émissions de variétés de la télévision congolaise, tout en demeurant un dénicheur de talents. Très populaire, il est alors surnommé « Monsieur sourire », eu égard à sa bonne humeur et sa joie communicative.

Au début des années 1990, avec son statut de vedette, Alphonse-Marie se lance dans les affaires. A Brazzaville, la ville de ses débuts, il reprend le bar dancing « Escale de la corniche » avec l'ambition d'en faire un lieu de culture.

---

<sup>188</sup> « Nous avons eu 30 ans de vie de couple et 15 ans d'amitié après notre divorce », précise Michelle.

Seulement, tout bascule après l'élection de Pascal Lissouba à la présidence et avec la guerre civile qui commence en 1993 : *« je voulais repartir au Congo pour y finir ma vie, être auprès de ma mère. Mais il y a eu une nouvelle révolution. J'ai été pourchassé, on a cassé ma maison et je suis donc reparti en France. Mon frère, Louis-Loubassou, m'avait toujours dit de ne jamais m'occuper de politique. Mais ces guerres africaines arrangent bien l'Occident. On fournit des armes aux deux camps et puis, une fois que le pays est ravagé, on vend tout le nécessaire à la reconstruction... J'ai voulu retourner au Congo, mon pays, pour y mourir. Mais c'était impossible. Trois fois, je suis parti. Alors finalement, mon pays est devenu la France ».*

En devant quitter précipitamment une nouvelle fois Brazzaville, Alphonse-Marie Toukas perd tout ce qu'il avait matériellement construit depuis des années. En revenant sur Paris, il doit donc, à nouveau, tout recommencer, tout en sachant que cette fois, il n'y aurait probablement plus d'autre destination : *« Quand j'ai vu que ce n'était pas possible de vivre au Congo, j'ai voulu prendre la nationalité française. J'ai fait les démarches et j'étais même soutenu par les gens de la radio : des directeurs et des gens connus. Mais cela n'a jamais abouti. Je ne sais pas vraiment pourquoi. J'ai vécu ici, j'ai travaillé ici, mais il manquait toujours une pièce. Et avec tous les troubles au Congo, il était impossible d'obtenir certains papiers. Je reste donc "Congolais à vie", à la Porte de Clichy.*

*Mais aujourd'hui, ce qui compte, c'est mes enfants – Marlène et Serge – et petits enfants. De temps en temps, je garde Antonin, le fils de Marlène. Parfois, je lui montre les photos avec les vedettes. Ça l'amuse. Mais ce qui compte, ce n'est pas le passé, c'est maintenant et son avenir ».*



*« Ma mère m'avait dit que, partout où on va, il faut avoir quelque chose de chez soi. Ce siège, c'est tout ce que j'ai gardé du pays. » Alphonse-Marie Toukas*

## La « mémoire de papier » d'Henri Béguin

L'intérêt des archives et documents privés n'est plus à démontrer pour une institution comme la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Accompagnés de la mémoire de leurs propriétaires, les affiches, tracts, brochures, circulaires, articles découpés, notes de services et autres correspondances deviennent en effet les supports de récits et souvent les déclencheurs de souvenirs oubliés.

Seulement, ces ensembles sont avant tout des rescapés. D'une trajectoire personnelle tout d'abord, mais aussi du travail du temps. Entre les archives que l'on garde, les documents que l'on jette, ou encore que l'on perd, on s'aperçoit que conserver les choses ne va pas forcément de soi. Et quand vient le temps de transmettre ces fonds, afin que la mémoire qu'ils contiennent ne se perde pas, la tâche n'est guère plus aisée : à qui les remettre ? Ce que l'on a patiemment conservé a-t-il seulement un intérêt aux yeux des professionnels du monde des archives et de la conservation ?

Confronté à ces questionnements, Henri Béguin décide de s'adresser à la Cité. Ancien agent d'accueil, puis responsable de l'antenne de Saint-Denis de l'Office National d'Immigration (ONI)<sup>189</sup> de 1976 à 1987, mais également adjoint au

---

<sup>189</sup> Créé par l'ordonnance du 2 novembre 1945 sous l'appellation d'Office National d'Immigration (ONI) et devenu OMI par le décret du 7 janvier 1988, cet établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministère du travail, a le monopole de

Maire de Saint-Ouen (chargé de la Santé) de 1983 à 1989, tout en militant parallèlement à Amnesty International, à la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), au Parti Socialiste, au Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié des Peuples (MRAP), ainsi que dans l'Association information et soutien au droit du peuple kanak (AISDPK), Henri Béguin et ses archives personnelles permettent ainsi d'ouvrir les collections du musée<sup>190</sup> sur un autre regard : celui d'un citoyen français engagé, témoin et acteur de l'histoire de l'immigration en France.

### **Le parcours atypique d'un émigré revenant du Brésil vers les immigrés en France**

Après avoir été prêtre à Casablanca (de 1949 à 1961), puis à Colombes (de 1961 à 1967) et enfin à Santos (à partir de 1967), au Brésil, Henri Béguin décide de quitter les ordres pour se marier avec Amélia.

Au printemps 1974, les époux Béguin quittent le Brésil en direction de la France. Dans un premier temps, ils rejoignent le frère et la sœur d'Henri Béguin installés sur Paris. Quelques mois après, les jeunes mariés s'installent à Saint-Ouen. Henri Béguin se met alors en quête d'un travail, malgré son entourage qui lui laisse peu d'espoir : « *Tu sais... à ton âge... Tu ne trouveras pas d'emploi...* ».

Mais un jour, en lisant le journal *Le Monde*, Henri Béguin tombe sur une annonce qui va sceller son destin : « L'Office National de l'Immigration embauche personne sachant le Portugais pour accueillir en gare les travailleurs saisonniers venant pour les récoltes et les vendanges ».

C'est ainsi que le 24 juin 1974, six semaines après son retour en France, Henri Béguin commence à travailler à l'Office National d'Immigration, en tant

---

l'introduction en France de travailleurs étrangers ; il est également en charge (depuis 1988) des "opérations de recrutement en France des travailleurs de toutes nationalités pour l'étranger" ainsi que de l'expatriation organisée des Français à l'étranger.

<sup>190</sup> Contenant pour l'essentiel des témoignages de migrants ou de leurs descendants.

qu'agent d'accueil, allant chercher les travailleurs dont il maîtrise la langue à la Gare d'Austerlitz : « *Je commençais une nouvelle vie dans laquelle je devais me réaliser pleinement et me sentir de plus en solidarité avec les travailleurs immigrés, ce nouveau prolétariat de la France contemporaine* ».

### **Souvenirs des conditions d'accueil à la Préfecture de Bobigny**

« *Il fallait le voir pour y croire ! Une grande salle inconfortable dont les entrées sont gardées par des policiers.*

*Dehors, depuis de longues heures, des hommes, des femmes, des enfants mêmes, attendent dehors, quel que soit le temps, l'heure de pénétrer dans cette salle.*

*A partir de 9 heures, les policiers font entrer, par petits groupes, tous ces gens.*

*A l'intérieur, les Algériens reçoivent un papier blanc, avec un numéro. Pour les autres nationalités, le papier est de couleur.*

*Nous sommes dans le bâtiment "M" de la préfecture de Bobigny.*

*A l'appel de leur nom ou de leur numéro, les interpellés se dirigent vers l'immense bâtiment "J". Il y a d'abord un grand hall d'entrée puis un immense couloir d'environ un mètre de large. Dans de petites salles fermées, des employés reçoivent le public.*

*Devant les portes, des groupes en files indiennes attendent debout, sauf quelques que rares privilégiés qui ont réussi à s'asseoir.*

*De temps à autre, une de ces portes s'ouvrent et on se bouscule pour tenter d'entrer avant son tour. Chacun fini par avoir les nerfs à fleur de peau ! Un rien suffit à déclencher une explosion nerveuse.*

*Mais que viennent donc faire tous ces gens ? Qu'est-ce qu'ils attendent ?*

*Il y a ceux qui viennent pour renouveler leur carte de séjour ou de travail. Bien souvent, on collera sur leur carte un petit papier blanc signé par un chef de service indiquant une date... pour revenir une autre fois. Pourquoi ? S'ils sont Algériens, c'est parce que leur carte de résident informatisée n'est pas encore prête. Pour d'autres, c'est parce que c'est un moyen plus facile que de se*

*donner la peine de s'informer pourquoi la "vraie" carte ne peut leur être donnée immédiatement.*

*Il y a ses malheureux qui ont un récépissé provisoire de carte de séjour avec la mention "SE/EL" : ils vont se voir signifier que leur situation ne peut être régularisée et qu'ils doivent repartir chez eux. Il y a des étudiants, des demandeurs de naturalisation française, ceux qui ont besoin d'un visa pour voyager. Et s'ajoutent les "sans-papiers" en voie de régularisation.*

*Un véritable embouteillage... »*

### **Le quotidien à l'antenne de Saint-Denis de l'ONI**

*« L'affiche, annonçant l'ouverture de notre antenne et placardée dans différents endroits, disait : "Un bureau d'accueil et d'informations est à votre disposition pour vous et votre famille : vous y trouverez des personnes qui vous aideront à résoudre vos problèmes de logement et d'emploi".*

*Affirmation naïve et bien imprudente ! Ceux qui venaient nous voir pensaient que nous leur trouverions un logement et du travail. L'expérience nous montrera vite nos limites en ces domaines.*

*Dans les premiers temps, nous avons pu obtenir quelques succès en matière d'emploi. Quand un travailleur venait, nous utilisions les journaux d'annonces gratuits du département, ou le journal à grand tirage qu'on nous apportait.*

*Nous téléphonions à l'entreprise qui nous faisait généralement bon accueil, même en cas d'impossibilité d'embauche. Certains prenaient notre adresse et notre numéro de téléphone. Nous sentions que l'Office National d'Immigration faisait autorité en matière de main d'œuvre étrangère.*

*Je me souviens d'un employeur qui, satisfait du jeune Portugais que je lui avais envoyé, m'a rappelé pour me demander si j'avais quelqu'un d'autre à lui indiquer.*

*Nos bons rapports avec les Agences pour l'Emploi d'Aubervilliers – où j'avais fait un stage avant d'aller à Saint-Denis – et de Saint-Denis nous ont permis*

*également quelques succès en la matière. Mais assez rapidement, la crise s'aggravant et le chômage augmentant, nous n'avons rien pu faire.*

*Et puis l'effectif était insuffisant. Nous n'étions que deux agents et nous devions être constamment présents aux bureaux du fait de l'activité. Cela entraînait une carence de contact avec les administrations du secteur. L'office refusait de nous régler les heures supplémentaires que nous étions amenés à faire, comme par exemple, le temps des réunions pour le service et les permanences dans les foyers. Nous demandions donc la récupération systématique des horaires effectués en supplément des huit heures quotidiennes.*

*Même en étant deux, il arrivait que nous ayons à peine le temps de respirer et il était difficile d'être attentif au travailleur que l'on avait devant soi. Il ne suffisait pas de dialoguer – nous étions souvent interrompus par des coups de téléphone –, il fallait pouvoir prendre son temps pour analyser tous les aspects de son problème, savoir s'il l'avait déjà posé à d'autres... C'est la seule manière de voir clair et d'apporter à l'interlocuteur la réponse qu'il attend.*

*Cela suppose des compétences en matière de Sécurité sociale, d'Allocations familiales et même en législation du travail. Mais, dans ces conditions, il était difficile d'avoir le temps d'acquérir les compétences nécessaires à notre travail et impossible également de faire des stages.*

*Mais, pendant les treize ans que j'ai passé à l'Office National d'Immigration, j'ai toujours eu la confiance de mes chefs dont je dépendais. Nos relations furent excellentes, si j'excepte quelques accrochages sérieux avec l'un de mes responsables départementaux qui m'en voulait de faire partie de la section CFDT/ONI qu'il avait contribué à casser.*

*Grâce à cette confiance, j'ai eu toute liberté pour agir comme bon me semblait dans l'intérêt de ceux qui venaient nous voir à l'antenne. J'ai pu ainsi ne pas me confiner dans le champ étroit du travail d'agent d'accueil, tel qu'il était défini par la "circulaire de 1973". Car, à s'en tenir à sa lettre, l'agent d'accueil aurait eu le même rôle que le portier d'un immeuble indiquant aux visiteurs à qui ils*

*devaient s'adresser pour le rendez-vous demandé ou, tout au plus, il aurait été un écrivain public ».*

*« Mais tout cela date d'un autre temps à présent. On avait créé l'ONI pour accueillir les étrangers. Aujourd'hui, on cherche plutôt à les faire partir ! ».*

À travers ce don d'archives versé aux collections du musée en décembre 2010, Henri Béguin souhaite finalement *« répondre aux réflexions entendues tous les jours à propos des immigrés – non par des théories, non par des phrases toutes faites, non par des slogans – mais par des faits dont j'ai été témoin et souvent acteur dans mon travail ou mes actions personnelles ».*



Les archives d'Henri Béguin

## Une mémoire « gommée » en héritage

*« L'immigration est un sujet qui me tient à cœur, puisque cela touche à l'histoire de ma famille. Mes grands-parents étaient des immigrés tchécoslovaques. Et moi, je crois que je me suis toujours sentie Tchécoslovaque. En 1968, j'étais très jeune – j'avais onze ans – et pourtant je me souviens d'avoir vu à la télé les images des chars dans Prague et d'avoir pleuré. J'étais bouleversée. Mon père, quant à lui, ne se sentait pas concerné et disait qu'il était français. Je crois qu'il respectait finalement ce que son père voulait. Et c'était moi, du haut de mes onze ans, qui disais à mon père : "Mais tu ne te rends pas compte ?! D'accords, tu es français, mais pas complètement. Tu es tout de même né en Tchécoslovaquie, pas en France". Je me souviens d'avoir eu de grands débats à ce sujet avec mon père pendant l'adolescence »<sup>191</sup>.*

En février 2010, Sylviane Drvar vient visiter la Cité nationale de l'histoire de l'immigration : *« Pour moi, cela a été un déclic. Jusque-là, j'étais partie deux fois en Tchécoslovaquie. La première fois, c'était en août 1975, j'avais dix-huit ans. À cette occasion, j'ai rencontré des neveux et des nièces de ma grand-mère. Et puis j'y suis retournée une deuxième fois, avec mon mari et mes filles pendant l'été 2005. Par ailleurs, j'avais gardé tout ce qui concernait mes grands-parents et ma famille d'une manière générale. Tout était rangé. C'était affectif.*

---

<sup>191</sup> Sylviane Drvar.

*Mais, après avoir vu les galeries du musée, je me suis dit : "je sais pourquoi j'ai gardé tout cela. Nous aussi c'est notre histoire et nous aussi on a des choses à raconter". Cela avait donc du sens, une légitimité, de rechercher l'histoire de la famille.*

*D'un autre côté, j'aimerais aussi que l'on parle autrement de l'immigration. Autrement que ce que l'on fait aujourd'hui. Bien entendu, c'est également un hommage à mes grands-parents et à ma famille. Et puis je me souviens que ma mère – qui était française – disait souvent à mon père : "Il faudrait que tu écrives un livre, que tu fasses quelque chose sur toute cette histoire". Peut-être que, quelque part, c'est moi qui est pris le relais. Je suis donc partie sur les traces de l'histoire de mes grands-parents et de leurs quatre enfants ».*

### **Des fermes austro-hongroises aux usines des Ardennes**

Joseph Drvar naît le 15 mai 1899 à Rakova, tandis que Johanna Blahutiakova naît le 7 mai 1901 à Staskov. Bien que tous deux originaires de la même région slovaque<sup>192</sup> (marquée par la domination hongroise<sup>193</sup> et caractérisée par l'activité agricole) de l'Empire Austro-hongrois, Joseph et Johanna se rencontrent pourtant bien loin de leurs villages respectifs, alors que la « Grande Guerre » a déjà commencé : « *Ma grand-mère m'a raconté qu'ils s'étaient rencontrés dans une grande ferme, en 1916 ou 1917, en Hongrie. Le propriétaire était venu recruter de la main d'œuvre dans leur région – près de 50 personnes – pour ramasser les betteraves.*

*À l'époque, la Tchécoslovaquie n'existait pas. Elle était occupée par les Hongrois. Et ma grand-mère se souvenait que le hongrois était obligatoire à l'école et que le slovaque était donc interdit. Et, évidemment, que se passe-t-il dans ces cas-là ? Les gens se sont mis à vouloir défendre d'autant plus l'identité*

---

<sup>192</sup> Région de Zilina, au nord de l'actuelle Slovaquie.

<sup>193</sup> Voir à ce sujet, Lubomir Liptak, 1996, *Petite histoire de la Slovaquie*, Paris, Institut d'études slaves/ IRENISE, « Cultures et sociétés de l'Est », n°24.

slovaque. Aussi, même du temps de la Tchécoslovaquie<sup>194</sup>, ma grand-mère se revendiquait slovaque ».

Le 30 janvier 1918, Johanna et Joseph se marient à Staskov, juste avant que Joseph ne parte à son tour au front.

À l'issue de la « Grande Guerre » et après la proclamation de l'indépendance de la Tchécoslovaquie (28 octobre 1918), Joseph et Johanna donnent naissance à Marie (le 18 novembre 1920), leur premier enfant.

Seulement, le travail manque et les conditions de vie deviennent difficiles pour la famille qui s'agrandit avec l'arrivée, 2 septembre 1923, d'Augustin (futur père de Sylviane). Joseph envisage alors de s'expatrier, pourquoi pas en France, là où l'on recherche de la main d'œuvre pour l'industrie et où l'immigration tchèque est facilitée par la convention signée en 1920 entre la France et la jeune nation Tchécoslovaque : « *Ma grand-mère m'a dit qu'il y avait eu un recrutement d'ouvriers Tchèques pour aller travailler à Mohon, dans les Ardennes. C'est ainsi que mon grand-père est parti pour la France en 1926, travailler pour l'entreprise Lefort* ».

La Société Lefort & Cie, créée par Jean-Baptiste Lefort, ancien directeur des Clouteries de Mohon, fait en effet appel à la main d'œuvre étrangère pour relancer son activité industrielle après que ses usines aient été démantelées pendant la Première Guerre mondiale.

Comme nombre de ses compatriotes appelés à travailler en France, Joseph Drvar arrive ainsi en train au centre de Toul<sup>195</sup> (Meurthe et Moselle), puis prend la direction de Mohon : « *Il y est resté jusqu'en août 1927. Ensuite, il est retourné à Rakova, car il y avait un recrutement au chemin de fer tchèque* ».

---

<sup>194</sup> Suite au traité de Saint-Germain-en-Laye de 1919 et du traité de Trianon de 1920 mettant fin à la Première Guerre mondiale, la Slovaquie, la Tchéquie (et jusqu'en 1939 la Ruthénie) ont constitué de novembre 1918 au 31 décembre 1992 la Tchécoslovaquie.

<sup>195</sup> Le dépôt de Toul répartissait les immigrés entre les différents exploitants et fournissait des sauf-conduits provisoires, établis pour telle ou telle compagnie. A l'arrivée sur leur lieu de travail, les entreprises devaient réclamer en échange de ces sauf-conduits, les cartes d'identité de leurs ouvriers à la préfecture du département.

Seulement, Joseph est licencié en novembre 1928, peu de temps après la naissance de Thomas (17 septembre 1928). *« Par la suite, mon grand-père a décidé de quitter à nouveau la Tchécoslovaquie pour retourner travailler en France. Et pendant neuf mois, en attendant son départ, il a travaillé dans une scierie. A ce moment-là, ma grand-mère m'a dit qu'il avait annoncé : "Si je pars, c'est pour toujours". Et il n'est effectivement jamais retourné en Tchécoslovaquie. Ses enfants non plus. Il n'y a que ma sœur et moi qui soyons – je dirais presque qui avons "osé" – retournées là-bas ».*

### **Une famille slovaque s'installe en France**

En 1929, Joseph Drvar est à nouveau recruté par l'entreprise Lefort qui emploie désormais plus de 2000 ouvriers à travers onze communes des Ardennes. Il repart seul pour Mohon en effectuant le même trajet qu'en 1926.

Joseph envoie alors régulièrement de l'argent à sa famille jusqu'à ce que sa femme, Johanna, et deux de ses enfants – Augustin et Thomas – viennent le rejoindre en juin 1933 : *« Ma grand-mère et ses deux enfants sont venus en France avec un passeport valable trois ans. Ils sont passés par Strasbourg et ensuite, ils sont partis pour Mohon.*

*Marie, l'aînée des enfants de la famille, était malade au moment du départ. Aussi est-elle restée chez sa grand-mère, en Tchécoslovaquie, et venue deux ans plus tard ».*

En 1935, la famille se retrouve donc réunie à Mohon, village marqué par sa tradition et population ouvrière<sup>196</sup>, à la cité (patronale) Lefort, rue du Quatre-Septembre.

Entre temps, le 13 avril 1934, Emile naît à Mohon : *« Ce qui est étonnant, c'est que son nom a été mal orthographié. Nous, c'est "D.R.V.A.R" et lui c'est "D.W.A.R". Il ne l'a jamais fait changé et ses fils ont aussi eu le nom*

---

<sup>196</sup> En plus des entreprises Lefort, la Compagnie des chemins de fer des Ardennes s'est aussi installée à partir des années 1850 à Mohon.

*orthographié de cette façon, jusqu'au moment de leur service militaire où ils ont fait remettre le "r" à la place du "w". Bien entendu, il peut s'agir d'une erreur administrative, mais j'ai entendu d'autres hypothèses circuler dans la famille. Je ne sais plus qui m'a raconté cela, mais, petite, j'ai entendu dire que si mon oncle Emile s'appelait "Dwar", c'était que mon grand-père, qui l'avait déclaré, voulait que son nom fasse plus français. Un jour, j'ai raconté cela à ma grand-mère qui m'a alors affirmé que c'était "n'importe quoi". Mais j'ai senti à l'époque que ce n'était pas si clair que cela ... Et cet été, mon oncle Thomas m'a confirmé que l'erreur dans le nom avait été voulue par mon grand-père ! Toujours est-il que, comme il restait de la famille en Tchécoslovaquie, la grande blague entre mon père et son frère Emile, c'était de dire à ce dernier : "Tu vas voir : nous, avec Thomas, nous allons avoir un héritage et toi, avec ton DWAR, tu n'auras rien ! ". Ce à quoi Emile répondait que lui, au moins, il était né en France. Il en était fier, tout en étant placé dans une situation un peu différente, du fait de sa naissance en France et de son nom qui le distinguait du reste de la famille ».*

### **Gommer la vie « d'avant »**

Après-guerre, Joseph quitte l'entreprise Lefort<sup>197</sup>. Joseph et Johanna deviennent alors métayers dans une ferme des environs.

Thomas, de son côté, part travailler, toujours pour le compte de l'entreprise Lefort, mais dans une nouvelle tréfilerie établie en 1939 à La Tricherie, près de Poitiers, où le rejoint également Marie.

Augustin et Emile partent quant à eux s'installer en région parisienne en 1954 :  
*« C'est là que, peu de temps après, mon père rencontre ma mère – une auvergnate – serveuse dans un café à Argenteuil.*

---

<sup>197</sup> « A-t-il été licencié ? Je ne sais pas... Il faudrait que je demande à mon oncle pour reconstituer l'histoire ».

*En fait, mes oncles et ma tante vont tous épouser des conjoints et conjointes français. D'une certaine manière, cela était certainement dû à la volonté de mes grands-parents. Ils ont été naturalisés après-guerre. Et ils voulaient absolument s'intégrer et passer inaperçus. Ils avaient cette volonté de gommer, presque à la limite de nier, leurs origines. Par exemple, ils n'ont rien transmis à propos de la Tchécoslovaquie à leurs enfants. Mon oncle, Emile, qui était né en France m'avait dit : "Toi, tu sais des choses que, même nous, nous ne connaissons pas. Nos parents ne nous parlaient pas de ces choses-là". En fait, ma grand-mère a vécu avec nous. Et toute petite je lui posais des questions sur son passé. Du coup, elle m'a dit des choses qu'elle n'avait jamais dites à ses enfants. Mon grand-père ne voulait pas non plus être en contact avec la communauté tchèque. Il y avait pourtant des associations. La seule chose que ma grand-mère aurait aimée – et c'est ma mère que me l'a raconté – c'est que ses fils épousent des femmes tchèques. Et donc, ni mes grands-parents ni aucun de leurs enfants ne sont jamais repartis en Tchécoslovaquie ».*

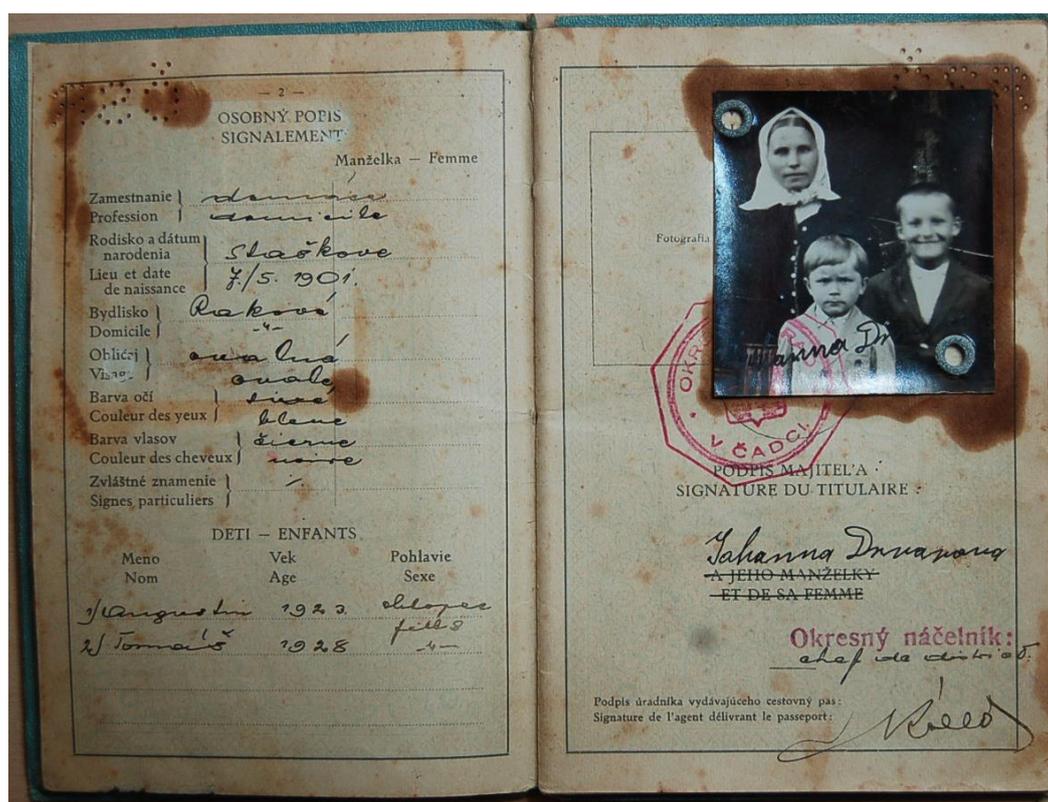
La démarche de Sylviane Dvřar va donc bien au-delà de ses souvenirs et des réponses apportées autrefois par sa grand-mère à ses questions de petite fille. En voulant renouer avec les origines slovaques de la famille, Sylviane Dvřar s'inscrit à rebours de la volonté initiale de ses grands-parents : « Avec le fait d'avoir lancé cette idée de retracer le parcours de la famille avec ma sœur, Evelyne, il y a des documents que l'on avait jamais vu qui réémergent, comme le passeport de notre tante, par exemple, ou encore l'acte de mariage de nos grands-parents.

*Et puis parfois, il y a des choses que l'on ne s'explique pas. Sur le carnet de famille de Marie, notre tante, non seulement il y a une erreur sur l'année de sa naissance, mais il y a surtout la mention : "fille de Joseph Dvřar et de Maria Blawezak" [au lieu de Johanna Bahutiakova]. Le plus troublant est que ce nom*

revient également sur l'acte de naissance d'Emile, mon oncle, où il est inscrit :  
 "fils de Joseph Drvar et de Johanna Blawezak" !

Mais ce sont surtout des papiers administratifs et des photos qui nous reviennent. Mes grands-parents étaient venus avec pas grand-chose. Et puis en 1939, pendant la guerre, ils sont partis sur les routes. Ma grand-mère et mon grand-père ont dû alors se séparer ; elle s'est retrouvée à La Rochelle et lui du côté de Poitiers. Aussi, il n'y pas d'objets, pas de choses matérielles. Il n'y a que des souvenirs.

Aujourd'hui, il y a encore mon oncle, Thomas, qui peut nous raconter cette histoire. Et, au regard de la volonté de ses parents, je ne pensais pas que cette démarche l'intéresserait. Mais, aujourd'hui, il est d'accord pour le faire ».



Passeport avec lequel Johanna, Augustin et Thomas sont arrivés en France en 1933

## **Du grenier au musée : l'itinéraire du tableau de l'Association des combattants italiens de la Première guerre mondiale**

De passage sur Paris, Giuseppina Folia, qui vit à Bordeaux, décide de visiter le musée de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Depuis la mort de leur mère, en 2006, Giuseppina et sa sœur, Léonora, entreprennent en effet des recherches autour de l'histoire de la famille : « *Au décès de ma mère, il a fallu vider la maison que se proposait de racheter la commune, car elle est située dans un virage. Il a donc fallu tout vider, y compris le grenier, là où on a trouvé ce tableau où figure l'association des combattants italiens de la Première guerre mondiale de la région de Toulouse. Je me souviens d'ailleurs qu'un beau jour, mon père l'avait ressorti – à l'époque, il y avait un verre dessus – du grenier. Ma mère n'en voulait pas et même si mon père semblait y tenir, il est donc reparti dans le grenier.*

*A cette époque, je n'ai pas posé de question. Et c'est bien là que se situe le problème aujourd'hui. Je n'ai même pas réalisé qu'il y avait un décalage au niveau des dates : mon père est venu en France en 1923, alors que ce tableau représente le contingent de soldats italiens de la section de Toulouse ayant participé à la Première guerre mondiale. Et puis mon père est arrivé avec deux de ses frères qui ne figurent pas sur le tableau ».*

Ce tableau, où figure, entre autres<sup>198</sup>, Victor Emmanuel III, roi d'Italie, les deux généraux qui se sont succédé à la tête de l'armée italienne (Luigi Cadorna et Armando Diaz) et le Consul général d'Italie à Toulouse (Gino Berri), pour énigmatique et anachronique qu'il soit pour le portrait du père de Giuseppina Folia, n'en demeure pas moins une trace concrète de la mémoire de l'engagement des immigrants italiens pendant la Première guerre mondiale<sup>199</sup>, puisqu'il est avant tout le produit de l'Association des anciens combattants italiens de la région de Toulouse, probablement réalisé vers 1926.

Sur un autre plan, il est aussi l'élément déclencheur d'une entreprise de mémoire familiale – toujours en cours – et mené par les deux sœurs : « *Retrouver ce tableau avec ses portraits dans le grenier de la maison a fait remonter des souvenirs et le désir de retracer le parcours de mes parents. J'ai reconnu les portraits de certains d'entre eux qui fréquentaient la maison familiale. Et je me souviens de l'importance qu'avait pour mon père la communauté italienne de Toulouse et l'importance qu'il avait pour nombre de ceux qui la composaient* ».

### **D'Émilie-Romagne à la région toulousaine : l'itinéraire de trois frères**

Ferrante Boselli naît le 23 mai 1903 à Fiorenzuola d'Arda, dans la région d'Émilie-Romagne, au nord de l'Italie. « *Mon père est le quatrième enfant d'une famille de paysans qui en comptait sept : la fille aînée, Livia, qui quittera la maison en se mariant, et six garçons, Salvatore, Sante, Cesare, Ferrante, Egidio et Mario. Trop nombreux pour vivre tous à la ferme, Salvatore ira travailler dans les chemins de fer, Sante restera à la ferme avec le cadet, Mario, et les trois autres émigreront en France* ».

---

<sup>198</sup> Au total, 368 portraits figurent sur le tableau.

<sup>199</sup> Avant même l'entrée en guerre de l'Italie, à partir de décembre 1914, une unité de volontaires italiens s'était engagée dans les rangs de l'armée française : il s'agissait du 4<sup>ème</sup> Régiment de Marche du 1<sup>er</sup> Régiment de la Légion Etrangère, appelé couramment « Légion garibaldienne » (dans ses rangs, on trouvait également un certain Lazzaro Ponticelli). Comptant un effectif de 2.206 hommes, tous italiens en dehors d'une poignée d'officiers français, le régiment était commandé par le lieutenant-colonel Peppino Garibaldi. Le 5 mars 1915, l'imminence de l'entrée en guerre de l'Italie, provoque la dissolution de l'unité.

Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les campagnes du Sud-ouest de la France connaissent en effet un certain déclin démographique que l'exode rural et les retombées de la Première guerre mondiale accentuent. Dans ce contexte, le recours à la main d'œuvre immigrée – notamment italienne<sup>200</sup> – est envisagé comme une solution préférable à la traditionnelle immigration saisonnière des Espagnols<sup>201</sup>, d'autant que localement se développe un imaginaire sur la proximité culturelle entre Latins et méridionaux<sup>202</sup>.

Dès lors, des émissaires Français partent pour l'Italie afin de présenter le Sud-Ouest dépeuplé comme une destination où des agriculteurs pourraient émigrer, tandis que le *Commissariato all'Emigrazione* de l'Etat italien facilite quant à lui les départs. L'attrait est d'autant plus fort que ce nouvel espace suscite vite un imaginaire spécifique. Vu des terroirs surpeuplés de l'Italie septentrionale, où la situation des familles paysannes s'aggrave, le sud-ouest de la France semble rendre possible une émigration agricole et offrir la promesse d'une réussite rurale. Contrairement aux Espagnols qui passent la frontière pour aller d'une embauche à l'autre et remplir la tâche de main-d'œuvre courante, ces Italiens partent avec projet d'installation paysanne, poussés par l'espoir de réussir une ascension par la terre. Un effet d'engouement se développe en quelques mois et divers intermédiaires privées apparaissent (passeurs, marchands de biens,

---

<sup>200</sup> Au début des années vingt, l'émigration italienne gagne une destination nouvelle quand des familles du nord de la Péninsule partent s'installer dans les campagnes du sud-ouest de la France. Ces migrants trouvent à s'employer dans l'agriculture. Certains acquièrent dès leur arrivée un domaine, d'autres se placent comme ouvriers agricoles, la plupart deviennent exploitants en ferme ou en métayage. Leur nombre va croissant jusqu'au coup d'arrêt à l'émigration voulu par le gouvernement fasciste en 1926-1927. Plus de 40 000 immigrants se sont alors déjà implantés, en l'espace de quelques années seulement, dans une vaste zone couvrant le bassin de la Garonne. Le flux se poursuivra néanmoins par la suite de l'entre-deux-guerres, de façon plus modérée du fait des obstacles mis aux départs.

<sup>201</sup> Les Espagnols, immigrés saisonniers côtoyés de longue date, ne répondent plus parfaitement aux nécessités du moment. N'hésitant pas à quitter les campagnes pour aller vers les villes et leurs industries, les Espagnols ne semblent plus adaptés aux nouveaux besoins de l'agriculture méridionale : il faut désormais des travailleurs à demeure, plutôt que des saisonniers comme c'était encore le cas avant-guerre.

<sup>202</sup> Voir Laure Teulière, 2002, *Immigrés d'Italie et paysans de France, 1920-1944*, Presse Universitaires de Mirail, Toulouse.

notaires) qui amplifient encore le mouvement.

C'est ainsi que Ferrante Boselli (après avoir effectué son service militaire en Italie) et ses deux frères arrivent en France, en 1923, et s'installent comme fermiers dans une métairie de la campagne toulousaine : *« Ils sont arrivés en France sans savoir parler un mot de français. Ils sont venus, sans doute avec un petit pécule – mais pas grand-chose – et il a sûrement fallu qu'ils empruntent de l'argent.*

*Les premières années ont été difficiles car il fallait survivre en attendant les premières récoltes et réaliser tous les travaux de la ferme, mais aussi de la maison ! A la génération de mon père, les hommes ne s'occupaient pas de tout ce qui pouvait toucher à la maison normalement. Cela devait être assez épique quand mon père faisait la cuisine ! Il fallait aussi s'occuper de la lessive et de tout le reste...*

*Par contre, mon père était un passionné de l'élevage des vaches et il s'occupait également de la commercialisation de tous les produits de la ferme.*

*J'ai toujours vu des hommes – essentiellement italiens – venir à la maison pour discuter avec mon père. Je ne connais pas les fermes où mon père a travaillé mais je sais qu'en 1933 les trois frères étaient dans une ferme du village de Saint Cézert, dans le canton de Grenade, en Haute-Garonne, bien installés dans la société française et parlant parfaitement le français ».*

### **Fuir le régime hitlérien**

La même année, une famille venue d'Allemagne s'installe dans une ferme – « La Gravette » – voisine de celle des frères Boselli : *« Les parents, accompagnés de leurs deux fils et de leur fille cadette, formait une famille bourgeoise et citadine qui n'avait jamais vécu à la campagne. Mon père, toujours serviable, est venu les aider et les conseiller. Il a ainsi fait la connaissance de leur fille aînée, Karola, qui travaillait à Paris et qui était venu rendre visite à sa famille. Mon père a été séduit lors de cette rencontre bien*

*improbable. Et mes parents se sont mariés le 27 mars 1937, à Montesquieu de Lauragais ».*

Karola Katz naît le 5 février, à Francfort sur le Main, en Allemagne. Elle est la troisième des quatre enfants de la famille : Leo, Manfred, Karola et Martha.

Au cours de ses études, Karola apprend le français et l'anglais et obtient son diplôme de Jardinière d'Enfants. Seulement, à partir de 1933, au moment où Adolf Hitler accède légalement au pouvoir, cette famille juive tente de fuir l'horreur nazie qui se dessine. Ils arrivent à Strasbourg en ayant emporté quelques affaires qu'ils vendront pour une bouchée de pain. Puis, ils arrivent dans le midi de la France, précédés par leur fils aîné Leo qui leur a loué une ferme : « La Gravette ». Karola, de son côté, exploite son diplôme à Paris, éduquant les enfants de familles huppées : *« La vie à la campagne est difficile pour cette famille habituée à vivre dans une grande ville avec le confort de l'époque, ce qui n'a rien à voir avec les installations plus que sommaires de la ferme. Avec beaucoup de courage, ils font face et quittent la ferme après le mariage de mes parents pour s'installer dans le village de Bruguières ».*

Lorsque Karola et Ferrante se marient en 1937<sup>203</sup>, le Consul d'Italie à Toulouse conseille déjà à Karola – au regard de sa situation et du contexte international – de prendre la nationalité italienne.

Mais avec la Deuxième Guerre mondiale et *« au vue de l'avancée des troupes allemandes, mes grands-parents, ma tante, son mari – un juif polonais – et sa fille de 9 mois passent clandestinement en Espagne où ils sont recueillis par des religieuses dans un couvent où ma tante mettra au monde son deuxième enfant. Ils rentreront en France à la fin de la guerre et s'installeront dans un premier temps à Nancy, d'où ils émigreront vers les Etats-Unis d'Amérique.*

*Peu de temps avant la guerre, mon oncle, Leo, est parti aux Etats-Unis, embarquant pour le dernier voyage du Normandie. Et, dès que cela a été*

---

<sup>203</sup> De ce mariage naissent deux filles : Giuseppina – en hommage au grand-père, Guiseppe Boselli – le 8 mars 1938) et Léonora, le 22 juillet 1946.

*possible, vers la fin de la guerre, il est venu chercher ses parents, en Espagne, pour les amener directement à Los Angeles où il résidait.*

*Ma mère ne reverra plus ses parents. Et elle aussi a dû partir fin 1943, en Italie, car c'était trop risqué pour elle de rester en France. C'est d'ailleurs ce qui lui avait dit le Consul d'Italie. J'ai donc fêté mes six ans, le 8 mars 1944, à Caorso, village du nord de l'Italie chez mon oncle Sante et sa famille. Nous y sommes restés six mois.*

Si Giuseppina et Léonora, encouragées par leurs parents, optent pour la nationalité française, ces derniers ne seront jamais naturalisés : « *Mon père n'a jamais pris la nationalité française. Après-guerre, il s'était renseigné. Mais on lui avait dit qu'il fallait qu'il vende une vache pour s'acquitter des droits [de sceau]. C'était cher. Alors il s'est dit : "s'ils ne me veulent pas, et bien tant pis, je reste Italien, ça ne me dérange pas". J'ai toujours entendu mon père dire ça. Et donc ma mère est toujours restée italienne aussi.*

*A un moment donné, il a été question que l'on émigre aux Etats-Unis. Ma tante, Martha, partie vivre aux Etats-Unis, est revenue voir ma mère qui avait donc le projet de partir. Mais à l'époque, on ne pouvait pas transférer d'argent. Mon père ne parlait pas l'anglais et ne voulait pas partir sans rien. Il fallait confier l'argent – mes parents n'avaient pas grand-chose – à quelqu'un de confiance. Et mon père a dit non. Et donc ma mère n'y est jamais allée.*

*Restés en France, mes parents y ont été heureux et ont eu la joie de voir leurs filles devenir professeurs et leurs petits-enfants ingénieur et médecins ».*

Ce tableau est donc le prétexte pour évoquer le double parcours migratoire croisé des familles Boselli et Katz, mais aussi le témoin de la présence et de l'engagement des immigrants italiens de la région de Toulouse lors de la Première Guerre mondiale.



Le Tableau de l'Association des combattants italiens de la Première guerre mondiale de la région de Toulouse

## Un « sinueux » chemin menant de la Pologne à la France

*« Mon père a fui la Pologne après l'invasion allemande et le début des déportations visant au génocide. Il a assisté aux arrestations arbitraires et brutales par les Allemands. Il a compris que ce n'était pas simplement des arrestations pour le "travail obligatoire". Les pérégrinations de mon père et de ma mère étaient une question de survie »<sup>204</sup>.*

En réponse à l'« appel à collecte » lancé en 2006 par la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, en prévision de la constitution des galeries permanentes du futur musée, Michel Rozenblum propose le prêt de deux statuettes liées au parcours de son père, Izraël Rozenblum :

*« Je cherchais désespérément quels objets pourraient caractériser le "voyage" de mon père qui l'a conduit en France via la Pologne, la Lituanie, la Russie, le Japon et la Chine.*

*Mis à part des courriers "croix rouge", dans lesquels ma famille essayait de communiquer – un des messages porte le tampon nazi après l'invasion de la Pologne – en montrant une certaine "naïveté" puisque ces courriers étaient une manière de pointer du doigt l'endroit où se cachaient ma mère, en Dordogne, ou mon grand-père paternel, en Pologne, il y a des statuettes chinoises en bois, qui*

---

<sup>204</sup> Michel Rozenblum.

*ne sont pas des objets précieux, sauf pour moi, par le souvenir de ce passage en Chine.*

*Je ne sais si de tels objets sont susceptibles de vous intéresser, mais les histoires des rescapés de l'holocauste sont toujours extraordinaires ».*

La proposition de don de Michel Rozenblum vient alors –si ce n'est parachever– tout du moins transformer sa démarche *mémorielle* sur l'histoire de ses parents (entreprise de leur vivant)<sup>205</sup> en *patrimoine national*.

### **Etre juif à Varsovie pendant l'entre-deux-guerres**

Izraël Wolf Rozenblum naît le 24 juin 1909 à Grojek, un bourg à quarante kilomètres de Varsovie, dans une famille de cinq enfants.

Après la mort de sa mère en 1917 (à la suite d'une erreur de prescription de médicament contre le typhus), son père se remarie avec la sœur de sa femme. Trois enfants naissent de leur union (deux filles et un fils) et la famille part s'installer à Varsovie.

*« Mon père était un self made man. Dès le début de son adolescence, il a travaillé comme apprenti. D'abord dans l'entreprise de ferraille de sa grand-mère, où travaillait également son père, puis dans l'activité de cuir et peausserie que tenait son oncle paternel, chez lequel il s'est aussi installé, car il ne s'entendait pas avec sa belle-mère ».*

En 1922, Izraël part ainsi s'installer chez son oncle Aaron Yaacov, rue Franciskanska, une rue commerçante et bourgeoise du quartier juif. C'est là qu'il côtoie Annette, sa cousine (née le 11 juin 1917 à Varsovie) et future femme.

*« Par la suite, à force de travail, dans un pays où le quotidien des Juifs était plutôt la misère, mon père est devenu propriétaire d'une entreprise de poids*

---

<sup>205</sup> Michel Rozenblum a enregistré les souvenirs de ses parents en vue d'en faire - potentiellement - un ouvrage. À la suite de cette démarche, il a également lancé des recherches et pris des contacts avec les institutions susceptibles de comporter des archives contenant les traces du passage de ses parents.

*lourds qui avait notamment comme cliente l'aviation militaire polonaise. Il livrait des moteurs d'avions mais, en tant que juif, il n'avait pas le droit de pénétrer dans l'usine et c'est un chauffeur catholique Polonais qui s'en chargeait.*

*En fait, dès la petite enfance, mes parents ont été confrontés à l'antisémitisme chronique en Pologne. Dans les campagnes, les enfants Polonais s'en prenaient aux enfants Juifs. Dans les familles polonaises, quand un enfant était dissipé on le menaçait d'un "si tu ne te calmes pas, le Juif viendra te prendre". Dans un autre registre, les partis politiques ne pouvaient avoir de membres juifs, sauf à risquer de ne pas être élus. Les juifs d'alors n'avaient en fait aucun contact avec les "gentils", qu'ils fussent riches ou pauvres, si ce n'est avec leurs concierges qui, eux, étaient obligatoirement non juifs car ils avaient aussi pour mission de surveiller les populations juives. À l'époque, la vie juive reposait sur une organisations sociale et religieuse totalement autonome ».*

C'est d'ailleurs afin de quitter cette atmosphère teintée d'antisémitisme, que les parents d'Annette décident de s'installer à Paris en 1934, rue Ribevale, dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement, avec leurs enfants<sup>206</sup> : Reginka, Gery (aussi appelé Jezic), Annette et Marc.

Annette entreprend bientôt une formation technique en soins esthétiques, envisageant d'obtenir un travail de maquilleuse pour approcher le monde du cinéma. Parallèlement, elle tente d'obtenir un visa afin de passer quelques jours en Pologne, avec Izraël : *« Après une longue attente au consulat, elle indique au responsable, qui s'était approché d'elle, l'objet de sa visite. Celui-ci lui assure alors avec force amabilités que le visa pouvait être établi sur le champ. Mais lorsqu'elle donna son nom, elle s'entendit dire : " Ah... désolé, mademoiselle..." . Quelques mois avant la guerre, la Pologne promulgue en effet un décret retirant la citoyenneté polonaise aux juifs ayant quitté la Pologne.*

---

<sup>206</sup> Raina reste en Pologne avec son mari et sa petite fille.

*Et toujours peu de temps avant la guerre, mon père avait été aussi marqué par un vendeur de journaux antisémite qui criait en passant dans les rues de Varsovie : "la Pologne aux Polonais !" et "les juifs à l'échafaud" ».*

Avec l'invasion allemande de la Pologne en septembre 1939, l'entreprise d'Izraël Rozenblum est réquisitionnée par l'armée polonaise. Pour gagner sa vie, il vend alors un stock de savons de plusieurs tonnes, provenant d'un client débiteur et situé dans un entrepôt resté miraculeusement intact, afin d'acheter des vélos en pièces détachées et de les revendre une fois montés. Et en observant le mécanisme des rafles, Izraël Rozenblum s'aperçoit que les soldats allemands arrêtent surtout les juifs circulant sur des vélos d'hommes, notamment pour leur confisquer. Dès lors, il ne circulera plus que sur des vélos de femmes, incitant les membres de sa famille à en faire de même.

### **De Varsovie à Shanghai : le périple d'Izrael Rozenblum**

*« Après avoir échappé par miracle à l'explosion d'un obus allemand pendant le siège de Varsovie – obus qui dévasta la chambre où il dormait – et quand il s'est aperçu que les occupants Allemands n'arrêtaient pas les Juifs pour le travail mais pour la déportation, mon père a pris contact avec un passeur pour quitter les territoires occupés par le sud de l'Europe.*

*La veille de son départ programmé, il a assisté au convoi de juifs par des soldats allemands. Des personnes, parmi les badauds, lui ont dit qu'ils avaient été attrapés en essayant de passer par le sud. Aussitôt, mon père est allé voir son passeur qui était au courant et l'a remboursé.*

*Mon père se trouve alors sans solution pour fuir le piège mortel qu'est devenue la Pologne. Il fait le tour de ses amis et relations, sans résultat. C'est alors que son cousin, Sacha Lampert, très actif dans le milieu sioniste, lui suggère le nom de son ami polonais : "L'ambassade de Yougoslavie lui a confié les clés de tous ses biens à Varsovie, lorsque les diplomates ont fui le siège de la ville, il te fera sortir en voiture diplomatique, comme un prince..." ...*

*Grâce à cet ami Polonais – un catholique – mon père pourra sortir de Varsovie et se diriger vers la frontière lithuanienne dans une voiture diplomatique. Peu avant le départ, il essaie de convaincre son père de partir avec lui et de prendre également sa femme et son demi-frère, Jacob, né du deuxième mariage et alors âgé de dix ans. Seulement sa belle-mère est malade. Son père refuse de la laisser seule et Jacob, en tant qu'enfant, peut circuler plus librement dans les rues ».*

C'est donc accompagné de cousins et d'amis qu'Izraël Rozenblum embarque dans la voiture diplomatique de l'ambassadeur de Yougoslavie.

*« Mon père et ses compagnons ont été arrêtés en route, en traversant un pont, par un officier allemand. Ce dernier les a laissés à la garde d'un paysan. Je me demande jusqu'à ce jour si l'officier ne voulait "pas se salir les mains" avec l'arrestation de Juifs », ou bien s'il a souhaité leur laisser une chance de s'échapper, puisqu'il n'a pas laissé de gardes devant la maison et est parti chercher la gestapo... Dès que les soldats se sont éloignés, le paysan a ouvert la fenêtre de sa maison tout en leur disant : " je déclarerai aux Allemands que vous vous êtes enfuis par-là". Il leur a indiqué le chemin leur permettant de traverser la rivière en évitant le pont et les Allemands. Et il les a fait sortir normalement, par la porte. C'est ainsi qu'ils rejoignent l'ami Polonais qui les a conduits en voiture aussi loin qu'il a pu.*

*Lorsque le trajet en voiture s'est avéré trop difficile, ils ont demandé au Polonais de les laisser, qu'ils se débrouilleraient. Mais celui-ci a refusé, ayant donné sa promesse de les amener à bon port au cousin de mon père resté en Pologne. Il a fallu qu'ils lui signent une décharge disant que c'est eux qui avaient exigé son retour ! il y a eu des "justes" polonais.*

*Après l'avoir remercié, les fuyards ont poursuivi à pied et franchi avec un passeur la frontière lithuanienne.*

*Peu de temps après, mon père a réussi, en refusant de se faire recenser, à échapper à la rafle organisée par les soviétiques et, grâce au visa donné par un*

*consul japonais – en violation des instructions de son propre gouvernement – il a pu, via le transsibérien rejoindre le Japon [en février 1941]<sup>207</sup>, puis la concession française de Shanghai [1942], où il a rejoint d'autres réfugiés venus pour la plupart d'URSS et d'Allemagne ».*

Durant ce périple de près de trois ans où la survie relève du défi permanent associé à la débrouillardise conjoncturelle (faux papiers<sup>208</sup>, marché noir, ...), la solidarité internationale entre juifs joue un rôle fondamental. L'American Jewish Joint Distribution Committee (JDC ou « Joint ») est notamment la principale organisation communautaire apportant une aide matérielle, financière, mais aussi diplomatique, aux réfugiés Juifs d'Europe, tentant de les soutenir dans leurs émigrations vers des zones moins hostiles. C'est ainsi qu'après son périple – en cargo marchand – de Wladivostock au port de Tsuruga (Japon), Izraël Rozenblum est accueilli par une délégation du « Joint » facilitant son voyage et celui de ces camarades d'infortune (la plupart des réfugiés ne parlaient que le yddish, l'allemand, ou le polonais) vers Kobé, où il arrivent le 2 mars 1941<sup>209</sup>.

Toutefois, au-delà de l'entraide rencontrée avec les juifs des pays traversés, Izraël Rozenblum bénéficie parfois également d'autres soutiens : « *Mon père n'a appris que sur la fin de sa vie qu'il n'a pu traverser l'URSS à partir de la Lituanie que grâce à une "Juste parmi les Nations", Mr Sugihara Chiune, consul du Japon à Kaunas, alors capitale de la Lituanie* ».

Mais en septembre 1941, la communauté étrangère reçoit l'ordre de quitter le Japon – se préparant à prendre part à la Deuxième Guerre mondiale – sous

---

<sup>207</sup> Izraël Rozenblum reste pendant dix mois au Japon. Pendant cette période, il reçoit du courrier de son père, resté à Varsovie, et qui disparaîtra dans des circonstances non élucidées pendant la guerre.

<sup>208</sup> D'après une traduction en anglais d'un faux certificat de baptême enregistré à Vilnius en février 1941 et retrouvé par les recherches de Michel Rozenblum, il semble que son père ait utilisé l'identité d'emprunt de « Roze Juljan Viktor, né à Grojec, district de Varsovie, né le 24 juin 1909 », catholique polonais.

<sup>209</sup> En contre-partie, Izraël Rozenblum, parlant anglais, accompagne certains réfugiés dans leurs démarches administratives, notamment vis-à-vis du Consulat américain situé à Yokohama.

quarante-huit heures. Bon nombre d'exilés<sup>210</sup> trouvent alors refuge à Shanghai, en Chine. Izraël Rozenblum, toujours avec le soutien du « Joint », atteint ainsi la Concession française de Shanghai (existant depuis 1849) et y monte rapidement un commerce de tissus<sup>211</sup>.

### **Une famille cachée en Dordogne**

En France, de son côté, Annette obtient son diplôme d'esthétique en 1939. Mais avec la guerre, son rêve de rejoindre le monde du cinéma<sup>212</sup> s'écroule et ses parents partent s'installer clandestinement en Dordogne, à Montirat, là où le mari de Reginka – Joseph Walden – avait acheté une ferme<sup>213</sup> isolée au moment de l'occupation allemande de la Pologne : *« Mon oncle, le mari de Reginka, avait décidé de disparaître dans la nature, le plus loin possible des villes ou villages, afin d'échapper aux nazis. Il avait trouvé une ferme isolée en Dordogne et l'avait acquise. Ingénieur agronome, il se faisait fort de la mettre en exploitation avec les nouvelles techniques d'agriculture. Ma famille résidant en France s'empessa de rejoindre ce havre, avant la rafle du Vel d'Hiv, par divers moyens, voiture pour certains, train pour d'autres.*

*La vie se poursuivait ainsi, rythmée par les tâches agricoles, pendant que l'Europe était à feu et à sang et que le génocide se réalisait sous les yeux du monde. Le paradis de Montirat n'était pas totalement à l'abri de ce tumulte, car les gendarmes, malgré toutes les précautions et les faux papiers, connaissaient l'identité des occupants de la ferme et ma tante, Reginka, a dû s'abstenir*

---

<sup>210</sup> Environs 25 000 juifs réfugiés.

<sup>211</sup> Michel Rozenblum a rédigé, à partir des récits de son père enregistrés en 1998, un texte - « Shanghai business » - évoquant la découverte de Shanghai et de ses commerçants Chinois par Izraël.

<sup>212</sup> « Avec ce diplôme, ma mère n'a pu obtenir un travail de maquilleuse dans le cinéma car ça a été la débâcle et l'occupation. Cela a peut-être été sa chance, car les dénonciations, comme dans le milieu des médecins et des avocats, ont été nombreuses dans le monde du cinéma ».

<sup>213</sup> La ferme est vendue sans bétail et avec les outils qu'elle contient : charrue à socle, outillages traditionnels... Joseph achète alors six vaches et deux bœufs, le maximum que peut contenir l'étable.

*d'exercer son métier de médecin à Montirat par peur d'être dénoncée. Mais elle a tout de même exercé ces fonctions clandestinement et bénévolement, tant au profit des voisins paysans, que de la résistance ».*

À Montirat, la famille Rozenblum n'est pas la seule à vivre dans la clandestinité. À la suite de la Guerre d'Espagne, des républicains espagnols sont en effet venus se réfugier dans la région. Pour un salaire très faible, ils travaillent en tant qu'ouvriers agricoles. Dès lors, les juifs ne sont pas les seuls à être traqués par les soldats Allemands.

Le 13 mai 1946, Izraël rejoint Annette en France. Son sinueux périple s'achève alors.



Souvenir de Shanghai

## Papier à en-tête de l'atelier « C. Costa Gendre, Succ<sup>r</sup> »



Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les ateliers italiens implantés dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris influencent la manufacture de l'accordéon en France.

Antoine Schenardi, originaire de Plaisance en Italie, arrive à Paris en 1913. Il fonde alors une des premières manufactures qui développe des prototypes d'accordéons chromatiques d'inspiration italienne.

Au fil des générations, cet atelier devient le lieu d'une épopée à la fois familiale, technique et artistique. À la mort d'Antoine en 1932, sa fille, Louise, et son gendre, Célestin Costa, tous deux nés en Italie, reprennent la manufacture. La maison Schenardi-Costa se revendique alors comme « la plus ancienne fabrique d'accordéons de France » et reste spécialisée dans la vente d'accordéons et de bandonéons italiens, dans la tradition inaugurée par son fondateur, toujours mentionné dans le papier à en-tête de l'atelier. Ainsi, alors que d'autres familles italiennes établies en France développent des usines en Italie, la manufacture Costa se spécialise uniquement dans la vente et la réparation.

Charles Costa, fils de Louise et de Célestin, est le dernier descendant de cette famille de facteurs d'accordéons établie rue de Flandre. Cet atelier cessera son activité à la fin des années 1990.

## Billet de cinq francs annoté par Gala Abramowicz



Berek Abramowicz, tailleur, et Gala Wloszczowski, brodeuse, arrivent à Paris respectivement en 1930 et 1931. Ils travaillent alors, chacun de leur côté, comme ouvriers dans divers ateliers de confection.

Berek et Gala se rencontrent dans un théâtre yiddish de Paris et se marient en 1934. Une première fille, Anna, naît en 1936.

En novembre 1939, Berek devient engagé volontaire dans la Légion Etrangère. Au moment de son engagement à la caserne de Clignancourt, Berek reçoit de l'Etat français une solde de cinq francs. Gala annote alors ce billet avec la date d'engagement de Berek et le conserve dans la crainte de ne jamais revoir son mari.

En 1940, une fois Berek démobilisé, la famille vient s'installer à Montauban. Berek retrouve un emploi de tailleur, mais il doit fuir la Gestapo. Gala trouve quant à elle refuge à l'hôpital de Montauban, chez les Sœurs de la Charité, où elle met au monde une deuxième fille, Paulette.

A la fin de la guerre, Gala et Berek – couramment appelés « Génie » et « Bernard » afin d'être « comme tout le monde » - demandent à être naturalisés. L'engagement de Berek ainsi que la naissance en France des deux premiers enfants sont des arguments versés au dossier, déposé le 29 janvier 1940. Leur demande aboutira le 22 février 1947.

La famille quitte alors Montauban pour retrouver son appartement parisien délaissé pendant la guerre et les parents reprennent leur activité de confection.

En 1949, ils s'installent dans un autre appartement, boulevard Barbès. Une pièce de 12m<sup>2</sup> est aménagée en atelier.

Après la naissance de leur fils, Jean-Yves, Berek / « Bernard » devient modéliste pour de grands couturiers. Il exercera cette activité jusqu'à la fin de sa vie, en 1987.

## La truelle de Luigi Cavanna



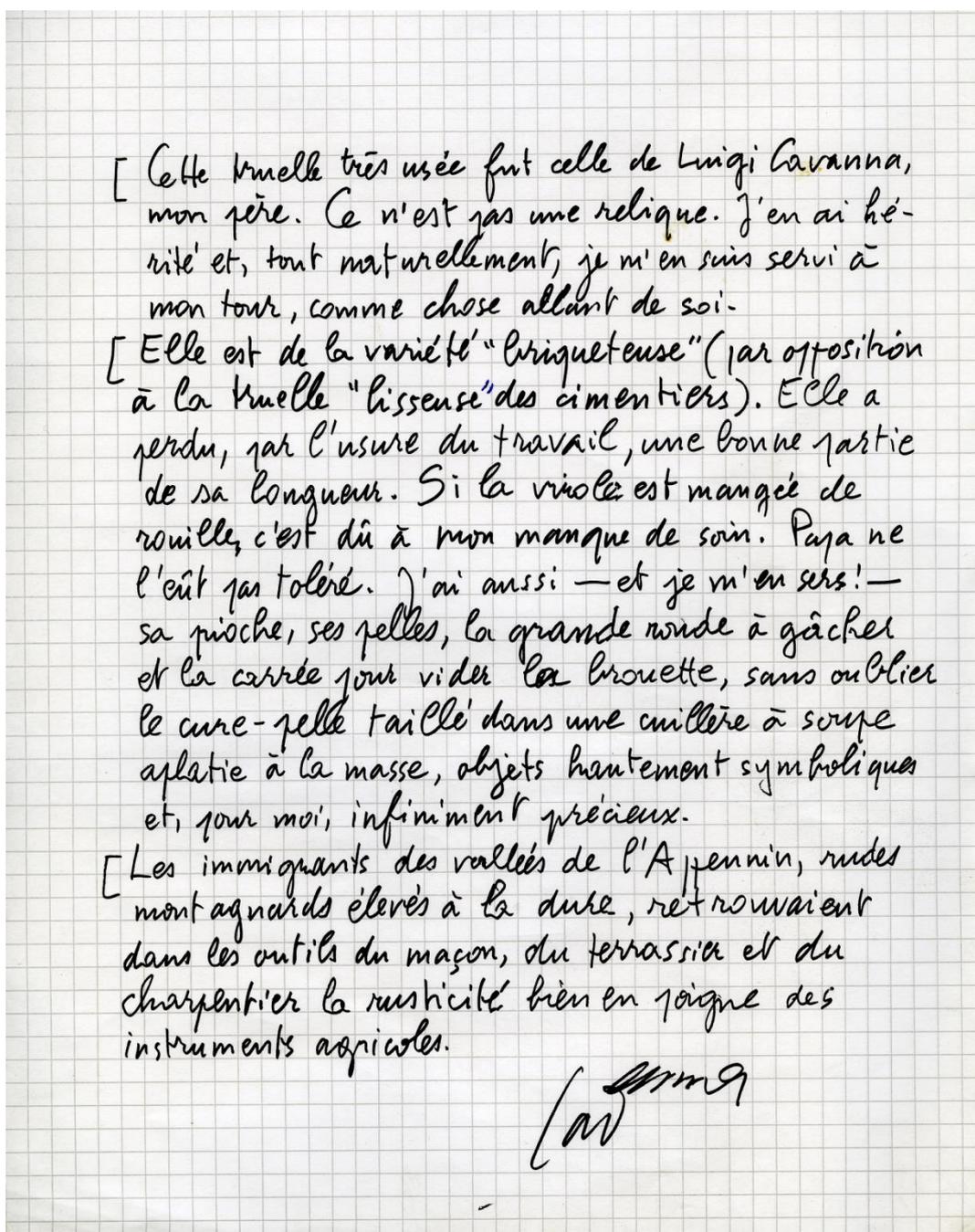
Né à Bettola, commune de la province de Plaisance (Italie) et issu d'une famille d'ouvriers agricoles, Luigi Cavanna vient une première fois en France en 1912. Il trouve alors des emplois de maçon sur différents chantiers et s'installe à Nogent-sur-Marne.

Au cours de la Première Guerre mondiale, Luigi doit intégrer les rangs de l'armée italienne.

À l'issue du conflit, il revient à Nogent-sur-Marne et redevient maçon. Luigi rencontre alors Marguerite Charvin, employée de maison. En février 1923 naît leur fils, François.

Le 25 octobre 1939, Luigi obtient la nationalité française. Marguerite, Nivernaise qui avait perdu la nationalité française lors de son mariage, la retrouve ainsi.

En 1978, François Cavanna publie *Les Ritals*, livre autobiographique et qui raisonne comme un hommage à son père : « J'étais parti pour raconter les Ritals, je crois qu'en fin de compte j'ai surtout raconté papa ».



Texte manuscrit de François Cavanna évoquant la truelle de son père

## *L'immigré*



Ljubomir Ljuba Petrovic est né à Belgrade, en ex-Yougoslavie. Diplômé de l'école Supérieure Cinématographique, il travaille pendant de nombreuses années dans le théâtre, le cinéma, la radio et la télévision, tout en s'adonnant à ses passions : la poésie, la peinture et la sculpture. Il vient une première fois en France en 1968, suivre un stage de perfectionnement à l'ORTF en tant que boursier du Gouvernement français. En 1978, il s'installe en France. Il est engagé à l'I.C.E.I (Information, Culture et Immigration) puis à l'A.D.R.I (Agence pour le Développement des Relations Interculturelles), où il œuvre en relation avec la communauté immigrée yougoslave, notamment au développement de différentes formes d'expression artistique et culturelle. En 1980, il réalise cette sculpture représentant « la figure type de l'immigré ».

## La valise de Daniel Roochvarg



Daniel Roochvarg, né le 21 mai 1962 à New York (Etats-Unis), part s'installer en France en 1988 pour développer sa carrière professionnelle en management. Il utilise alors, pendant les nombreux allers-retours qu'il effectue entre New-York et Paris, la valise que sa mère, Joan, avait déjà prise lors de sa lune de miel à Paris en 1958 :

*« A l'origine, cette valise était un cadeau de mes grands-parents à ma mère, Joan. Je l'ai utilisée à plusieurs reprises entre 1989 et 2006 pour amener progressivement mes affaires. D'abord les vêtements, suivi par des livres, jusqu'à une batterie de cuisine!*

*Chaque fois qu'un membre de la famille traversait l'Atlantique, il portait la valise pleine d'affaires, et chaque fois elle retournait aux Etats-Unis, vide. Son état témoigne de son vécu. Au mois de janvier 2007, cette valise effectuait son dernier voyage transatlantique. »*

En 1989, Daniel Roochvarg fonde son entreprise (un cabinet de conseil et de formation) et prend la nationalité française quelques temps après.

## Le passeport de Therezia Futersack

cc. 1490219 - 1 -

FRANCE

TITRE D'IDENTITÉ ET DE VOYAGE

N° 04647

Nom du titulaire : FUTTERSACK

née Bérés

Prénoms : Therezia

Lieu de naissance : Budapest

Date de naissance : 23 Aout 1904

né de : Nicolas

et de : Hans <sup>Movits</sup> Elizabeth

Nationalité : apat. ex. tchécoslovaque

Profession : salubre d'ing. chimiste

Résidence de fait : 1 rue de l'Hôtel de Ville

Résidence antérieure : à Paris

Le détenteur du présent titre n'a pas qualité pour obtenir un passeport français.

— OBSERVATIONS —

SIGNA

Taille : \_\_\_\_\_

Cheveux : \_\_\_\_\_

Sourcils : \_\_\_\_\_

Front : \_\_\_\_\_

Yeux : \_\_\_\_\_

Nez : \_\_\_\_\_

Bouche : \_\_\_\_\_

Barbe : \_\_\_\_\_

Menton : \_\_\_\_\_

Visage : \_\_\_\_\_

Teint : \_\_\_\_\_

Signes particul. 3

Accompagné de

Nom	Pré
_____	_____
_____	_____

A l'issue de la Première Guerre mondiale, les ressortissants de l'ancien Royaume de Hongrie dissout doivent choisir entre adopter la nationalité hongroise, tchécoslovaque ou yougoslave. Therezia Bérés, née à Budapest, demeure Hongroise, tandis que Maurice Futersack, son futur mari, opte pour la nationalité Tchécoslovaque. Tous deux émigrent en France en 1924. Lorsqu'ils veulent régulariser leur situation après leur mariage à Paris, une contradiction administrative apparaît. Devant fournir un certificat de nationalité, Therezia se voit indiquer par l'Ambassade de Hongrie, qu'étant mariée à un Slovaque, elle a perdu sa nationalité Hongroise. De son côté, l'ambassade de Tchécoslovaque lui refuse la nationalité Tchécoslovaque, son mariage avec Maurice ne lui procurant pas automatiquement la nationalité de son mari. Se retrouvant dans l'impossibilité de fournir un certificat de nationalité, Therezia se voit alors attribuée le statut « d'apatride » par l'administration française.

## Bibliographie

- BARJOT Dominique, « Les Italiens et le BTP français du début des années 1860 à la fin des années 1960 : ouvriers et patrons, une contribution multiforme », in *L'émigration-immigration italienne et les métiers du bâtiment en France et en Normandie*, cahier des Annales de Normandie, n°3,1 pp : 69-80.
- BENSA Alban & FABRE Daniel (dir), 2001, *Une histoire à soi*, Collection ethnologie de la France, Maison des sciences de l'homme.
- BERNARD Philippe, 2008, « Les fondations d'une Cité », *Ceras - revue Projet* n°304, Mai. URL : <http://www.ceras-projet.com/index.php?id=3120> (page consultée le 01 juin 2011).
- BETARD Daphné, 2010, « Hélène Lafont-Couturier, nouvelle directrice du Musée gallo-romain de Lyon-Fourvière. L'histoire de l'immigration est indissociable de l'histoire de France », *Le Journal des Arts* n° 316, 8 janvier.
- BLANCHARD Pascal, 2000 « Un musée pour la France coloniale », *Libération*, 17-18 juin.
- BOETSCH Gilles ; FERRIE Jean-Noël, 1993, « L'immigration comme domaine de l'anthropologie », *Anthropologie et Sociétés* Vol 17, pp : 239-252.
- BONNOT Thierry, 2002, *La vie des objets*, Paris, Ed. de la Maison des sciences de l'homme.
- BROMBERGER Christian et CHEVALLIER Denis, 1999, *Carrières d'objets, innovations et relances*, Paris, Ed. de la Maison des Sciences de l'homme.
- COHEN Anouk, 2007, « Quelles histoires pour un musée de l'immigration à Paris », *Ethnologie française* Tome XXXVII, juillet-septembre, pp : 401-408.
- D'ALBIS Jean, 1988, *Haviland*, ed. Dessain et Tolra, Paris.
- DAVALLON Jean, 2002, « Les objets ethnologiques peuvent-ils devenir des objets de patrimoine, », *Le Musée cannibale*, Neuchâtel, Musée d'ethnographie, pp : 169-188.
- DUCLOS Jean-Claude, 1992, « Pour des musées de l'homme et de la société », *Le débat* n°70 mai-août, pp : 174-178.
- FABRE Daniel, 1986, « L'ethnologue et ses sources », *Terrain* n°7, « Approches des communautés étrangères en France », pp : 3-12.
- Fabre Daniel, 1994, « Ethnologie et patrimoine en Europe, conclusions et perspectives du Colloque du Tours », *Terrain* n°22, pp.145-150.
- GAUGUE Anne, 1999, « La mise en scène de la nation dans le musée d'Afrique tropical », *Ethnologie française* tome XXIX, pp. 337-344.

- GODELIER Maurice, 1999, « Un musée pour les cultures », *Sciences Humaines*, Hors-Série n°23, pp : 19-20.
- GROGNET Fabrice, 2005, « Objets de musée, n'avez-vous donc qu'une vie ? », *Gradhiva* n°2 ns, pp : 49-63.
- GUIBAL Jean, 1992, « Quel avenir pour le musée des ATP ?, entretien avec Jean Guibal », *Le débat* n°70 mai-août, pp : 157-163.
- HAINARD Jacques, KAER Roland, 1984, *Objets prétextes objets manipulés*, J. Hainard, R.Kaer (ed), Neuchâtel.
- HARTOG François, 2001, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil.
- HEINICH Nathalie, 2009, *La fabrique du patrimoine. « De la cathédrale à la petite cuillère »*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- HERZBERG Nathaniel et VAN EECKHOUT Laetitia, 2007, « Voulue par Jacques Chirac, la Cité nationale de l'immigration ouvre dans une grande discrétion », *LE MONDE*, 9 octobre.
- HOVANESSIAN Martine, 1992, « L'élaboration d'un sens communautaire. Compléxité de la réalité arménienne », *Hommes et Migrations (Mémoire multiple)*, n° 1158, pp. 29-36
- Instructions sommaires pour les collecteurs d'objets ethnographiques*, 1931, Paris, Musée d'Ethnographie du Trocadéro.
- JAMIN Jean, 1985, « Les objets ethnographiques sont-ils des choses perdues ? », in J. Hainard et R. Kaer (dir.), *Temps perdu, temps retrouvé*, Neuchâtel, J. Hainard, R. Kaer (ed), pp : 51-74.
- JAMIN Jean, 1998, « Faut-il brûler les musées d'ethnographie ? », *Gradhiva*, 24, pp. 65-69.
- JOLY Marie-Hélène, 2007, « La place de la Cité nationale dans le paysage muséal français », *Hommes & migrations*, 1267, mai-juin, pp : 68-91.
- KORLIAKOV Andreï, 2001 ; *Emigration russe France 1917-1947. Honneur et dignité maintenus*, Paris, YMCA-Presses.
- LAFONT-COUTURIER Hélène, 2007, « Les coulisses d'une collection en formation », *Hommes & migrations*, 1267, mai-juin, pp : 8-15.
- LE MENESTREL Sarah, 1996, « La collecte de l'objet contemporain. Un défi posé au Musée de la Civilisation à Québec », in *Ethnologie française*, « culture matérielle et modernité », pp : 74-91.
- LEVI-STRAUSS Claude, 1958, *Anthropologie structurale I*, Ed Plon.
- LIPTAK Lubomir, 1996, *Petite histoire de la Slovaquie*, Paris, Institut d'études slaves/ IRENISE, « Cultures et sociétés de l'Est », n°24.

- MENEGALDO Hélène, 1998, *Les Russes à Paris. 1919-1939*, Paris, Autrement.
- MOLES Abraham, 1972, *Théorie des objets*, Paris, Eds Universitaires.
- NOIRIEL Gérard, 1988, *Le creuset français – Histoire de l’immigration- XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le seuil.
- NORA Pierre, 1984. *Les lieux de mémoire. La République*, Paris, Gallimard.
- NORA Pierre, 1997, *Les lieux de mémoire*, collectif sous la direction de Pierre Nora, trois tomes, Gallimard.
- PIZZORNI-ITIE Florence, 1993, « Réflexions autour d’un paradoxe : faut-il et comment traiter du contemporain dans les musées d’ethnographie », *Actes des premières rencontres européennes des musées d’ethnographie*, Ecole du Louvre, pp : 243-249.
- PRADO, Patrick, 2003 *Territoire de l’objet : faut-il fermer les musées ?*, Paris, Ed. des Archives contemporaines.
- RENARD Isabelle, 2007, « Lorsque l’art contemporain réinterroge l’histoire », *Hommes & Migrations* n°1267, pp : 16-27.
- SEGALEN Martine, 1993 « Les ressources humaines : l’ethnologie », in E. Barroso et E. Vaillant (dir.), *Musées et Sociétés*, Actes du colloque national de Mulhouse-Ungersheim, juin 1991, Paris, Ministère de la Culture, p : 166-169.
- SITRUK Patricia, 2008, « La Cité nationale de l’histoire de l’immigration. Reconnaître les héritages multiples dans la construction d’une histoire et d’une culture communes », *Culture et Recherche* n°114-115, pp : 35-36.
- TEULIERES Laure, 2002, *Immigrés d’Italie et paysans de France, 1920-1944*, Presse Universitaires de Mirail, Toulouse.
- TIKHOMIROFF Alexandre, 2005, *La tasse de thé*, édition L’Harmattan.
- TOUBON Jacques, 2004, *Mission de préfiguration du Centre de ressources et de mémoire de l’immigration*, Paris, La documentation française.

**Crédits photographiques :** Musée National de l'histoire et des Cultures de l'Immigration / Fabrice Grognet